



Investir dans les populations rurales

## République du Niger

---

### **Programme de Développement de l'Agriculture Familiale dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder (ProDAF)**

#### **Rapport de supervision**

#### Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 10 au 28 octobre 2016

Date du document: 10 novembre 2016

No. du Projet: 1100001688

No. du rapport: **4258-NE**

Division Afrique de l'Ouest et du Centre  
Département gestion des programmes



## Table des matières

Sigles et acronymes	ii
A. Introduction	1
B. Vue d'ensemble de l'exécution du Programme de Développement de l'Agriculture Familiale dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder (ProDAF)	2
C. Produits et effets	4
D. État d'avancement de l'exécution du Programme de Développement de l'Agriculture Familiale dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder (ProDAF)	25
E. Aspects fiduciaires	30
F. Durabilité	35
G. Conclusion	36

## Appendices

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du Programme de Développement de l'Agriculture Familiale dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder (ProDAF) et notes attribuées	37
Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	40
Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	43
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	49
Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	52
Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	56
Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	57
Appendice 8: Analyse économique et financière	59

## Sigles et acronymes

ACAP	Appui Conseil Agricole Paysans
AcSAA	Actions pour la Sécurité et la Souveraineté Alimentaires
AFV	Actions pour les Femmes Vulnérables
AS	Activité Structurante
ASAP	Fonds Fiduciaire pour le Programme d'Adaptation de l'Agriculture Paysanne
ATJ	Assistant Technique Junior
ATN	Assistant Technique National
ATNS/IP	Assistant Technique National Senior en Ingénierie de Projet
ATNS/IP	Assistant Technique Senior en Dialogue Politique
AUE	Association des Usagers de l'Eau
BAGRI	Banque Agricole
BEEEE	Bureau d'Évaluation Environnementale et des Études d'Impact
BER	Brigade d'Entretien Routier
CAFER	Caisse Autonome pour le Financement de l'Entretien Routier
CCIAN	Chambre de Commerce d'Industrie et d'Artisanat du Niger
CCIN	Chambre de Commerce et d'Industrie du Niger
CCS	Centre de Collecte Satellite
CENAT	Cellule Nationale d'Assistance Technique
CEP	Champ Ecole Paysans
CEPM	Champ Ecole Paysans Maraîchers
CES/DRS	Conservation des Eaux et Sols/Défense et Restauration des Sols
CMNN	Commission Mixte Nigéro Nigérienne
CMR	Cadre de Mesure de Résultats
Comp	Composante
CRA	Chambres Régionales d'Agriculture
CTL	Cellule Technique Locale
DAO	Dossier d'Appel d'Offre
DCP	Document de Conception du Programme
DGGR	Direction Générale du Génie Rural
DIPE	Démonstrations d'Initiatives Paysannes en Elevage
DRA	Direction Régionale de l'Agriculture
DREL	Direction Régionale de l'Elevage
FFE	Fonds Fiduciaire Espagnol
FIDA	Fonds International de Développement Agricole

FISAN	Fonds d'Investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
GACAP	Groupement d'Appui Conseil Agricole Paysans
GIE	Groupeement d'Intérêt Economique
GSC	Groupements des Services Conseils
HG	<i>Hadin Gwiwa</i>
i3N	Initiative les Nigériens Nourrissent les Nigériens
ICRISAT	Institute Crops Research Institute for the Semi-Arid
IF	Institutions de Financement
IMF	Institution de Micro Finance
INRAN	Institut National des Recherches Agronomiques du Niger
INSAH/CILSS	Institut du Sahel/Comité Inter état de Lutte Contre la Sécheresse au Sahel
IR	Instances Rurales
IRE	Intégration Régionale des Echanges
JDC	Jardins de Cases
LAE	Lettre à l'Emprunteur
LFSN	Leader Ship et Sécurité Nutritionnelle
MAG	Ministère de l'Agriculture
MAG/EL	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
MDG	Marchés de Demi Gros
MER	Micro Entreprise Rurale
Mi	Maradi
NODEF	Nouvelles Opportunités pour les Défavorisés
OFID	Fund for International Development
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
P1	Phase 1
P2	Phase 2
P3	Phase 3
P4	Phase 4
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PAMIRTA	Projet d'Accès aux Marchés et Infrastructures Rurales de Tahoua
PASADEM	Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la région de Maradi
PDE	Pôles de Développement Economiques
PDES	Plan de Développement Economique et Social
PFC	Plateforme de Commercialisation

PPI	Projet Petite Irrigation
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRACC	Programme Régional d'Appui Accès aux Marchés
ProDAF	Programme de développement de l'agriculture familiale
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuel
PUSADER	Programme d'Urgence pour l'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement Rural
RC1	Responsable Composante 1
RC2	Responsable Composante 2
RECA	Réseau des Chambres de l'Agriculture
Resp	Responsable
SAF	Service Administratif et Financier
SAHEL	Salon pour l'Agriculture et Elevage
SG	Secrétaire Général
SIG	Système d'Information Géographique
STD	Services Techniques Déconcentrés
STR	Services Techniques Régionaux
SVPP	Service Vétérinaire Privé de Proximité
SYGRI	Système de Gestion des Résultats et de l'Impact
Ta	Tahoua
TDR	Termes de Référence
URGP	Unités Régionales de Gestion du Programme
Zr	Zinder

## A. Introduction<sup>1</sup>

1. Une mission de supervision conjointe du Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder, conduite par le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) et le Gouvernement du Niger s'est déroulée en République du Niger, du 10 au 28 octobre 2016. Cette mission avait pour objectif général d'appuyer les équipes des Unités Régionales de Gestion du Programme (URGP) de Tahoua, Maradi et Zinder et de la Cellule Nationale d'Assistance Technique (CENAT) à Niamey et à Maradi dans la mise en œuvre efficace et efficiente du Programme.
2. De manière spécifique, la mission visait à: i) évaluer la performance globale des approches adoptées par le Programme; ii) mesurer les progrès en termes de contribution à l'atteinte des objectifs du Programme et leur pertinence par rapport aux politiques publiques de développement du Pays; iii) mesurer la poursuite efficace des activités techniques et financières (mise en œuvre du PTBA 2015-2016) du Programme; iv) identifier des actions permettant de continuer à renforcer et capitaliser les acquis et corriger les insuffisances identifiées (du point de vue technique et de gestion fiduciaire); v) faire une analyse globale du Programme sous les angles de montage institutionnel et du fonctionnement (adaptation au contexte, contraintes/insuffisances et leçons à tirer); vi) évaluer l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision conjointe du Programme (avril 2016) et formuler des recommandations et propositions pertinentes pour la suite du ProDAF.
3. Pour rappel, le ProDAF qui a démarré en 2015 et qui sera mis en œuvre sur une période de huit ans (2015 à 2023) en est à son premier Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA).
4. La mission a rendu des visites de courtoisie à MM. Ahmat Jidoud, Ministre Délégué chargé du Budget au Ministère des Finances (MF), M. Ouendeba Botorou Haut-Commissaire à l'Initiative 3N, M. Illa Djimrao, Secrétaire Général (SG) du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MAG/EL), et M. Iro Souley, Directeur de la programmation des investissements Général au Ministère du Plan, qui assurait l'intérim du Directeur Général (DG) des Investissements.
5. Du 13 au 23 octobre 2016, la mission s'est rendue dans les trois régions de la zone d'intervention du programme – Tahoua, Zinder et Maradi – où elle a été reçue par le Gouverneur de la Région de Maradi, le SG de la Région de Tahoua et le Sultan du Damagaram. La mission s'est en outre entretenue avec les Présidents ou Vice-Présidents des Conseils Régionaux des trois régions. La mission a pu apprécier les réalisations et échanger avec les bénéficiaires et les différents partenaires de mise en œuvre. Les visites de terrain ont été complétées par des rencontres de travail avec les cadres du ProDAF et des structures partenaires. La mission de terrain a été conclue à Maradi par une séance d'échanges sur les

---

<sup>1</sup> Composition de la mission: l'équipe FIDA était composée de: M. Vincenzo Galastro, CMP/WCA, Patrick Habamenshi, Economiste de Développement, Chef de mission, M. Amevi Agbogbe et Papa Alioune Mbaye, experts en gestion fiduciaire, Alain Barbet, agronome, expert en agriculture familiale durable, Youssef Brahimi, expert en environnement et changements climatiques, M. Kadre Kadei, CPO/FIDA, expert en petit élevage, M. Thierry Lassalle, expert en développement des marchés ruraux et renforcement des Organisations de producteurs (OP), Dr Martha Populin (Mme), experte en genre et ciblage, M. Marius Sanon, expert en infrastructures rurales, et M. Remy Sourdois, expert en finance rurale. La partie gouvernementale était composée de: M. Doulaye Ali, Conseiller technique au MAG/EL, Chef de mission, M. Alyou Abdou Ali, DSEI/MP, M. Lemane Ibrahim, HCl3N, Mahaman Sani Tassiou, DGGR/MAG/EL, M. Aboubakar Kourma, DGA/MAG/EL, Cdt Bassirou Mahamane Salifou, MEDD. L'équipe du Programme participant à la mission était composée de: M. Assadeck Mohamed, ATNS/DP, M. Guéro Chaibou, ATNS/IP, M. Chaibou Magagi, ATN/CF, M. Saley Sadikou, ATN/SE, M. Issa Saadou, ATN/PR, M. Ousmane Traoré, ATN/FR et M. Maman Moustapha, ATN/Socio, M. Majah Mohamed, ATN/AEF, Mme. Hinsa Ramatou/ATN/GRN&CC et Namata Mamane, Assistant technique Agronome, M. Moustapha Sowou, Expert Analyse Economique et Financière et Mlle Silya Massaert, Consultante au ProDAF, pour la CENAT. Les URGPs étaient représentées par MM. Soumaila Abdoulaye, Coordonnateur/URGP/Maradi, Harouna Traoré, Coordonnateur/URGP/Zinder, Aboubacar Ousmane Gogé, Coordonnateur/URGP/Tahoua, les cadres de leurs URGPs respectives et M. Gourgoudou Hadi Abdoulnasser, contrôleur de gestion interne des trois URGPs.

grands constats et recommandations à laquelle ont été associés les partenaires de mise en œuvre.

6. L'Aide-Mémoire de la mission de Supervision a été soumis à l'appréciation des différentes parties prenantes et amendé pour tenir compte de leurs recommandations. La restitution au Gouvernement a eu lieu le 27 octobre 2016. Les conclusions et recommandations de la mission seront passées en revue et confirmées dans les semaines à venir dans une Lettre de Transmission du FIDA.

## **B. Vue d'ensemble de l'exécution du Programme de Développement de l'Agriculture Familiale dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder (ProDAF)**

7. En juillet 2016, le Comité de Pilotage a adopté le Plan de Travail et de Budget Annuel (PTBA) révisé du Programme. La première mission de supervision d'avril 2016 en avait fait la recommandation suite au constat que le contexte de mise en œuvre ne permettait pas d'atteindre les objectifs initialement fixés par le programme. Le PTBA, qui était d'un montant global de 15 122 693 000 FCFA, a été revu à la baisse et ramené à 11 848 165 000 FCFA (5 263 077 000 FCFA pour l'URGP de Maradi ; 2 396 615 000 FCFA pour l'URGP de Tahoua ; 2 933 484 000 FCFA pour l'URGP de Zinder et 1 254 989 000 FCFA pour la CENAT) soit 22 % de réduction. La répartition par guichet de financement activé se présente comme suit : 6573 092 000 FCFA pour le guichet ProDAF/FIDA/ASAP, 1 337 444 000 F CFA pour le guichet PASADEM, 1 011 428 000 F CFA pour le guichet PPI Ruwanmu et 2 641 230 000 F CFA pour le guichet PUSADER+. La mission note des progrès importants dans la mise en œuvre depuis la première supervision.

Composantes	Taux de réalisation physique		Taux de réalisation financière – sans engagements	
	31 mars 16	25 sept. 16	31 mars 16	25 sept. 16
URGP Maradi	14%	52%	7.94%	60%
URGP Tahoua	20%	50.58%	10.23%	49%
URGP Zinder	15%	54%	5.93%	47%
CENAT	18%	59%	21.58%	62%
<b>Taux de réalisation du programme</b>	<b>17%</b>	<b>54%</b>	<b>10.55%</b>	<b>53%</b>

8. La mission constate toutefois que les taux de réalisation tant physiques que financiers sont encore en deçà du niveau attendu en 12 mois d'exécution et à 3 mois de la fin du PTBA.
9. Outre le fait que les premiers fonds n'ont été disponibles qu'en février 2016, la performance du Programme a été essentiellement affectée par la lenteur des procédures de passation de marchés. Il faut noter toutefois qu'un certain nombre d'activités sont programmées dans le dernier trimestre 2016 (tels que, l'aménagement des bassins versants, les Champs Ecoles Paysan Maraîchers CEPM, etc.), et que des marchés importants (démarrage construction de maisons du paysans, études techniques et élaboration de Dossier d'Appel d'Offres (DAO) de pistes et de mini barrage, à Zinder, etc.) sont en passe d'aboutir, ce qui devrait quelque peu améliorer la performance du Programme d'ici la fin 2016. La mission félicite les équipes des URGPs pour avoir inclus par anticipation les études pour des travaux prévus en 2017 dans le PTBA 2015-2016 révisé.



10. **Mobilisation des financements du ProDAF.** Tous les financements extérieurs prévus dans l'accord de financement ont été mobilisés à ce jour y compris le don du FEM. Pour ce dernier, le financement pourra commencer à être décaissé dès Janvier 2017, une fois la convention signée par le FIDA et le gouvernement du Niger.
11. Pour ce qui est du Projet d'Accès aux Marchés et d'Infrastructures Rurales dans la région de Tahoua (PAMIRTA), une mission est prévue à partir d'octobre 2016 pour mieux définir les contours de l'intervention du Projet et discuter avec les autorités des modalités de son démarrage effectif.
12. La mission a échangé avec les autorités sur l'urgence de mobiliser la contrepartie nationale pour le ProDAF, le PASADEM et le PPI Ruwanmu. La mission a été informée des efforts entamés par le Gouvernement pour mobiliser les ressources nécessaires pour répondre à ses engagements. La mission recommande à la CENAT de faire un suivi rapproché de ce dossier.
13. **Mise en place des Pôles de Développement Economique (PDE).** Dans son PTBA 2015/2016, le ProDAF a priorisé ses interventions dans 9 PDE de concentration (à raison de 3 par région). Il s'agit de : Djirataoua, Sabon Machi, et Tessaoua pour la région de Maradi, Badaguichiri, Tounfafi et Karofane pour la région de Tahoua et Bandé, Guidimouni et Doungou pour Zinder. Les travaux de construction des Marchés de Demi-Gros (MDG) et des centres de collectes, qui sont au cœur de l'approche PDE, ont commencé à Maradi sous le guichet PASADEM. Le processus de la conduite des études techniques et élaboration de DAO sont en cours pour la construction de MDG à Tahoua et Zinder en 2017 est enclenché. Des activités de protection des Bassins versants (BV), d'appui à la production, des études et des activités d'ingénierie sociale sont en cours dans pratiquement tous les PDE. Des pistes sont en chantier dans différents PDE sur les guichets PPI Ruwanmu et PUSADER+. La collaboration avec les partenaires expérimentés de mise en œuvre de l'ingénierie sociale – le Réseau des Chambres d'Agriculture du Niger (RECA), les Chambres Régionales d'Agriculture (CRA), Action pour la Sécurité et la Souveraineté Alimentaires (AcSSA), les Fédérations régionales – permis à 25 cadres de concertation ou *Hadin Gwiwa* (HG) de devenir des plateformes de concertation centrées sur les acteurs économiques du marché. Ces dispositifs ont déjà débouché sur la création de 3 GIE de gestion des MDG de Djirataoua, Sabon Machi et Tessaoua, et sur l'implication de 10 unions de producteurs dans la gestion des centres de collectes satellites. La synergie d'action entre le ProDAF et le PRACC/BM permettra à ce dernier de prendre en charge le financement de 87 Km de pistes dans les PDE Tessaoua, Gourdja et Tchadoua et une partie du coût de réalisation du MDG de Guidan Roundji.
14. Il faut toutefois noter que le processus de phasage effectué courant 2016 n'a pu que partiellement être intégré à la sélection des sites d'interventions des partenaires qui avaient été définis en début d'année. La négociation des contrats 2017 sera l'occasion d'actualiser les lieux d'intervention afin qu'ingénierie sociale et ingénierie civile s'enchaînent.
15. **Dossiers prioritaires.** La mission a relevé un certain nombre de dossiers qui demandent une attention particulière ; tant des URGP et de la CENAT, que du FIDA et des autorités de tutelles. Pour le ProDAF, il s'agit des 6 dossiers suivants : (i) *mobilisation de la contrepartie*; (ii) *finalisation de la planification pluriannuelle des PDE* ; (iii) *promotion de l'intégration régionale des échanges*; (iv) *mise en place des partenariats avec les IF pour les mécanismes de financement à coûts partagées* ; (v) *intégration de la dimension 'mesure des effets et impacts' dans le système de Suivi-Evaluation du ProDAF (AEF, Suivi Environnemental)* (vi) *établissement de la situation environnementale de référence*.
16. Ces dossiers sont analysés et des recommandations spécifiques données dans les différentes sections du présent Aide-Mémoire.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Inclure dans le PTBA 2017 par anticipation les études pour des URGP travaux prévus en 2018	Coordonnateurs URGP et partenaires clés	Lors de l'élaboration du PTBA
Faire un suivi rapproché du dossier de contrepartie	CENAT	Immédiat et continu
Accélérer la validation du document de Planification	ATN/IP	Novembre 2016

## C. Produits et effets

### Composante A « Renforcement durable de l'agriculture familiale »

#### AS1 : Aménagement des bassins versants

18. Les activités prévues dans ce volet ont été exécutées à des taux très satisfaisants allant jusqu'à 176% (4590 ha) pour la récupération des terres dégradées au profit de 15 250 ménages, 118% pour les plants produits et plantés (405 498 plants), 100% pour la quantité des semences distribuées (34054 kg), 100% pour le système de suivi environnemental géo localisé mis en place (3 systèmes), 102% pour les bénéficiaires touchés (15 519 bénéficiaires), 110% pour le nombre d'hommes/jours mobilisés (1745524 h/j) équivalant à 1652 emplois temporaires créés pendant 6 mois de travail. La CENAT a élaboré une note conceptuelle sur les activités de traitement des bassins versants permettant aux URGP de disposer des orientations et outils pour le montage technique des opérations de récupération des terres dans le cadre du Partenariat PAM/ProDAF. Par ailleurs le faucardage des mares a permis d'améliorer les activités des pêcheurs, la disponibilité de compost et la réduction des attaques des oiseaux granivores.
19. La mission a constaté une bonne maîtrise des techniques de récupération des terres (telles que les zaï, les demi-lunes, les cordons pierreux) et un fort taux de réplcation de celles-ci. Il en est de même pour la régénération naturelle assistée (RNA). Cependant, pour cette dernière, le dispositif de suivi ne permet pas la capitalisation des superficies de RNA. La mission a également constaté que certains ouvrages de CES/DRS ne respectent pas les normes, principalement en raison d'un faible encadrement des travailleurs.
20. En outre, des phénomènes d'intense pluviosité engendrent, par endroit et selon le type de sol, des ruissellements torrentiels qui affectent les demi-lunes (DL) en terre compactée à vocation agricole. Un défi technique majeur va se poser de manière récurrente dans les unités géomorphologiques que sont les pentes et certains piémonts des BV pour les populations riveraines engagées dans la confection et l'entretien de ce type d'ouvrage. Une des solutions avancées, afin de parer à tout découragement légitime des populations, serait d'ensemencer le bourrelet des DL avec des herbacées à fort enracinement - voire des légumineuses à fort potentiel couvrant (dolique, mucuna) ou d'opter pour des DL en pierres si celles-ci sont disponibles dans un environnement proche. La mission a par ailleurs constaté dans certaines de ces DL, la mort des plants de mil n'ayant pas toléré l'excès d'eau et ayant péri avant épiaison par stagnation des eaux. Le choix de la céréale à implanter dans ces DL doit privilégier les espèces adaptées à des sols à forte rétention d'eau (certaines variétés de sorgho et maïs). Elle a également noté une diversité floristique variable selon l'ancienneté des sites ayant bénéficié de mesures de lutte antiérosive (LAE = cordons pierreux, haies-vives, RNA), mais toujours supérieure à celle observable sur des BV qui n'ont jamais fait l'objet d'aucun traitement.
21. La mission a constaté une hétérogénéité des modes de prise en charge du gardiennage au niveau des trois régions. Alors que certaines Associations prennent en charge le gardiennage grâce à une cotisation volontaire de leurs membres ou grâce à la vente de fourrage, dans d'autres cas le gardiennage est pris en charge directement par le projet. Le gardiennage

apparaît ainsi comme un indicateur important de l'autonomisation des populations et le projet doit soutenir les COGEP à tendre vers leur autonomie financière.

22. Valorisation du partenariat PAM/FIDA. Le partenariat entre le PAM et le FIDA pour le traitement mécanique des terres incultes et leur mise en valeur a permis d'augmenter significativement les superficies récupérées. C'est un partenariat exemplaire à renforcer à l'avenir dans le cadre d'une planification commune à moyen terme. Cette expérience mérite d'être valorisée et disséminée.



**Photo 1 : Confection des demi-lunes**



**Photo 2 : production de fourrage après ensemencement des demi-lunes**

## AS2 : Infrastructures de mobilisation des eaux

23. Les ouvrages de mobilisation des eaux prévus ont pour vocation de collecter les eaux dans les zones de faible inclinaison en vue de : (i) favoriser le stockage souterrain par la recharge des nappes, (ii) permettre le stockage de l'eau de surface à travers les mini barrages et les mares à aménager et (iii) permettre la mise en valeur agricole de ces réserves d'eau à travers des cultures de décrues et des cultures irriguées gravitairement à partir des mini barrages ou par pompage à travers les forages à réaliser. Certains de ces ouvrages, notamment les seuils d'épandage, ont également une fonction antiérosive permettant ainsi la stabilisation des berges des cours d'eau et la restauration des sols dégradés.
24. Au titre du PTBA 2015-2016 révisé, les prévisions des URGP pour cette composante concernent d'une part des activités de base qui sont préalables au choix des sites à étudier pour l'implantation des ouvrages et d'autre part des prospections et activités pratiques devant aboutir au début de la réalisation de certains travaux.
25. Les activités prévues dans les trois URGP sont récapitulées dans le tableau suivant :

**Tableau 1: activités prévues dans le PTBA 2015-2016 révisé au titre de l'AS2**

URGP	Schéma d'aménagement / identification de sites d'ouvrages	Etudes de faisabilité et élaboration de DAO	Travaux de construction/réhabilitation
Maradi	1	1 aménagement hydroagricole avec forages pour défaut de site de mini barrage 14 seuils de type 1 1 seuil de type 2	-
Tahoua Zinder	1 1	7 seuil de type 1 1 mini barrage + AHA en aval 13 seuil de type 1	- Démarrage des travaux de 4 seuils de type 1
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>1 mini barrage</b> <b>1 AHA avec forages</b> <b>34 seuils de type 1</b> <b>1 seuil de type 2</b>	<b>Seuils de type 1</b>

26. Le niveau général de mise en œuvre des activités est résumé ci-après:
- l'étape préliminaire d'identification et de validation des sites des ouvrages est terminée dans les 3 régions
  - le recrutement des prestataires pour conduire les études est : (i) terminée pour l'URGP de Zinder et les contrats sont en cours de signature, (ii) en cours pour les URGP de Tahoua et de Maradi.
27. L'URGP de Zinder a opté de confier les études de construction/réhabilitation de 4 seuils à la DRGR à travers une convention. Les premiers résultats de cette étude (APS) étaient attendus pour fin octobre 2016 et le DAO validé pour fin novembre 2016. Cependant, la mission note un retard dans le déroulement de cette étude qui impactera sur la livraison des résultats en particulier le DAO. Le Plan de Passation des Marchés prévoit un délai minimum de 3 mois pour terminer la procédure de contractualisation des entreprises. Dans le cas où le DAO serait disponible avant la fin de l'année 2016, le processus de recrutement des entreprises pourrait conduire à la fin du mois de mars 2017. En tenant compte du délai de réalisation des travaux (4 à 5 mois) et de la nécessité de les exécuter hors hivernage, les travaux de construction/réhabilitation de ces 4 seuils ne pourraient démarrer qu'après la saison pluvieuse c'est-à-dire en mi-octobre 2017 au plus tôt.
28. Cette situation est très illustrative des risques que les travaux de construction des seuils et des mini barrages ne démarreront au plus tôt qu'en fin 2017 voire début 2018 dans les autres régions. La mission a alors envisagé le scénario suivant : (i) poursuivre dans les 3 URGP le

processus en cours (recrutement des bureaux d'études, conduite des études, etc.) ; (ii) pour les URGP de Maradi et de Tahoua, rechercher auprès des DRGR ou d'autres partenaires intervenant dans le domaine des seuils d'épandage des dossiers d'études existants et procéder à leur actualisation rapide avec l'aide des DRGR ou de consultants indépendants ce qui permettra de lancer les appels d'offres pour les travaux qui pourraient démarrer avant la fin de l'année 2017 et se terminer avant l'installation de la saison des pluies de 2018.

29. Concernant les mini barrages, les recherches n'ont pas permis d'identifier un site favorable pour ce type d'ouvrage dans la région de Maradi compte tenu de la topographie de la région. L'URGP a alors proposé de réaliser un périmètre irrigué de 100 ha en extension de l'aménagement existant de Djirataoua en vue de favoriser la production maraîchère qui pourra alimenter le MDG de Djirataoua. Cependant, la mission a relevé que le périmètre irrigué de Djirataoua dont la superficie totale est d'environ 900 ha rencontre de multiples difficultés qui ont abouti à l'abandon ou la non mise en valeur de certaines parcelles. La mission a par conséquent suggéré les mesures suivantes :

- (i) conduire en étroite collaboration avec la DRGR, un diagnostic de quelques blocs du périmètre irrigué qui auront été pré-identifiés par les acteurs en place en vue de cerner les problèmes de fonctionnement ;
- (ii) évaluer les travaux et mesures nécessaires en vue de réhabiliter quelques blocs. La configuration du périmètre irrigué en blocs autonomes de 10 à 12 ha alimentés par un forage moyen favorise cette démarche ;
- (iii) envisager les travaux de réfection de quelques blocs en tenant compte d'un arbitrage budgétaire ;
- (iv) procéder à l'aménagement de petits périmètres communautaires (superficie 15 ha à 20 ha) dans les 3 grandes vallées de la région (Goulbi Kaba, Goulbi Maifarou et Goulbi Maradi) en respectant l'approche PDE.

### **AS3 : Aménagement des bassins de production**

30. L'aménagement des nouvelles superficies a été faite à travers une convention de partenariat signée entre la Banque Agricole du Niger (BAGRI) et le ProDAF sur le Guichet PPI Ruwanmu. Le test pilote est donc analysée dans le Rapport Technique du PPI Ruwanmu. Ici nous analysons : (i) la mise en place des partenariats avec les IF pour les mécanismes de financement à coûts partagés et (i) le dispositif d'accompagnement des porteurs de projets.
31. Mise en place des partenariats avec les IF pour les mécanismes de financement à coûts partagés. A la suite d'appels à manifestation lancés au niveau des trois URGP, trois institutions financières ont été retenues pour chacune des régions<sup>2</sup>. Les projets de conventions sont prêts, mais elles ne sont pas encore signées. Ces conventions prennent en compte des améliorations à la suite de la phase pilote avec la BAGRI sur le projet PPI Ruwanmu (Cf. Rapport PPI Ruwanmu). En particulier et dans un esprit d'harmonisation des approches, les nouvelles conventions à signer doivent s'aligner sur les taux de subvention des autres projets (PECEA et PAPI), soit 40% d'apport en renforcement des fonds propres du porteur de projet au lieu de 30 à 35% initialement prévu dans le DCP du ProDAF. De même, afin de faciliter la gestion du fonds de subvention et la mise en place des quotes-parts en même temps que le crédit, les institutions financières recevront une avance de fonds de 30% de l'enveloppe estimée pour l'année.

---

<sup>2</sup> ASUSU et BAGRI dans les 3 régions, Yarda Madaoua dans la région de Tahoua, Yarda Zinder dans la région de Zinder et MECAT dans la région de Maradi.

32. Avant la signature des conventions, la CENAT devra s'assurer qu'aucune institution financière n'est en impayé auprès d'autres institutions ou organismes financiers. Pour un meilleur suivi et une justification du versement des quotes-parts de subvention, la mission suggère de faire un audit du portefeuille tous les six mois.
33. La mission a fait le point de la mise en place du mécanisme de financement à partir des expériences du ProDAF (phase-test du guichet PPI Ruwanmu, du Programme d'Appui à la Petite Irrigation (PAPI) et du Programme de Promotion de l'Emploi et de la Croissance Economique dans l'Agriculture (PECEA). Elle a noté un démarrage prudent de la mise en œuvre de ces conventions avec des difficultés dans l'instruction et le montage des dossiers. Cela a pu engendrer des malentendus avec les producteurs.
34. L'implication des CRA / RECA et des URGP/CENAT ont contribué à lever les principales difficultés et améliorer le dispositif de financement en termes de délais et d'accessibilité. En plus de leurs rôles de sensibilisation des producteurs et d'accompagnement des producteurs à la relation bancaire, les CRA, avec l'appui du RECA et des URGP, ont contribué à améliorer le mécanisme de financement. A partir d'un travail de suivi dans les régions, les CRA/RECA ont fait ressortir des dysfonctionnements et des difficultés qui ont été discutés avec les IF afin de trouver des solutions. En particulier certaines règles ont été assouplies :
  - (i) Prises de garanties : acceptation des attestations de détention coutumière en plus des titres fonciers. Les CRA ont négocié une baisse du coût des formalités.
  - (ii) Choix des fournisseurs : acceptation de devis en plus des factures pro-forma. Cela permet d'élargir le choix des fournisseurs et d'obtenir de meilleures conditions d'achat des équipements.
  - (iii) Frais bancaires : limitation des frais de tenue de compte.
35. Les CRA sont également davantage sollicitées pour accompagner les IF lors des visites de terrain et facilitent la compréhension des activités des producteurs. Le dispositif de financement prévoit l'implication des CRA dans l'accompagnement des IF pour apprécier les éléments technico-économiques des exploitations familiales agricoles lors de la visite du client. Selon les CRA, les relations avec les IF restent faibles et les possibilités de collaboration (visites, information techniques) ne sont pas exploitées.
36. Cela a pu entraîner des dysfonctionnements dans l'appréciation et le montage de certains dossiers. Les montants empruntés n'ont pas été toujours en adéquation avec les besoins de l'emprunteur. L'appréciation des risques n'a pas toujours été bien appréhendée (cas du financement de la culture de la tomate avec un risque phytosanitaire élevé).
37. La mission note que ce travail est à poursuivre et à renforcer avec l'implication des URGP.
38. Une attention particulière devra être apportée sur la sélection des bénéficiaires de la subvention du ProDAF afin de ne pas s'éloigner de la cible initiale du projet. Cela pourra se faire dans le cadre des concertations régionales à partir des propositions des URGP (zones à privilégier, cibles) mais aussi en fonction de l'implantation des IF et de leur positionnement en termes de clientèle (petits, moyens et grands producteurs).
39. L'objectif des concertations régionales n'est pas d'imposer le choix d'une institution financière à un emprunteur, mais de coordonner les interventions des institutions afin d'éviter des risques d'endettement croisé ou de concurrence entre les projets.
40. Dans tous les cas, le choix de l'institution revient à l'emprunteur. En particulier, si celui-ci est déjà client dans une institution et que son souhait est d'y rester, c'est cette institution qui sera choisie. Au-delà de cette liberté de choix, une répartition entre les IF par bassin de production

pourra être faite sans que cela soit restrictif. La priorisation par bassin de production pourra se faire à partir de plusieurs critères : implantation des agences, cibles de clientèle, montant emprunté.

41. Aussi, pour concilier l'objectif de liberté de choix pour le producteur et la priorisation des zones par IF, l'échange d'information est essentiel pour mieux maîtriser le risque de double financement. Il est plus facile dans le cas de zones affectées d'informer l'IF priorisée qu'un producteur est venu dans une autre IF demander un crédit.
42. D'autre part, la priorisation par zone permet à chaque IF de concentrer son portefeuille de clients et donc d'amortir ses frais de déplacement pour l'instruction et le suivi des dossiers sur une plus grande base de clientèle. Elle permet aussi de mieux rentabiliser la connaissance de la zone et les relations de partenariat au niveau des communes.
43. Le rôle des URGP dans les concertations régionales est important et les URGP devront bien définir les zones prioritaires de leurs interventions en matière de petite irrigation et de préciser les cibles du ProDAF. Elles pourront s'appuyer sur un travail de cartographie à partager avec les autres acteurs de la concertation (Cf. annexe Y – localisation des IF et des PDE par région).
44. La mission a noté les besoins encore importants de renforcement des capacités des IF. Elle recommande que les appuis en assistance technique du ProDAF prévus en la matière soient mutualisés au niveau du HC3N dans le cadre de la Facilité 1 du FISAN. Cela permettra de renforcer les appuis en cours de la BAGRI et d'ASUSU et d'accompagner les trois nouvelles institutions partenaires.
45. La mission note que la BAGRI et les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) partenaires ont des besoins en ressources de financement adaptées en termes de maturité et de coût. Cela constitue une contrainte majeure, que les institutions peuvent difficilement résoudre seules (particulièrement pour les petits SFD régionaux). Cette situation peut compromettre l'atteinte des résultats du ProDAF en matière de financement des binômes irrigants et des MER.
46. La BAGRI est l'institution qui a les possibilités les plus importantes en matière de financement de l'investissement agricole. Toutefois, dans le cadre de sa stratégie de concentrer au financement des IMF en ligne de crédit à moyen terme, la BAGRI va avoir besoin de mobiliser davantage de ressources.
47. Au niveau d'ASUSU, les ressources disponibles sont déjà employées et malgré un renouvellement de la ligne de crédit de la BOAD, l'institution pourrait avoir des difficultés pour développer son portefeuille de crédit d'investissement dans le cadre des conventions.
48. Les trois SFD régionaux disposent de ressources à court terme, essentiellement des prêts bancaires qui sont renégociés chaque année. Ce type de ressources n'est pas adapté au crédit d'investissement à moyen terme, qu'il soit agricole ou non. Le calendrier de renouvellement des lignes risquant de retarder les octrois de crédit dans un contexte de forte influence saisonnière. L'entretien avec la MECAT a confirmé la faible disponibilité en ressources adaptée.
49. Le FIDA est en contact direct avec la BEI pour mobiliser des ressources longues pour les IF financement les entreprises et les petites exploitations agricoles.
50. La BEI propose une Facilité de financement des petits exploitants agricoles (ACP). Cette ligne d'un montant maximum de 10 milliards de FCFA (15 millions d'euros) sur une durée de 3 à 7 ans pour financer les entreprises agroalimentaires jusqu'à hauteur de 32,8 millions de FCFA (50 000 euros) et les petits exploitants de taille moyenne jusqu'à 650 000 FCFA (1 000 euros).



51. La BAGRI pourrait être l'institution financière leader pour préparer le dossier de financement et en faire bénéficier des SFD dans le cadre de ses opérations de refinancement.
52. Cette question des ressources a été inscrite comme une préoccupation à résoudre avec l'appui du HC3N et des PTF impliqués dans le FISAN. La mission recommande que cette question puisse être traitée à ce niveau avec le soutien des PTF qui s'inscrivent dans ce dispositif.
53. Ces besoins en renforcement des capacités en ressources financières peuvent freiner la mise en œuvre des conventions. La mission recommande de démarrer les activités avec la BAGRI et ASUSU afin de ne pas perturber le financement de la campagne en cours et de prévoir rapidement un programme de renforcement des capacités des trois SFD régionaux avec le HC3N dans le cadre de l'assistance technique mutualisée. Les dossiers en attente seront repris dans le cadre des nouvelles conventions.
54. Appréciation sur le dispositif d'accompagnement des porteurs de projet. Le test avec le PPI Ruwanmu et les débuts de mise en place des conventions avec le PAPI et le PECEA démontrent l'importance de la mise en place du dispositif d'accompagnement des porteurs des projets. Le rôle des CRA et des OPA, pour définir l'expression des besoins, a été essentiel pour aider les producteurs à faire leur demande de crédit. Les CRA ont également accompagné la relation entre les IF et les producteurs au travers de visites conjointes des exploitations agricoles à financer.
55. En plus de ces rôles, les CRA, avec l'appui du RECA, contribuent à améliorer le mécanisme de financement en organisant des tournées auxquelles la CENAT a participé. Cela a permis de faire ressortir des dysfonctionnements et d'apporter des améliorations dans le dispositif de financement. En particulier, cela a favorisé un assouplissement des règles (i) sur les prises de garanties (acceptation des attestations de détention coutumière), (ii) sur le choix des fournisseurs (acceptation de devis en plus des factures pro-forma) et (iii) sur les frais bancaires (baisse des frais de tenue de compte). L'ensemble de ces dispositions va aider la mise en œuvre des nouvelles conventions.
56. A Maradi, l'URGP a jugé opportun d'impliquer les Groupements de Services Conseils (GSC) dans la préparation des producteurs et particulièrement pour les aider à exprimer leurs besoins. Les GSC n'ont pas été formés à ce rôle qui vient en plus de leur mission habituelle. La mission recommande aux URGPs de s'appuyer sur le dispositif mis en place par les CRA / RECA et de participer avec eux au suivi des activités.
57. Le suivi des conventions et en particulier du portefeuille de crédit devra être renforcé avec l'implication des URGPs dans le dispositif de suivi avec les CRA. A ce titre, il est envisageable qu'un agent de chaque URGp participe à la formation qui est prévue dans le cadre de l'assistance technique mise en place dans le cadre du FISAN.
58. Pour le financement des Microentreprises Rurales (MER), un dispositif spécifique devra être mis en place progressivement avec le développement des activités autour des marchés. Ce dispositif pourra concerner également les PME à financer (une pour chaque région) en s'appuyant sur un projet / programme existant d'appui au PME agricoles. La CENAT devrait entamer la réflexion sur la mise en place de ce dispositif et rencontrer les acteurs d'appui de l'entreprise comme la Maison de l'Entreprise du Niger ou AcSSA. La CENAT devra apprécier les méthodologies employées pour appuyer les MER / PME et les capacités d'accompagnement sur les PDE des MER pour chacun de ces organismes. Préalablement, la CENAT fera une analyse des besoins en renforcement des capacités et des besoins d'investissement des MER. Une réflexion sera également nécessaire avec les IF pour s'assurer de leurs capacités techniques et financières pour financer les projets des MER.



#### AS4 : Adaptation de l'agriculture aux changements climatiques

59. On a pu constater dans l'AS 1 que l'enjeu pour les populations locales était (i) de freiner les eaux de ruissellement dans les pentes et les glacis pour empêcher l'érosion mais de manière concomitante (ii) de protéger les champs en contrebas d'un ensablement et d'une perte de productivité par la non recharge des eaux de pluies déjà si rares. Ces mesures sont bien évidemment insuffisantes, si l'on n'y adjoint pas des techniques/technologies de prise en compte du CC dans les pratiques culturales. En effet, la très faible productivité moyenne des champs paysans tant au plan énergétique qu'au plan économique<sup>3</sup>, qui caractérise la majorité des exploitations agricoles familiales (EAF) des sites d'intervention du ProDAF, le manque de terres cultivables dû à la pression foncière, ne permettent plus de mettre aux à l'abri les ménages agricoles. Cette situation d'insécurité alimentaire du secteur rural est directement liée à la conjugaison des deux facteurs évoqués ci-dessus (des pratiques agricoles inadaptées et une intense érosion des sols qui décape et dégrade tous les ans un peu plus de terre). Le FIDA, dans une approche intégrée d'aménagement du territoire a mis à l'échelle les Champs écoles paysans hérités de ses anciens projets.

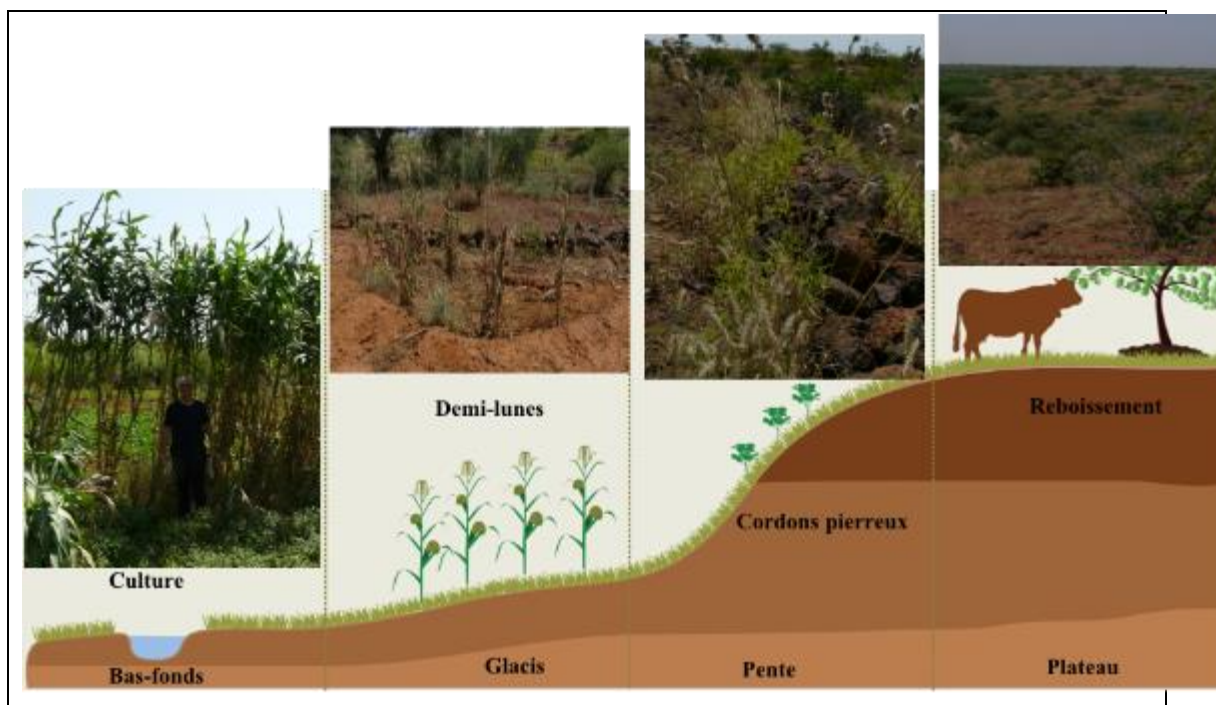


Figure n°1 : Type d'aménagement ayant permis une récupération des terres dans 2 unités géomorphologiques (pente et glacis) et une recharge en eau dans le bas-fond. Le reboisement a été réalisé à base d'*Acacia* et de *Zizyphus*.

60. L'efficacité de la mise en œuvre des CEP et des ACAP dans les zones d'intervention du ProDAF a été permise par la signature de plusieurs conventions avec ses partenaires techniques privilégiés de longue date (DRA, CERRA/INRAN, GSC/ONG). En effet, la mission a pu noter que le dispositif CEP concernant les tests variétaux de céréales et de légumineuses a répondu de façon positif aux objectifs attendus tant sur le plan technique (réponses adaptatives aux contraintes du changement climatique et au raccourcissement de la durée de la saison des pluies, augmentation des rendements en culture pure comme en association de culture) que sur le volet population touchée (2169 paysans-apprenants dont 750 femmes et 543 jeunes).

<sup>3</sup> Bakiéné SON (2014) : Rapport de Conception Détaillée. Programme d'Appui à l'Agriculture Familiale, FIDA, 45 pages.

Ces signatures ont également permis de renforcer les capacités (formation/recyclage) des agents des services techniques déconcentrés (DDA et CDA).

61. La mission a constaté une harmonisation dans la mise en œuvre des dispositifs expérimentaux par une application plus rigoureuse du *Guide pratique du facilitateur champs écoles paysans*. La conduite de ces CEP par les facilitateurs a donc progressé en efficacité. Toutefois, celui-ci gagnerait à être mieux connu par les encadrants. Aussi, la mission recommande une réflexion au sein de l'équipe programme sur sa traduction en haoussa pour une meilleure appropriation par les *paysans-relais* qui seront les futurs facilitateurs de demain. L'évaluation en continue de la qualité du transfert des connaissances aux paysans et l'accroissement de compétence organisationnelle des bénéficiaires devra faire l'objet d'une attention particulière de la part des DRA.
62. Afin de viabiliser les actions de diffusion des bonnes pratiques, il serait sans doute nécessaire de structurer les groupes CEP autour d'actions génératrices de revenus (AGR) de façon à pérenniser la diffusion des techniques/technologies auprès de leurs pairs. La production de semences améliorées peut être envisagée comme exemple d'activité génératrice de revenus pour les apprenants. Cela permettrait en outre de rendre ces semences plus accessibles et disponibles au niveau des villages et communes environnantes. Dans la même approche de type AGR, on pourrait planter des doubles rangs de haies brise-vents de légumineuses à base de *Cajanus cajan* autour des parcelles de démonstration. Ce type de technique présente trois avantages : (i) procurer des revenus par la vente des grains à très forte valeur nutritive pour l'alimentation humaine ; (ii) apporter au bétail un complément alimentaire riche en protéines et fibres, en pratiquant des coupes (feuillement) tous les deux ou trois mois (avec une productivité de 1,5 à 3,5 t de MS/ha/par coupe) ; (iii) améliorer la fertilité et le contrôle de l'érosion des sols grâce à son système racinaire (40 kg/ha).
63. En termes d'Appui-Conseil Agricole aux Paysans (ACAP), environ 2068 paysans bénéficiaires (36% de femmes) ont été suivis par 236 encadrants GACAP eux-mêmes formés par les Directions Régionales de l'Agriculture (DRA). Ce dispositif basé sur la formation-visite a permis l'installation de petites parcelles représentant une superficie totale de 900 ha. Les parcelles d'ACAP ont permis aux apprenants d'évaluer par eux-mêmes, les avantages qu'ont apporté les innovations technologiques en terme de gain de productivité comparativement aux façons culturales traditionnelles. Bien qu'à priori, il ne soit pas du tout évident que du point de vue économique cette proposition d'innovation (kit semences, engrais, produits phytosanitaires, ...) soit rentable, il est revanche tout à fait étendu, à l'azote atmosphérique qu'il fixe (235 kg d'azote par ha) et au mulch que procurent ses feuilles rejetées durant sa culture certain – en particulier dans un contexte de forte pression foncière - qu'un système de culture (SC) qui encourage les paysans à intensifier leurs productions et, ainsi augmenter la productivité de la terre et leur revenu ne puisse ne pas être adopté. L'engouement pour ces SC s'est d'ailleurs ressenti lors des échanges avec les bénéficiaires. Par ailleurs, la mission a pu estimer que : (i) plus de 75% des stagiaires ont acquis les techniques/technologies vulgarisées ; (ii) plus de 40% de non-apprenants se sont appropriés les paquets technologiques diffusés dans les CEP. On nous a rapporté que (i) l'essentiel de cette appropriation se faisait lors de « causeries » entre paysans d'un même village ; (ii) que les CEP/ACAP ont permis de renforcer dans certains villages le lien social entre différents ménages d'apprenants, entre apprenants (GACAP féminin ayant apporté un soutien à leurs consœurs privées de terre).
64. Toutefois, la mission a noté (au niveau de certains sites) que la campagne céréalière a été impactée - à des degrés d'infestations variables – par des attaques de ravageurs et non des moindres (le foreur des tiges et la mineuse des chandelles). Cette pression phytosanitaire a, selon les STD, nécessité plusieurs applications de pesticides avant l'obtention de résultats positifs. La non maîtrise des bio-agresseurs en un seul passage peut avoir comme

conséquence à court et moyen terme le développement de phénomènes de résistance vis-à-vis de certaines familles de pesticides. Il serait pertinent de renforcer les activités de sensibilisation/formation sur l'emploi raisonné des produits phytosanitaires dans le cadre des CEP/ACAP.

#### **AS5 : Amélioration de la petite irrigation**

65. Le ProDAF a programmé pour la campagne de contre-saison 2016, la mise en place de 249 CEPM au profit de 7432 maraîchers. Ces champs écoles sont pour la majorité en phase d'installation (mise en place des dispositifs expérimentaux, protection mécanique des pépinières, repiquage des plants,...). La mission a pu néanmoins discuter avec d'anciens apprenants de CEPM (PPI Ruwanmu) qui se sont regroupés en OP, voire en GACAP pour certains d'entre eux. Bien que satisfait par l'augmentation significative du rendement des trois principales cultures maraîchères (oignon, tomate et poivron) qu'ils ont répliqué dans leur parcelle, ils ne restent pas moins inquiets et parfois démunis par les attaques phytosanitaires, les problèmes de rétention d'eau, la baisse du niveau de la nappe phréatique suite à une irrigation non maîtrisée, la mévente de leur production. En terme d'impact sur la vie sociale, les anciens bénéficiaires de l'approche CEPM ont évoqué la diminution de l'exode rural, l'organisation des ménages autour d'AGR (production de semences d'oignon, embouche bovine/petits ruminants,...).
66. Au travers de ses visites, la mission a constaté quelques défaillances dans la gestion des pesticides (utilisation de produits non homologués au Niger, non destruction des emballages vides) sur un site maraîcher qui avait servi de CEPM au cours du PPI Ruwanmu. Mais elle a aussi constaté des pratiques culturales innovantes en terme d'agriculture de conservation. En effet, aux abords du périmètre irrigué visité, elle a pu observer la mise en place d'une couverture végétale à base de chiendent ou autre graminée dans une parcelle de sorgho. Faute de temps, la mission n'a malheureusement pas pu savoir si l'agriculteur avait mis en place cette technique de « semis direct sur couverture permanente des sols » suite à une formation CEP/agriculture de conservation ou que sa parcelle ait été tout simplement l'objet d'un salissement naturel par les adventices. Quelle soit volontaire ou non, cette technique génère plusieurs avantages agronomiques : (i) restauration et amélioration de la fertilité des sols (stabilité structurale et macroporosité rehaussée, enrichissement en azote, effets de biomasse sur l'activité microbologique) ; (ii) protection quasi parfaite contre l'érosion de surface ; (iii) conservation des ressources en eau ; (iv) contrôle d'un bon nombre de ravageurs et maladies des cultures (v) légère amélioration des rendements.
67. La mission a également parcouru les études de référence qui devront pour les trois zones d'intervention permettre à la CENAT de disposer d'indicateurs clés sur l'efficacité, les effets/impacts, ainsi que la durabilité de l'approche CEP/CEPM que le FIDA et ses partenaires ont mis en place au cours des projets PASADEM et PPI Ruwanmu. Ce travail nous donne un bon aperçu des premiers effets bénéfiques des CEP/CEPM notamment dans l'augmentation des rendements<sup>4</sup> des différentes spéculations expérimentées. Si toutefois ce travail devrait être reconduit, il conviendrait de porter une attention particulière (i) sur l'échantillonnage en terme d'enquêtés (trop peu nombreux selon nous pour être représentatif), (ii) sur l'analyse comparative des SC (la VAB/ha ou la VAB/hj est-elle meilleure avec ou sans CEP/CEPM ? ; est-ce que le revenu des ménages a augmenté ?).

---

<sup>4</sup> Bien que les rendements moyens en culture pure de mil ont doublé (330 à 680 kg/ha à Maradi) dans les parcelles des bénéficiaires CEP, ils ne restent pas moins faibles. En effet, les variétés HKP et Sosat C88 ont des rendements potentiels de 1 à 2 t/ha en conditions contrôlées, ce qui laisse la place à d'importantes possibilités d'augmentation.

#### **AS6 : Amélioration du petit élevage et de l'aviculture**

68. Le ProDAF a assuré la mise en place et l'opérationnalisation des Démonstrations d'Initiatives Paysannes en Elevage (DIPE) dans les trois régions de Tahoua, Maradi et Zinder. Au total, 45 nouveaux centres DIPE ont été mis en place pour une prévision de 45 centres, soit 100% de réalisation physique sur la cible du PTBA. Ces réalisations ont été conduites à travers 6 (six) conventions d'exécution dont 3 avec les privés et 3 autres avec les Directions Départementales de l'Elevage (DDEL). 2 (deux) conventions pour le contrôle/supervision ont aussi été mises en place avec les Direction Régionales de l'élevage (DREL) de Tahoua et Zinder et 1 (une) autre avec la DREL de Maradi intégrant l'exécution et le contrôle. Ces DIPE ont permis de diffuser 11 thèmes techniques en moyenne par centre et de toucher 1017 producteurs dont 47% de femmes et 45% des jeunes. Ces réalisations sont faites dans les PDE de Badaguichiri (région de Tahoua), Doungou, Bandé et Guidimouni (région de Zinder) ainsi que ceux de Guidan Roumdji, Tessaoua, Gourja, Jirataoua, Mayahi et Sabon Machi dans la région de Maradi.
69. La thématique sur la valorisation des résidus de récoltes et des fourrages grossiers mérite d'être mieux développée.
70. Afin de mieux harmoniser la démarche sur les DIPE et assurer une meilleure efficacité dans la mise en œuvre, une note de cadrage a été élaborée par le Programme mais qui nécessite d'être revue et validée de façon participative par les différents acteurs impliqués.
71. La mission note que les DIPE constituent (i) une importante courroie de diffusion des technologies et de renforcement des capacités des agro-éleveurs et (ii) un facteur d'amélioration de la productivité du cheptel comme attesté par les exploitations visitées sur le terrain. Cependant, une meilleure connaissance du contexte sur le petit élevage par les acteurs et une mise à contribution des universités à travers un partenariat scientifique contribueraient à générer plus de résultats opérationnels.
72. Pour la mise en place des Services Vétérinaires Privés de Proximité (SVPP) dans le cadre du ProDAF, une note de cadrage stratégique élaborée par le Programme est en cours de finalisation. Les dispositions sont en cours pour l'installation d'un SVPP à Zinder dans le PDE de Doungou et le renforcement des capacités de ceux existants dans la région de Maradi.

#### **AS7 : Renforcement Organisationnel et institutionnel**

73. La collaboration avec les partenaires expérimentés de mise en œuvre de l'ingénierie sociale (RECA/CRA, AcSSA, Fédérations régionales) a permis, dans les PDE d'intervention de chaque région, à **25 Hadin Gwiwa** de devenir des plateformes de concertation centrées sur les acteurs économiques du marché.
74. L'articulation entre les deux types d'ingénierie sociale est importante : (i) stratégique, avec les *Hadin Gwiwa* et l'implication des parties prenantes dans la planification des infrastructures et la réflexion autour de sa gestion durable et (ii) opérationnelle, avec les GIE ou les unions de coopératives pour la gestion effective des infrastructures économiques. L'ingénierie opérationnelle est directement liée au commencement des travaux d'infrastructures et donc de l'ingénierie civile. Il est important de respecter l'articulation dans le temps afin d'éviter les fatigues et désengagement de la société civile organisée. La mission a noté cette fatigue au niveau des PDE de la région de Zinder où le report de la construction des marchés depuis la période du PPI-Ruwanmu a sans doute joué un rôle.
75. Les *Hadin Gwiwa* peuvent aussi s'ouvrir à d'autres parties prenantes : AUE, IF, Maison des Paysans... pour devenir, le pilier des dynamiques de développement au niveau du PDE. Cette approche est notamment intéressante dans les PDE où les investissements du ProDAF ne

touchent pas seulement les infrastructures économiques mais également les ouvrages de mobilisation des eaux.



*Tahoua : Marché de Badiguichiri (actuel)*



*Secrétaire du Hadin gwiwa de Badaguichiri exposant la vision du Hadin gwiwa aux autorités et au ProDAF*



*Site proposé par la mairie (avec l'appui des autorités coutumières) pour la construction du Marché de demi-gros de Badiguichiri*



*Zinder, Hadin Gwiwa Bandé présentant les bassins de productions approvisionnant le marché de Bandé en canne à sucre*



*Zinder, Certificat d'enregistrement de l'AUE de Wacha (animation de la CRA Zinder avec le PPI Ruwanmu)*



*Zinder, PDE de Guidimouni, animateur CRA et secrétaire du Hadin Gwiwa*

76. Les conventions trisannuelles avec les partenaires principaux (RECA, CRA, AcSSA Afrique Verte, Fédérations, etc.) sont décrites ci-dessous. La mission note que le programme n'a pas encore mis en œuvre la recommandation de faire évoluer les contrats de moyens (justifiables sur présentation de pièces d'engagement des frais au réel) vers des contrats axés sur les résultats (justifiables sur présentation de livrables certifiés). Partenaires et URGP ont émis des réserves sur l'élaboration d'un contrat entièrement axé sur les résultats (contrat de fins) par lequel les partenaires risquaient de ne pouvoir supporter les charges récurrentes comme les salaires faute de trésorerie. La mission recommande de considérer l'élaboration d'un contrat mixte dans lequel les salaires restent sur un contrat de moyens avec justification sur pièce de dépenses au réel, tandis que les activités sont rémunérées par des livrables certifiés identifiés en commun à la signature du contrat.
77. La CENAT (ATNS/IP, ATN/SE) animera un atelier sur la détermination de livrables afin que les contrats 2017 puissent évoluer vers des contrats orientés vers les résultats. Les termes de référence de cet atelier sont joints en annexe 3. Le tableau de livrables répartis sur un chronogramme pourra être incorporé aux contrats 2017 et améliorer l'évaluation de l'atteinte des résultats attendus. Ce tableau devra permettre un recentrage des ressources humaines vers des résultats par PDE.



78. **RECA** : une convention de collaboration a été signée couvrant la construction du siège du RECA à Niamey et quelques actions contribuant au dialogue politique sur des thèmes relatifs au ProDAF : agriculture familiale, financement de l'agriculture, association d'usagers de l'eau, appui-conseil agricole paysan. Le siège du RECA est cofinancé par le ProDAF pour 60% et par RECA à 40% comme prévu dans l'accord de financement (part des bénéficiaires). Il est important de s'assurer que ce co-financement est bien pris en compte dans le rapportage des fonds mobilisés en 2016. La construction atteint un TEP de 30% pour un taux de consommation des délais (TCD) de 50%. Le retard est dû à une reprise du compactage conformément à l'avis du cabinet. Ce délai va être rattrapé dans les prochaines semaines. Afin de mieux cerner les livrables attendus de la collaboration, une proposition a été soumise (annexe 2) par le RECA et sera débattu lors de l'atelier national.
79. **CRA** (Maradi, Tahoua, Zinder) : au niveau de chaque région, ont été signées des conventions trisannuelles assorties d'un contrat de 8 mois renouvelable axé sur l'appui à l'émergence et le renforcement des : (i) AUE - AS3, (ii) COGES - AS1&2, (iii) *Hadin Gwiwa* - AS11, et sur (iv) la mise en place d'une base de données appui conseil agricole -AS 4 & 5, et (v) l'appui aux irrigants investisseurs - AS3. Les anciens animateurs ont été recrutés (expérience d'animation mise à profit) et utilisation des guides publiés par le RECA sur les AUE et les HG. L'intervention de la CRA est transversale aux deux composantes du ProDAF. Le contrat actuel donne une grande importance au rapportage et la mission insiste pour que cette fonction soit faite dans un esprit d'équilibre avec le mandat des CRA (services aux producteurs et défense des producteurs). Avec la définition des livrables à certifier, le rapportage qualitatif devrait être plus direct et permettre au personnel de se consacrer à l'animation plutôt qu'à des tâches administratives.
80. **AcSSA**: au niveau de chaque région, a été signée une convention trisannuelle assortie d'un contrat renouvelable axé sur : (i) l'émergence et le fonctionnement des GIE, (ii) l'établissement de PPP locaux, (iii) l'appui aux opérateurs économiques du marchés (MER) et, (iv) la mise en place d'un système d'informations des marchés (SIM). AcSSA a déployé des animateurs expérimentés (en provenance de Maradi) combinés à de nouveaux recrutements. La mission note la bonne implication de la direction nationale comme base arrière (vision stratégique, capitalisation). L'organisation de voyages d'études à Maradi a permis de redynamiser la SCOR impliquée avec le lancement de l'ingénierie sociale opérationnelle (émergence de GIE, collaboration avec les mairies, SIM). Il est important de coordonner l'intervention d'AcSSA avec l'ingénierie civile notamment dans la période de fin des travaux afin d'élaborer des feuilles de route opérationnelles d'ouverture du marché avec le GIE et les mairies.
81. **Fédérations** : au niveau de chaque région, les conventions sont liées à l'animation autour des CCS (surtout sur Maradi en 2016) et avec une participation systématique des dirigeants des fédérations régionales à toutes les étapes stratégiques de mise en œuvre du ProDAF. La mission note la difficulté de recrutement d'un directeur du centre de prestations de services (CPS) de Maradi (formé par les fédérations régionales) et soutient la demande des fédérations au Ministère pour une mise à disposition du CPS d'un cadre aux compétences reconnues. Le CPS de Zinder a commencé son appui aux organisations en charge de la gestion du centre de collecte satellite de Baban Ruwa.
82. **DRA** : avec les DRA, les conventions concernent la mise en œuvre de l'appui conseil agricole et la supervision et contrôle qualité de la conduite des CEP et CEPm.
83. L'évolution vers une meilleure définition et prise en compte des livrables dans les contrats 2017 est à comprendre comme l'amélioration graduelle de la mesure globale des résultats de l'ingénierie sociale. La certification de livrables va de fait permettre au personnel en charge de l'ingénierie sociale de disposer de résultats concrets leur permettant de mieux cerner les progrès des partenaires par rapport aux résultats attendus. Cet effort devrait aussi permettre

d'améliorer le rapport entre le taux d'exécution physique et le taux d'exécution financière qui seront dorénavant plus directement liés.

#### **AS8 : Leadership féminin et sécurité nutritionnelle**

7. Suite à la signature des conventions de partenariat avec les opérateurs, les activités de l'AS8 se déroulent selon les prévisions. Pour 2016, elles portent essentiellement sur : (i) la création/redynamisation des groupements d'épargne-crédit « Mata Masu Dubara » (MMD) ; (ii) l'alphabétisation ; et (iii) la distribution de kits d'intrants agricoles aux ménages extrêmement vulnérables.
8. Comme les conventions de partenariat ont été signées à des moments différents, le niveau et les modalités de mise en œuvre des activités diffèrent aussi entre les trois régions. Par exemple, les kits intrants agricoles ont été distribués à Zinder par l'ONG AFV, tandis que dans les deux autres régions ils ont été distribués par les opérateurs en charge des CEP/ACAP. Par rapport aux prévisions du PTBA, le niveau de réalisation des produits est néanmoins satisfaisant, avec des taux qui dépassent les 100% pour les kits intrants distribués et qui atteignent les 66% (activité en cours) pour l'alphabétisation. Quelques premiers effets peuvent être constatés en termes de filets sociaux, et notamment sur les kits d'intrants agricoles, qui ont permis aux ménages extrêmement vulnérables de faire face à la période d'insécurité alimentaire pré-récolte grâce à la consommation du niébé vert sur 2-3 semaines ou d'augmenter le nombre de bottes de mil récoltées (jusqu'au double)<sup>5</sup>. Cependant, la mise en place des kits a parfois été tardive et a empêché aux familles d'obtenir de bons résultats sur le mil (le niébé est toujours semé plus tardivement). Les AGR promues dans la région de Maradi ont aussi donné de bons résultats ; les activités proposées (cosmétique, réparation cellulaires et moto) se sont révélées pertinentes (ex. : production de produits cosmétiques entièrement écoulée au niveau des villages bénéficiaires) et de bonne qualité (meilleurs revenus pour les réparateurs qui exerçaient déjà leur activité, mais avec un plus faible niveau de connaissances techniques)<sup>6</sup>.
9. La mission a relevé cinq principaux points à améliorer ou développer : (i) L'URGP Zinder n'a pas reconduit les 20 centres d'alphabétisation où le PPI Ruwanmu avait conduit une première campagne en 2014/2015 ; néanmoins, sur la base des normes nationales les apprenants ne peuvent pas être considérés comme alphabétisés au bout d'une seule année de cours ; (ii) La planification des AGR au profit des groupements MMD par l'URGP Maradi a été trop ambitieuse par rapport aux ressources disponibles (20 groupements – 500 personnes - à équiper avec 10 millions de F CFA). L'activité, qui pour cette année a été conduite en partenariat avec l'ONG Swisscontact qui a financé et mené la formation des apprenants, va finalement profiter à 4 groupements + 32 jeunes (130 personnes environ) ; (iii) Dans des réseaux de groupements MMD déjà très solides (ex. : PDE de Doungou à Zinder, PDE de Djirataoua à Maradi), certaines des membres sont des transformatrices/commerçantes qui travaillent sur des sommes relativement importantes (ex.: exportation de produits maraichers vers le Nigéria; crédits de 200 000 F CFA/six mois). Le système de crédit interne au réseau/groupement ne peut pas satisfaire leurs besoins ; cependant, leurs contacts avec les institutions financières sont encore trop sporadiques ; (iv) A Maradi, les bénéficiaires des kits élevage qui ont pu participer aux DIPE et les bénéficiaires des kits intrants qui ont pu être suivis par les GACAP ont eu de meilleurs résultats en termes de production animale/végétale par rapport aux autres personnes appuyées ; (v) Au-delà des groupements de femmes, qui incluent aussi les jeunes femmes, quelques groupements de jeunes hommes ont aussi été créés ; les jeunes hommes bénéficient aussi de l'alphabétisation et des AGR/formation professionnelle. Cependant, les appuis aux jeunes hommes sont moins systématisés et cohérents de ceux fournis aux femmes.

---

<sup>5</sup> Informations issues des entretiens menées sur les sites de Doudougoué et Ibrogane (PDE Badaguichiri, région de Tahoua) et de Garin Malloumay (PDE Bandé, région de Zinder).

<sup>6</sup> Informations issues des entretiens menées sur les sites de Danja et de Fagagaou (PDE Djirataoua, région de Maradi).

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
<b>AS1 : Aménagement des bassins versants</b>		
Capitaliser et disséminer l'expérience de partenariat PAM/FIDA	CENAT/URGP	Immédiat
Prévoir un dispositif de mesure des superficies traitées à travers le géo-référencement et les outils appropriés	ATN/SE/RSE	Avril 2017
Intensifier les travaux de CES/DRS dans les zones qui ont souffert d'une période de sécheresse prolongée	URGP Zinder	Immédiat
Prendre en compte le regarnis des sites qui n'ont pas un faible taux de reprise des plants	Trois URG	Immédiat
Harmoniser le mode de prise en charge du gardiennage dans les trois régions	Trois URG	Immédiat
<b>AS2. Infrastructures de mobilisation des eaux.</b>		
Vérifier l'existence de dossiers d'études au niveau des DRGR et procéder à leur actualisation en vue de permettre la réalisation de seuils courant 2017 dans toutes les régions	Responsables composante A / URG Tahoua et Maradi	Immédiat
Envisager la réalisation de petits périmètres communautaires dans les vallées du Goulbi Kaba, Goulbi Maifarou et du Goulbi Maradi en respectant l'approche PDE	Resp comp A / URG Maradi	Novembre 2016
<b>AS 3</b>		
Mettre en place un dispositif spécifique pour le financement des MER	CENAT	Mai 2017
Renforcer l'implication des URG dans le suivi des activités de financement à travers les cadres de concertation régionaux (suivi du portefeuille, missions conjointes CRA/RECA, ateliers périodiques, notes de capitalisation)	Coordo URG	Mars 201
Travailler avec le HCl3N pour s'insérer dans les dispositifs mis en place et participer à leur financement (appuis mutualisés)	ATN/FR CENAT	Décembre 2016
<b>AS4-AS5</b>		
Renforcer les activités de sensibilisation/formation dans la lutte intégrée et la gestion des pesticides dans les CEP/CEPM/ACAP	Resp. Composante A	Activité régulière
Poursuivre et mettre à l'échelle des activités liées à l'agriculture de conservation dans les CEP/ACAP	Resp. Composante A /CENAT	Dès la prochaine campagne pluviale
Valider le rapport de l'étude de référence sur les rendements des spéculations pluviales et irriguées	Resp. Composante A/CENAT	Décembre 2016
<b>AS6 : Amélioration du petit élevage et de l'aviculture</b>		
Mettre au point une note de cadrage plus complète sur les DIPE et la valider à travers un atelier inter URG regroupant les acteurs clés	Resp Comp A, ATN Vet / CENAT	Décembre 2016
Equiper les centres des DIPE en broyeuses et former les bénéficiaires à une meilleure valorisation des fourrages grossiers	Resp Comp A, ATN Vet / CENAT	Décembre 2016
Pour le guichet PASADEM, asseoir dans le cadre de l'achèvement, une stratégie de sortie et de durabilité conforme à la note de cadrage pour les 40 DIPE qui seront finalisées	Resp Comp A – URG Maradi	1 <sup>er</sup> trimestre 2017
Prendre les dispositions utiles pour opérationnaliser le SVPP de Matamèye (Région de Zinder) pour la campagne de vaccination 2016 / 2017	Resp Comp A URG Zinder	Immédiat
Instituer un partenariat scientifique opérationnel axé sur (i) l'amélioration de la productivité des races de volailles/petits ruminants ; (ii) sur la connaissance des systèmes de production dans la zone d'intervention du Programme	Resp Comp A des URG	PTBA 2017
<b>AS8 : Leadership féminin et sécurité nutritionnelle</b>		
Conduire un deuxième cycle d'alphabetisation dans les 20 centres ouverts par le PPI Ruwanmu, en mentionnant clairement les résultats des évaluations de chaque cycle, pour que le résultat 2017 puisse être imputé au ProDAF	Assistante LFSA et responsable Composante A URG Zinder	Janvier 2017
Planifier les ressources pour l'appui aux AGR sur la base : (i) du coût des kits mis en place en 2016 ; et (ii) des coûts de l'activité de formation sur la base de ceux supportés par Swisscontact en 2016, qui en 2017 seront pris en charge par le ProDAF dans le cadre d'une convention avec un opérateur. Dans le cas où un cofinancement sur le modèle de celui avec Swisscontact était possible, le nombre de kits fournis pourra être augmenté	Assistante genre/Responsable Composante A URG Maradi	PTBA 2017
Planifier des activités AS12 dans les PDE qui présentent les réseaux MMD les plus mûrs, les informer et accompagner leurs membres qui émergent d'un point de vue économique dans le processus d'accès, gestion et remboursement du crédit	Assistante LFSA et responsables de Composante Cdes 3 URG	PTBA 2017
Mettre en place les kits élevage au profit des ménages vulnérables avant le lancement des DIPE et inclure systématiquement les bénéficiaires des kits parmi les stagiaires	Assistante LFSA, Responsable Composante A	Premier trimestre 2017
Prévoir un suivi des ménages bénéficiaires des kits intrants agricoles par les GACAP	Assistante LFSA, Responsable Composante A	Deuxième trimestre 2017
Mener une étude dans les trois régions pour dégager un plan d'action précis pour les activités d'autonomisation des jeunes hommes	ATN Sociologue, Assistantes LFSA	Premier trimestre 2017



## **Composante B « Accès aux marchés des exploitations agricoles familiales »**

### **AS9 : Développement des infrastructures commerciales des PDE**

84. Le PTBA prévoit :

- (a) la finalisation du DAO et la conduite du processus de recrutement des entreprises et du cabinet de contrôle de 5 plateformes dont 2 dans la région de Zinder (Doungou et Bandé), 2 dans la région de Tahoua (Kéhéhé et Dogueraoua) et 1 dans la région de Maradi (Gourjia) et 2 MDG dont 2 MDG dont 1 dans la région de Maradi (Guidan Roumdji) et 1 dans la région de Tahoua (Sabon Guida) sur financement du guichet ProDAF/OFID et 1 MDG dans la région de Maradi (Guidan Roumdji) ainsi qu'1CCS dans la région de Zinder (Baban Ruwa) sur financement du guichet ProDAF/FIDA,
- (b) les études techniques de 2 MDG dans la région de Tahoua (Badaguichiri et Karofane),
- (c) la finalisation des travaux de construction des 3 MDG de la région de Maradi (Djirataoua, Tessaoua et Sabon Machi) et (iv) les travaux de construction de 5 Maisons du Paysan dont deux (Bandé et Doungou) dans la région de Zinder, et trois à Tahoua (Sabon Guida, Karofane et Badaguichiri) et la finalisation des travaux de construction de 4 Maisons du Paysan (Djirataoua, Guidan Roumdji, Sabon Machi et Tessaoua) sur financement du guichet PASADEM.

### **AS9. Développement des infrastructures commerciales des PDE**

85. Ingénierie Civile. La réalisation d'infrastructures de commercialisation dans les PDE vise à faciliter les transactions commerciales des produits agricoles par la mise à disposition des producteurs, de services ruraux à travers la construction de marchés de demi gros (MDG), de plateformes de commercialisation et de centres de collecte.
86. Le PTBA 2015-2016 révisé a prévu au titre de l'ingénierie civile de cette sous-composante deux activités principales à savoir: (i) le démarrage des travaux de construction de MDG, plateformes et centres de collecte et (ii) les études de nouvelles infrastructures.
87. Pour les travaux, la mission note qu'aucun chantier n'a démarré. Les processus sont au stade de validation des études et des DAO ainsi que le recrutement des entreprises et des cabinets de contrôle. Les infrastructures concernées sont :
- i. 5 plateformes dont 2 dans la région de Zinder (Doungou et Bandé), 2 dans la région de Tahoua (Kéhéhé et Dogueraoua) et 1 dans la région de Maradi (Gourjia),
  - ii. 2 MDG dont 1 dans la région de Maradi (Guidan Roumdji) et 1 dans la région de Tahoua (Sabon Guida),
  - iii. 1 centre de collecte dans la région de Zinder (Baba Ruwa),
  - iv. 5 Maisons du Paysan dont 2 (Bandé et Doungou) dans la région de Zinder, et 3 dans la région de Tahoua (Sabon Guida, Karofane et Badaguichiri).
88. Les études de faisabilité qui concernent 2 MDG dans la région de Tahoua à savoir Badaguichiri et Karofane n'ont pas démarré compte tenu du résultat infructueux du processus de recrutement du cabinet d'études.
89. La mission relève que les équipes des 3 URGP ont tiré les leçons de la conduite des dossiers de construction des 3 MDG de la région de Maradi sur financement PASADEM pour amender les dossiers d'études et les DAO pour les nouveaux MDG et plateformes de commercialisation. Cependant, la mission a attiré l'attention des équipes sur la nécessité de : (i) prendre en compte pour les nouvelles infrastructures la question de la collecte et la gestion des déchets solides (surtout plastiques) dans le processus de conception, (ii) étudier les possibilités

- d'utilisation de l'énergie solaire comme source d'énergie prioritaire des centres de commercialisation (MDG, plateformes, centres de collecte) et (iii) intégrer dès la conception la problématique de l'alimentation en eau des MDG et plateformes et prévoir des mini AEP dans les cas où il n'est pas possible de les raccorder aux réseaux d'eau existants.
90. La mission a noté une insuffisance en personnel au niveau des URGP et de la CENAT pour le volet ingénierie civile. En effet, un seul assistant GC/GR a la responsabilité des dossiers d'infrastructures d'accès aux marchés à savoir: les pistes rurales, les MDG et plateformes, les centres de collecte et les maisons du paysan. En considérant que beaucoup de chantiers démarreront à partir du premier trimestre 2017, la charge de travail ne permettra pas à l'assistant d'assurer la supervision de ces chantiers. L'une des options ou la combinaison des options suivantes pourrait être prospectée:
- (i) procéder à un redéploiement de certaines compétences déjà en place en tenant compte des profils de formation ;
  - (ii) recruter un second assistant au profit de chacune des 3 URGP ;
  - (iii) recruter un assistant au niveau de la CENAT qui sera chargé d'appuyer les URGP.
91. La mission a proposé que les recrutements d'Ingénieurs civils pour la CENAT et/ou les URGP soient faits à travers des contrats d'assistance technique ponctuels selon les besoins.
92. Ingénierie Sociale. Le processus de phasage effectué courant 2016 n'a pu que partiellement être intégré à la sélection des sites d'interventions des partenaires qui avaient été définis en début d'année. La négociation des contrats 2017 sera l'occasion d'actualiser les lieux d'intervention afin qu'ingénierie sociale et ingénierie civile s'enchaînent.
93. La validation du phasage (voir tableau suivant) est en cours en tenant compte des contrats d'études signés en 2016 et dont la mise en œuvre sera effectuée en 2017. La mission rappelle que l'ingénierie sociale stratégique (animation CRA avec les *Hadin Gwiwa*) est une approche à mettre en œuvre quel que soit la porte d'entrée (OME, MDG ou CCS). Dans le cas d'OME le *Hadin Gwiwa* débouche entre autres sur la création d'une AUE et des différents comités de gestion qui y sont rattachés. Le *Hadin Gwiwa* permet que s'articule une vision stratégique entre acteurs qui sont appelés à cogérer ensemble une ressource naturelle (eau, sols récupérés) ou une infrastructure (ouvrage de mobilisation des eaux, pistes rurales, marchés de demi-gros, centre de collecte satellites).

Matrice de phasage des types d'intervention par PDE et par année									
P1 - Rec& EB		reconnaissance et études de base					1	Date	21/10/2016
P2- IS,EtGC		ingénierie sociale stratégique et études génie civile, appui-conseil technico-économique					2		
P3- IC,IS,A/CTE		ingénierie civile, ingénierie sociale opérationnelle, appui-conseil technico-économique					3		
P4- GI, A/CTE		gestion des infrastructures, appui-conseil technico-économique					4		
P5- Sortie		stratégie de sortie					5		
Maradi		état du financement MDG: en gras PASADEM, souligné OFID/ProDAF, en italique FIDA							
#	PDE / ANNÉE	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
1	DJIRATAWA	3	3	3	3	4	4	5	5
2	SABON MACHI / Dan Goulbi	3	3	3	4	4	5	5	5
3	TESSAOUA	3	3	3	4	4	4	5	5
4	GOURGIA	2	3	3	3	4	4	5	5
5	GUIDAN ROUMDJI	2	3	3	3	4	4	4	5
6	TCHADOUA	2	3	3	3	4	4	5	5
7	MAYAHI			1	2	2	2	3	3
7	PDE ProDAF								
	P1 - Rec& EB	0	0	1	0	0	0	0	0
	P2- IS,EtGC	3	0	0	1	1	1	0	0
	P3- IC,IS,A/CTE	3	6	6	4	0	0	1	1
	P4- GI, A/CTE	0	0	0	2	6	5	1	0
	P5- Sortie	0	0	0	0	0	1	5	6
Tahoua		état du financement MDG: souligné OFID/ProDAF, en italique FIDA							
#	PDE / ANNÉE	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
8	SABON GUIDA	2	3	3	4	4	5	5	
9	DOGUERAWA	2	3	3	4	4	5	5	
10	KEHEHE/ TABALAK	2	3	3	4	4	5	5	
11	KAROFANE	2	2	2	3	3	4	4	4
12	BADAGUICHIRI/ Awilikis	2	2	2	3	3	4	4	4
13	TOUNFAFI		1	2	2	3	3	3	3
14	GUIDAN IDER		1	2	2	3	3	3	3
Zinder		état du financement MDG: souligné OFID/ProDAF, en italique FIDA							
#	PDE / ANNÉE	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
15	BANDE/ MAGARIA	2	3	3	4	4	5	5	
16	DOUNGOU/ MATAMEYE	2	3	3	4	4	5	5	
17	GUIDIMOUNI	2	3	3	4	4	5	5	
18	MIRRIAH	1	2	2	3	3	3	4	4
19	GUIDIGUIR	1	1	2	2	3	3	4	4
20	GAYI		1	2	2	3	3	4	4
21	DAMAGARAM TAKAYA			1	1	2	2	3	3

#### AS10 : Construction des pistes rurales.

94. Les activités de cette composante visent à désenclaver les bassins de production en facilitant l'accès aux centres de collecte et centres de commercialisation (MDG et plateformes) à travers la construction et/ou la réhabilitation de tronçons de pistes rurales au sein des PDE.
95. Sur les prévisions du PTBA 2015-2016 révisé, trois dossiers d'études de construction et/ou de réhabilitation de pistes rurales sont en préparation dans les régions à savoir :
  - (i) 160 km de pistes rurales sur financement OFID/ProDAF dans les 3 régions. Ce dossier est conduit par l'URGP de Maradi. Le cabinet chargé des études a été recruté et le contrat est au stade de signature et d'enregistrement ;

- (ii) 120 km de pistes rurales prévues sur guichet PAMIRTA mais financé par ProDAF/FIDA dans la région de Tahoua (PDE de Badaguichiri, Tounfafi et Karofane). La sélection du cabinet qui sera chargé des études est achevée. Le FIDA a accordé sa non objection sur le processus et la contractualisation est en instance ;
  - (iii) 114 km de pistes rurales (en deux tranches de 55 km et 59 km) sur guichet ProDAF/FIDA dans la région de Zinder (PDE de Bandé et Gayi). Le contrat du cabinet d'études pour la tranche de 55 km est signé et le processus de sélection du cabinet est en cours pour la tranche de 59 km (phase de présélection).
96. Pour l'ensemble de ces dossiers, le processus est au stade de signature de contrat et de recrutement des cabinets d'études.
97. Certaines difficultés rencontrées sur les pistes précédentes ou en cours de travaux (PPI Ruwanmu, PASADEM, PUSADER+, etc.) sont à prendre en compte dans la conception et les DAO des pistes projetées. Il s'agit des aspects suivants:
- (i) le paiement des activités programmées dans les PGES est intégré aux marchés des entreprises alors que la mise en œuvre de certaines de ces activités ne leur incombe pas. Cette situation pose des difficultés à plusieurs niveaux à savoir : (i) l'enregistrement des contrats des entreprises est effectué sur la base du montant global alors que toutes les activités ne sont pas à leur charge, (ii) les cas d'incompréhension de la part des entreprises sont fréquents lorsqu'il leur est demandé de payer sur leur contrat le montant nécessaire pour le suivi de la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales au BEEI et (iii) la gêne du paiement d'une structure technique de l'administration par une entreprise privée. Il est par conséquent opportun de : (i) extraire des DAO le montant à payer au BEEI pour le suivi de la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales, (ii) extraire des DAO les tâches de plantation et d'entretien d'arbres et d'information/sensibilisation sur la sécurité au travail et les confier respectivement aux communautés (à travers les BER) et à des ONGs spécialisées ;
  - (ii) la stabilisation de l'emprise des pistes dans les zones dunaires avant la pose de la couche de roulement nécessite une préparation (apport d'une couche de base) qui n'est pas prise en compte dans les cadres de devis quantitatif des travaux. Cette omission influe beaucoup sur les délais de mise en œuvre ainsi que sur les coûts. En vue de permettre aux entreprises de tenir compte de cette tâche dans l'élaboration des coûts et des plannings, il est important de quantifier cette couche d'assise dans les DAO.

#### **AS11: Gestion des infrastructures commerciales**

10. L'ingénierie sociale stratégique conduite par les CRA avec un appui stratégique du RECA a repris tous les sites (en phase 2 en 2016) sur lesquels les projets PASADEM et Ruwanmu avaient initié ce processus autour des *Hadin Gwiwa*. Dans les sites (8) identifiés pour passer en phase 3 en 2017 (lancement de l'ingénierie civile), l'ingénierie sociale opérationnelle a été initiée par l'ONG AcSSA. Des voyages d'études des parties prenantes des PDE de Zinder et Tahoua sur les PDE de Maradi ont permis de tirer profit de l'expérience acquise : plan des marchés, émergence des GIE, PPP local mairie-GIE.
11. Sur chaque PDE, la mission a noté l'engagement des mairies et des autorités traditionnelles notamment dans l'attribution du foncier et la volonté de collaborer avec des instances de gestion impliquant les opérateurs économiques (GIE).
98. L'approche repose sur la prise en charge totale de la gestion du marché de demi-gros par les GIE. Le dispositif d'accompagnement mis en place par l'URGP et ses partenaires doit

développer la « capacité à agir<sup>7</sup> » et ne pas se substituer au GIE. Une proposition de feuille de route détaillant l'ouverture des marchés de demi-gros à Maradi est jointe en annexe. Une revue des observations par région et par PDE est jointe en annexe.

#### **AS12 : Promotion des activités commerciales au sein des PDE**

99. Voir AS 3 pour la Mise en place des partenariats avec les IF pour les mécanismes de financement à coûts partagés.

#### **AS13 : Intégration des échanges transfrontaliers**

100. Le cadre de partenariat stratégique de mise en œuvre des activités de promotion de l'intégration régionale des échanges est effectif. Il regroupe plusieurs structures dont la chambre de commerce, et d'industrie du Niger (CCIN) pour le renforcement des capacités des acteurs locaux et la mise en relation entre les opérateurs économiques des marchés du Niger et du Nigéria, le Programme Régional d'Appui aux Marchés du Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) pour la mise en place des dispositifs de suivi des flux et des entraves et la Commission Mixte Nigéro-Nigériane de Coopération (CMNNC) pour le portage politique des initiatives identifiées.
101. La convention de partenariat avec le CILSS a permis de réaliser une étude de référence sur les flux des produits agropastoraux et bétail, les pratiques anormales et barrières commerciales dans la zone des trois corridors. Les données de références collectées serviront de base de comparaison à l'évolution des flux des produits agropastoraux et l'ampleur des tracasseries routières et entraves commerciales tout au long des trois corridors retenus. A cet effet au niveau de chaque corridor un double dispositif de suivi des flux et des entraves sera mis en place et piloté par le CILSS.
102. La convention de partenariat avec la CMNNC a permis d'organiser une mission de dialogue politique et de sensibilisation/Information des autorités de la zone des corridors de Zinder-Jigawa/Daura-Kano et Tahoua-Sokoto-Zanfara et un atelier de lancement officiel du Corridor Zinder-Daura-Jigawa-Kano en présence des Gouverneurs des Etats de Jigawa, Kano et Katsina et du Gouverneur de la région de Zinder. Les Gouverneurs ont pris l'engagement de soutenir financièrement les actions de promotion des échanges le long des corridors mais aussi de faire le plaidoyer nécessaire pour la réalisation des routes identifiées. Le dispositif institutionnel de pilotage des activités est déjà opérationnel à travers les Cellules Techniques Locales (CTL) de Kano, Katsina et Maradi. Celle de Jigawa a été mise en place et celles de Daura et Zinder sont en cours d'installation.
103. La convention de partenariat avec la CCIN a démarré avec la conduite d'une étude d'évaluation du dispositif actuel du Bon d'Enlèvement et de Commercialisation (BEC) appliqué sur l'oignon et les possibilités de son extension à d'autres produits agropastoraux dont le bétail, le sésame, le souchet, le niébé et la tomate dans la zone d'intervention du ProDAF. Le rapport provisoire est soumis aux différents acteurs pour observation.
104. La dynamique engagée doit être soutenue par l'accélération de la mise en œuvre des actions inscrites dans les plans d'actions des différents partenaires.

---

<sup>7</sup> Faculté d'action d'une organisation; sa capacité à agir sur le monde, les choses, les êtres, à les transformer ou les influencer ([https://fr.wikipedia.org/wiki/Agency\\_\(notion\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Agency_(notion))), voir aussi [ied.org/small-producer-agency-globalised-market](http://ied.org/small-producer-agency-globalised-market)

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
<b>AS9. Développement des infrastructures commerciales des PDE</b>		
Elaborer un dossier de faisabilité de mini AEP pour les MDG de Tessaoua et Sabon Machi et envisager le financement à travers le PTBA 2017 du ProDAF/FIDA	URGP Maradi	Immédiat
Prévoir des mini AEP pour les futurs MDG et plateformes dans les cas où il n'est pas possible de les raccorder au réseau d'eau existant	URGP	Continue
Renforcer les capacités des URGP et de la CENAT en ressources humaines par le recrutement d'assistants en ingénierie civile	MAG/EL - FIDA	immédiat
Prévoir pour les nouveaux MDG la gestion des déchets solides et plastics, ainsi que la gestion des eaux usées	URGP	Immédiat
Etudier la possibilité d'utiliser l'énergie solaire comme source d'énergie des MDG, ainsi que la plantation d'arbres dans l'enceinte des MDG	URGP	Immédiat
<b>AS10. Construction des pistes rurales</b>		
Extraire des DAO les tâches de plantation et entretien d'arbres et d'information/sensibilisation sur la sécurité au travail et les confier respectivement aux communautés et aux ONG spécialisées	Bureaux d'études/URGP	continu
Intégrer dans les DAO des dispositions contraignantes de sélection et établir une liste des entreprises défaillantes à écarter des processus de passation des marchés	MAG/EL et Ministère de l'Equipeement	continu
Tenir compte de la capacité réelle des entreprises pour dimensionner les délais de réalisation des travaux	Bureaux d'études/URGP	continu
Renforcer le dispositif d'assurance-qualité des études techniques à travers des ateliers de validation des rapports d'étapes des dossiers d'études et des DAO ainsi que la prévision de postes d'homologues représentant le maître d'ouvrage dans les équipes des cabinets chargés des études	CENAT/URGP	continu
Pour les nouvelles pistes prévues en zone dunaire, tenir compte de la couche d'assise et la quantifier dans les DAO	Bureaux d'études/URGP	continu
<b>AS11 : Gestion des infrastructures commerciales</b>		
Tenir les réunions mensuelles de coordination des intervenants afin de suivre, par PDE, les interventions et faciliter l'expression des synergies	URGP RC1 et RC2	Immédiat et continu
Rapprocher les initiatives de conseil en gestion des CRA (appui du RECA) des suivis effectués avec l'AEF/SE	CENAT ATN/SE, ATN/AEF SE URG	Janvier 2017
Fournir un appui technique stratégique en i) GIE et gestion/lancement des marchés (capacités de passage à l'action « agency »); et ii) dispositif et approche d'intervention (Hadin Gwiwa et autres dynamiques locales : maison du paysan...)	CENAT ATNS-IP CENAT ATN AEF Resp Comp URG	Décembre 2016 - Mars 2017
<b>AS 12</b>		
Voir Recommandations pour AS 3		
<b>AS 13</b>		
Organiser l'atelier d'échange entre les acteurs du FIDA Niger et Nigéria et identifier les projets partenaires et engager une synergie d'action des deux côtés de la frontière entre le Niger et le Nigéria	CENAT ATN/DP	20 janvier 2017
Accélérer la mise en place des dispositifs opérationnels de suivi, CILSS des flux et des pratiques anormales des trois corridors	CENAT ATN/DP	30 décembre 2017
Accélérer la mise en place des dispositifs opérationnels de suivi, CILSS des flux et des pratiques anormales des trois corridors	CENAT ATN/DP	30 décembre 2017
Accélérer la mise en place des CTL du corridor Tahoua – Sokoto CMNNC – Zanfara	CENAT ATN/DP	30 mars 2017

## **D. État d'avancement de l'exécution du Programme de Développement de l'Agriculture Familiale dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder (ProDAF)**

105. Trois dossiers sont prioritaires dans l'institutionnel : (i) la finalisation de la planification pluriannuelle des PDE et (ii) l'intégration de la dimension 'mesure des effets et impacts' dans le système de Suivi-Evaluation du ProDAF (iii) établissement de la situation environnementale de référence.
106. **Gestion du Programme.** Les équipes du programme sont complètes sauf à Tahoua où le responsable de la Composante A et l'assistant en modes de gestion des infrastructures ont respectivement quitté le programme en Juin et Août 2016. L'intérim de la Composante A est assuré par l'assistant en aménagements structurants productifs tandis que les tâches incombant au poste d'assistant en modes de gestion des infrastructures est assuré par le responsable de la Composante B, ce qui représente une surcharge de travail pour ces cadres. L'URGP de Tahoua est en discussions avec le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage pour combler ces postes vacants au plus vite. La mission recommande de faire un suivi rapproché de ce dossier.
107. La mission note une insuffisance en personnel au niveau des URGPs et de la CENAT pour le volet ingénierie civile (un seul assistant GC/GR pour la prise en charge des dossiers d'infrastructures d'accès aux marchés: pistes, MDG/plateformes, centres de collecte, maisons du paysan). La mission recommande de renforcer l'équipe de la composante B et de la CENAT par le recrutement d'Ingénieurs civils à travers des contrats d'assistance technique ponctuels selon les besoins.
108. **Maîtrise de la stratégie de mise en œuvre.** La mission constate que le personnel du programme, les partenaires et les bénéficiaires sont à des degrés variés de compréhension des concepts clés tels que les PDE, la dynamique des MDG et de leurs rôles respectifs dans la stratégie au-delà de leurs propres mandats. Cette situation est assez normale au démarrage d'un programme et que cela n'a pas affecté la mise en œuvre. Il faut toutefois noter que cette maîtrise asymétrique de la stratégie d'intervention du programme limite la capacité des différents acteurs de voir tout ce que l'éventail des appuis offerts par le ProDAF ni de se projeter de l'avant au-delà des activités ou volets dans lesquels ils sont impliqués.
109. Le programme s'est doté d'un document de Planification Pluriannuelle qui contribuera de façon significative à aplanir ces différences. Cet outil sera non seulement le cadre de référence pour le développement des PDE (au sein du ProDAF) mais il servira également comme un outil de communication sur l'opérationnalisation de la stratégie de mise en œuvre du ProDAF. La mission recommande de le valider rapidement à l'interne. Une fois le document validé, le programme développera des guides méthodologiques et formera les acteurs impliqués dans la mise en œuvre et les institutions nationales partenaires. Du côté communication, la mission recommande d'éditer des versions simplifiées à l'endroit des partenaires de mise en œuvre et éventuellement des bénéficiaires.
110. **Cadre de Partenariats.** Pratiquement tous les partenariats requis pour la mise en œuvre ont déjà été établis à travers les trois régions. Un certain nombre de partenaires étaient déjà identifiés dans les documents de conception du programme et avaient déjà mené les mêmes interventions dans le PASADEM et/ou PPI Ruwanmu. D'autres partenaires ont été identifiés dans le pool des partenaires de mise en œuvre d'autres projets et bailleurs intervenant dans les différentes régions tel que le Programme Alimentaire Mondiale. Des protocoles d'accords avec différents Services Techniques Déconcentrés (STD) ont été établis pour assurer les identifications de sites et le contrôle de qualité des interventions relevant de leurs missions régaliennes.

111. Les conventions trisannuelles avec les partenaires principaux (RECA, CRA, AcSSA Afrique Verte, Fédérations, etc.) sont détaillées dans le rapport technique de la supervision. La mission note que le programme n'a pas encore mis en œuvre la recommandation de faire évoluer les contrats de moyens (justifiables sur présentation de pièces d'engagement des frais au réel) vers des contrats axés sur les résultats (justifiables sur présentation de livrables certifiés). Partenaires et URGP ont émis des réserves sur l'élaboration d'un contrat entièrement axé sur les résultats (contrat de fins) par lequel les partenaires risquaient de ne pouvoir supporter les charges récurrentes comme les salaires faute de trésorerie. La mission recommande de considérer l'élaboration d'un contrat mixte dans lequel les salaires restent sur un contrat de moyens avec justification sur pièce de dépenses au réel, tandis que les activités sont rémunérées par des livrables certifiés identifiés en commun à la signature du contrat. La CENAT (ATNS/IP, ATN/SE) animera un atelier sur la détermination de livrables afin que les contrats 2017 puissent évoluer vers des contrats orientés vers les résultats.
112. Le tableau de livrables répartis sur un chronogramme pourra dans tous les cas être incorporé aux contrats 2017 et améliorer l'évaluation de l'atteinte des résultats attendus. Ce tableau devra permettre un recentrage des ressources humaines vers des résultats par PDE.
113. **Suivi-Evaluation.** Le système et le dispositif de suivi-évaluation du ProDAF s'inscrit dans la continuité du suivi-évaluation des projets et programmes FIDA antérieurs, dont il valorise les acquis en matière de méthodologie, d'outils et des indicateurs convergents vers les objectifs du COSOP et de l'initiative 3N. Le Manuel d'Opération du Système de Suivi-Evaluation du ProDAF élaboré en Juin 2015 fait bien ressortir l'intégration de ce dispositif dans ces cadres plus larges (COSOP, i3N), les principaux acteurs et leurs rôles dans le système de S&E, .
114. Les données collectées par les partenaires sont systématiquement intégrées dans la base de données, après un contrôle de qualité par les responsables de composantes. La mission constate toutefois que la base de donnée n'est que partiellement fonctionnelle, dû en partie par la complexité de l'intégration des différents guichets du ProDAF et l'accessibilité qui est limitée par l'instabilité de la connexion internet.
115. Le programme utilise un système à huit jalons qui permet d'évaluer progressivement les taux de réalisation physique. La mission recommande toutefois de toujours inclure dans les rapports périodiques et dans les Notes préparées à l'intention des missions de supervision : (i) les taux d'exécution des jalons qui étaient prévus dans le PTBA en cours mais d'aussi inclure le taux d'exécution de l'activité dans son entièreté (pour les activités à cheval sur deux années) ; (ii) le taux de réalisations des différents indicateurs et objectifs par rapport aux objectifs attendus sur les huit ans du programme.
116. Les ressources humaines et matérielles des cellules de S-E prévus dans le Manuel d'Opération du ProDAF sont toutes mobilisées et la mission constate de fortes synergies entre la CENAT et les URGP et entre les URGP elles-mêmes (échanges réguliers, harmonisation des approches et rapportage, responsabilisation d'une URGP pour mener des activités clés telles que les enquêtes de référence). La mission note toutefois que le travail de suivi opérationnel prend souvent le pas sur les aspects stratégiques. Ce déséquilibre dans la couverture des missions du S-E se ressent dans les difficultés et retards enregistrées dans l'exploitation et/ou la capitalisation des données accumulées en vue d'une meilleure communication sur le Programme. Il en est de même pour la base de données S&E et le SIG qui connaissent quelque retard d'actualisation. Le Programme devra procéder rapidement à une auto-évaluation du dispositif Suivi-Evaluation afin de bien cerner ces insuffisances et proposer des mesures adéquates tant sur le plan stratégique, opérationnel que sur le plan des ressources humaines.



117. La mission a également constaté que le déploiement de l'informaticien et de la responsable du SIG au niveau des URGP ne permet pas d'optimiser leurs apports dans la production et l'analyse des informations générées et gérées par les acteurs de dispositif de Suivi Evaluation du ProDAF. La mission recommande de considérer l'affectation de la responsable SIG et l'informaticien au niveau de la cellule SE du CENAT.
118. En matière de concertation avec les partenaires, la mission constate que le programme organise régulièrement des séances renforcements des capacités des partenaires de mise en œuvre autour de thématiques clés pour s'assurer de leur bonne compréhension des attentes en matière de données à collecter.
119. **Intégration du dispositif AEF dans le Système de S&E du ProDAF.** La mission de supervision constate que le système de S&E du ProDAF comporte un dispositif AEF bien intégré qui valorise les acquis en termes de méthodologie et d'outils conçus avec l'appui du TCIA/FAO et utilisés par les projets PPI Ruwanmu et PASADEM. Aussi avec le démarrage du ProDAF, l'assistant technique en charge de ce volet a conduit des formations spécifiques en collaboration avec les équipes S&E afin de permettre aux cadres du programme et aux partenaires de mise en œuvre de mieux internaliser le dispositif AEF et ses outils. La mission note également qu'un guide méthodologique a été élaboré par l'ATN/AEF afin d'aider les différentes parties prenantes à vite intégrer le dispositif dans leur mode de fonctionnement au quotidien. Globalement l'AEF intégrée au système de S&E porte sur (i) l'analyse des performances des exploitations agricoles familiales appuyées par le programme à travers le suivi économique continu d'un échantillon 1200 exploitations agricoles familiales dont la situation de référence par rapport aux indicateurs AEF (revenu additionnel, marge et valeur ajoutée nettes) est en cours dans les 3 régions, (ii) l'analyse de la rentabilité des infrastructures de commercialisation (MDG, plateformes et Centre de collecte) et les marges nettes de leurs utilisateurs, (iii) les pistes rurales et (iv) les avantages/coûts des ouvrages de mobilisation des eaux (OME). Enfin, la mission constate qu'il y a nécessité de renforcer davantage l'appui technico-économique aux producteurs et de créer une synergie avec d'autres dispositifs en cours de vulgarisation au niveau des exploitations des autres PTF.
120. Analyse économique et financière des Différents investissements (Marchés, Centres de collecte, OME et pistes). La mission a pu conduire quelques études de cas d'AEF en confrontant les hypothèses de départ du DCP à la réalité et en appliquant la démarche « sans projet » et « avec projet » sur quelques cas afin de dégager les premières tendances.
121. La mission a conduit, sur la base des données actualisées, l'AEF des quatre marchés de la région de Maradi en vue. Dans le cas du MDG de Djirataoua qui est en phase d'opérationnalisation, les données collectées ont permis d'établir une situation de référence prévisionnelle à court terme. Ainsi, sur un flux global estimé à 34 933 tonnes en première année, la structure de gestion du marché générera des résultats positifs pour les trois premières années de son ouverture avec un Cash-Flow moyen de 61,3 millions FCFA et une capacité d'autofinancement de 61,7 millions FCFA. Le taux de rentabilité économique (TRE) moyen sur les trois ans est de 11% ce qui signifie que chaque 100 F investi dans le GIE générera 11 FCFA. Concernant les autres investissements (OME et pistes rurales) pour lesquels la démarche méthodologique n'est pas finalisée, la mission a capitalisé les résultats des investissements similaires (Mini-barrage, seuils) d'autres projets dans la zone d'intervention du ProDAF à Tahoua (Mini-barrage Alibou El hadj, seuil d'épandage de Founkoye et de Sabara dans la commune de Tajae) et Zinder (Mini-barrage avec AHA de Kassama). Il ressort que : i) l'AEF doit s'appuyer sur la mise en valeur des ouvrages à des fins productives ; ii) le choix des spéculations doit être fait de façon participative en tenant compte des spécificités régionales.

122. **Suivi environnemental.** Une convention est en cours de finalisation avec le Centre National de Surveillance Ecologique et Environnemental (CNSEE) et vise : l'élaboration d'une situation de référence, l'installation des dispositifs de suivi écologique et socioéconomiques dans les zones d'intervention du ProDAF; l'opérationnalisation des dispositifs installés ; l'évaluation de l'efficacité des méthodes et techniques d'intervention des projets en matière de réhabilitation des Bassins versants utilisées dans le cadre du ProDAF en rapport avec les types des écosystèmes traités et les standards nationaux et/ou internationaux. Le partenariat ProDAF-CNSEE ainsi que le partenariat scientifique prévu avec les autres institutions scientifiques et universités du Niger doivent asseoir un système fiable et durable de suivi environnemental. Le CNSEE, compte tenu des données qu'il propose de collecter et de traiter, pourrait être un partenaire intéressant pour renseigner certains des indicateurs du cadre logique, particulièrement ceux relatifs à l'effet 1: « L'émergence d'exploitations agricoles familiales durables permettra aux producteurs ruraux, femmes et jeunes inclus, de diversifier leurs productions, d'augmenter leurs rendements et leurs capacités d'adaptation aux chocs externes, notamment climatiques. L'étude sur le Cadre de Gestion Environnemental et Social est en phase de finalisation.
123. **Prise en compte des mesures de sauvegarde environnementale :** la mission constate que le processus d'élaboration du cadre de gestion environnemental et social (CGES) du programme est en instance de validation.
124. **Etudes de référence.** Les études de références SYGRI et effet-impact complémentaire sont finalisées et validées.
125. **Cohérence entre PTBA et exécution.** Le PTBA 2015/2016 a été révisé en Juillet 2016 suite à la recommandation de la première mission de supervision conjointe, pour passer de 15 122 693 000 FCFA à 11 848 164 587 FCFA (tous guichets confondus). Au 25 septembre 2016, le taux de réalisations physiques était de 54% de l'objectif annuel, avec 57% pour la composante A, 37% pour la composante B et 66% pour la composante C. Pour ce qui est des réalisations financières (y inclus les engagements), le programme a atteint 43% de l'objectif annuel sans engagements et 74% avec engagements. Deux raisons expliquent ces faibles taux d'exécutions : (i) la longueur imprédictible des procédures de passation de marchés ; et (ii) la lenteur dans la mise en place de partenariats de mise en œuvre. La performance du guichet PPI Ruwanmu a été affectée par la faible performance du volet piste, elle-même due à la faiblesse des entreprises de BTP (voir section D., volet pistes rurales). Comme noté plus haut, le programme a pris des mesures correctives pour rattraper les retards des pistes et a fait preuve d'anticipation pour le prochain PTBA en lançant en avance les études pour des travaux prévus en 2017.
126. **Ciblage, parité hommes-femmes.** Les quotas de participation aux activités réservés aux femmes (30%) et aux jeunes (30%) sont largement respectés dans les trois régions ; ce résultat est facilement vérifiable grâce à la qualité des fiches de suivi des activités que les opérateurs rendent régulièrement aux cellules suivi-évaluation, et qui présentent des données systématiquement désagrégées par sexe et par âge.
127. Les équipes maîtrisent bien le système de ciblage basé sur la catégorisation des bénéficiaires en termes de vulnérabilité ; des améliorations possibles ont été identifiées dans les deux aspects suivants :
- (a) A Tahoua, les bénéficiaires de l'ACAP ont été sélectionnés parmi les stagiaires des CEP. Il n'y a pas de contradiction ni de dédoublement dans le fait que les bénéficiaires de l'ACAP soient aussi stagiaires des CEP, si le but est celui de faire rapidement émerger des GACAP. Par contre, comme les stagiaires des CEP sont uniquement sélectionnés sur base volontaire, tandis que les cibles de l'ACAP sont les ménages très

vulnérables, une telle méthode de sélection comporte le risque que les véritables cibles de l'ACAP ne soient pas atteintes, car il se peut que parmi les stagiaires des CEP il n'y ait pas de ménages très vulnérables.

- (b) Les activités d'appui à la production du ProDAF interviennent dans un contexte caractérisé par: (i) l'intervention d'acteurs humanitaires, ciblant les groupes les plus vulnérables; (ii) des communautés habituées aux modalités de fonctionnement des humanitaires, mais qui à leur intérieur fonctionnent selon un principe d'équité/redistribution des ressources venant de l'extérieur. Dans certains villages, ces éléments ont pu amener les bénéficiaires à: (i) exclure des appuis du ProDAF ceux qui avaient déjà bénéficié d'autres projets; (ii) sélectionner les participants pour les activités sur la base de critères erronés (ex.: stagiaires des CEP choisis sur la base de critères de vulnérabilité). Cependant, le ProDAF prévoit des actions différenciées et appropriées pour chaque catégorie d'acteurs.

128. **Consolidation et capitalisation des acquis des projets antérieurs.** Le ProDAF a consolidé un certain nombre d'acquis des projets antérieurs, notamment du PASADEM et PPI Ruwanmu. Cette capitalisation s'est faite de deux manières : (i) à travers la stratégie de mise en œuvre ; (ii) dans la consolidation d'activités et investissements initiés par les deux projets antérieurs. En effet, le ProDAF a adopté l'approche de mise en œuvre des PDE basée sur une démarche développée dans le cadre du PASADEM. La deuxième modalité de consolidation des acquis des projets antérieurs se manifeste : (i) dans le Phasage des PDE qui a priorisé les PDE où le PASADEM était déjà intervenu ; (ii) la finalisation sur le ProDAF d'activités initiées par le PPI Ruwanmu et le PASADEM. Le ProDAF devra également procéder à une capitalisation des leçons tirées « en temps réel » de ces interventions initiées par les projets antérieurs mais dont les effets se manifesteront dans le cadre du ProDAF (ex : Opérationnalisation des MDG, modèle PDE complet, etc..) et des innovations propres au ProDAF (prise en compte des aspects environnementaux, utilisation de drones, etc.).

129. **Gestion des savoirs et communication.** Le Programme a recruté un Spécialiste en communication et une stratégie va être développée dans le dernier trimestre de 2016. Au titre de 2017, les perspectives du Programme prévoient (i) l'organisation d'une rencontre à Katsina au Nigéria entre les Programmes FIDA du Niger et du Nigéria autour de l'intégration sous régionale des échanges, (ii) la tenue à Niamey d'un colloque National sur le partenariat scientifique et (iii) les missions de supervision conjointe pour lesquelles les réflexions positionnent la tenue pour les mois de juin et novembre.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Animer un atelier d'ingénierie sociale avec les partenaires sur la revue des contrats et l'intégration de livrables, détaillant les conséquences pour les URGP (rôle respectifs des différents techniciens / composante et des financiers)	CENAT/IP RC1-2	15 novembre 2016
Etablir les contrats 2017 (RECA, CRA, AcSSA, fédérations) en tenant compte des livrables par PDE répartis sur un chronogramme	RC1 et 2	15 décembre 2016
Prendre en compte les aspects technico-économiques des exploitations agricoles familiales dans les contrats/conventions avec les partenaires (GSC, STD, Fédération...)	3 URGP/Composante A	Avant l'élaboration du PTBA 2017
Rapprocher le RECA/CRA pour créer une synergie entre le dispositif AEF du ProDAF et le dispositif de Conseil de Gestion à l'Exploitation Familiale (CGEF) appuyés par les autres PTF	ATN-AEF/URGP/CRA	Immédiat
Déployer prioritairement le dispositif AEF sur les MDG et les centres de collecte opérationnels afin de disposer de données en temps réel.	Resp. Composante B/ URGP/ATNAEF/AcSSA et Fédérations	En continue
Procéder rapidement à une auto-évaluation du dispositif Suivi-Evaluation afin de bien cerner ces insuffisances et proposer des mesures adéquates tant sur le plan stratégique, opérationnel que sur le plan des ressources humaines	ATNSE/RSE	Immédiat

Accélérer la formalisation de la convention avec le CNSEE de façon à obtenir la situation de référence à fin 2016	URGP Zinder	Immédiat
Charger le CNSEE de renseigner les indicateurs pertinents GRN de l'effet attendu 1 du cadre logique	CENAT	Immédiat
Intégrer dans la convention avec le CNSEE le renforcement de capacités des cadres et opérateurs de mise en œuvre sur le suivi technique des indicateurs	3 URG	En 2017
Internaliser le suivi environnemental au sein des URG	3 URG	Janv. 2017
Accélérer la réalisation des études de faisabilité technique et schéma d'aménagement des bassins versants	3 URG	Exécution Immédiat et continu
Commencer le processus de mise en place de l'ACAP dans les villages par un autodiagnostic (établissement de critères locaux de vulnérabilité et division en groupes) ou se référer à l'autodiagnostic déjà mené par les autres partenaires d'exécution du ProDAF	URGP Tahoua responsable composante A) Partenaires CEP/ACAP	
Clarifier avec les partenaires d'exécution les destinataires précis de chaque type d'appui à la production agricole et transmettre une information précise dans les villages d'intervention : (i) kits intrants pour les ménages EV ; (ii) ACAP pour les ménages TV ; (iii) CEP sur base volontaire ; (iv) CEP sur base volontaire	Responsable composante A Immédiat et continu	

## E. Aspects fiduciaires

130. Le dossier prioritaire dans le domaine fiduciaire est la **mobilisation des fonds de contrepartie**. Dans le document de conception du projet, il était prévu 33,4 millions de dollars dont 18,6 millions en exonérations et 14,8 millions en numéraires au titre de la contrepartie. En ce qui concerne les exonérations la procédure est rythmée par l'exécution du programme. Toutefois le suivi devra être régulier et renforcé par les URG et les services administratifs de la CENAT. Pour les fonds en numéraires, sa mobilisation reste une priorité, un plaidoyer au niveau des plus hautes autorités est nécessaire pour la mobilisation afin de ne pas entraver certaines activités du programme. La mission a noté d'ores et déjà qu'en première année le projet n'a pas bénéficié de cette inscription et que pour l'année 2017 l'inscription 150.000.000 FCFA est en deca du besoin escompté du programme.
131. **Gestion financière.** Le ProDAF vient de boucler son financement par l'approbation des fonds additionnels de 63.500.000 USD. La finalisation de ce processus en cours, aboutira à l'amendement de l'Accord de financement. Le programme fonctionne suivant le mécanisme innovant de décaissement basé sur les fonds renouvelables, procédure qui permet au programme de disposer, dès l'approbation de son PTBA, des ressources nécessaires et suffisantes pour sa mise en œuvre. La revue financière de la mission a davantage porté une attention particulière sur : i) la compréhension le partage, l'harmonisation de ce mécanisme par les URG et la CENAT chargée, entre autres, de la de la gestion du compte désigné et de la consolidation financière ; ii) l'évaluation du risque financier par un partage du questionnaire de contrôle interne avec les URG. L'appropriation de ces procédures et leur fonctionnement contribuent notablement au renforcement de la qualité de l'information financière et à la fiabilité des états financiers périodiques consolidés du programme. Ces travaux et les différents échanges, ont permis à la mission de : i) valider le format type de reporting mensuel pour les URG et la CENAT ii) valider le format type du rapport trimestriel et semestriel avec les différents appendices, iii) l'implication du contrôleur interne en amont de la consolidation financière, nécessaire afin d'assurer un contrôle qualité de l'information financière. Les principales difficultés relevées par ailleurs, sont la mobilisation des fonds de contrepartie et l'achèvement dans les meilleurs délais des

guichets PASADEM et PPI dictés par la finalisation et la réception des chantiers d'infrastructures.

132. **Décaissements.** Le ProDAF a été formulé sur les acquis et les performances des anciens projets du Niger. Il est éligible aux procédures des fonds renouvelables. Son PTBA approuvé par le CP, est décliné en plans d'actions semestriels et mobilisés sous forme d'avances. La justification de 75% de ces fonds, conditionne l'appel de fonds de l'avance suivante. Au 30/09/2016, le taux de décaissement du ProDAF est de 9,63% pour le Prêt FIDA, 9,63% pour le Don FIDA et de 5,68% pour l'ASAP. Pour la contrepartie et les bénéficiaires, les contributions à date restent marginales. Ces différents taux actuels de décaissement, représentent l'avance au titre du premier plan d'actions semestriels du ProDAF pour un total de de 3 161 755 milliers de FCFA. Ces taux restent faibles et s'apprécient au fur et à mesure des justifications et de soumission des DRF. Au 30/09/2016, les projections intégrant les DRF en attente de traitement au FIDA, porteraient les taux à 20% sur le Prêt et le Don FIDA , et 10,79% pour le Don ASAP.
133. **OFID ProDAF.** L'accord de financement signé entre la République du Niger et le Fond OPEP pour le développement international est entré en vigueur le 09/10/2015 pour un montant total de 15 millions de dollars répartis entre la composante B accès aux marchés pour et la composante C gestion coordination et suivi évaluation respectivement pour 14 250 000 USD et 750 000 USD. Un compte désigné a été ouvert et l'avance initiale est versée à hauteur de 427 750 000 USD. Pour opérationnaliser les activités terrains il serait plus efficient de procéder à l'ouverture de sous compte au niveau des URGP. Le fonctionnement de ces comptes obéira au principe d'avance et de justification trimestrielle.
134. **Contribution des bénéficiaires.** Pour rappel, il est prévu un montant de 11,1 millions de dollars au titre de la contribution des bénéficiaires du ProDAF. A date, il n'a pas encore été comptabilisé la part des bénéficiaires. La mission rappelle la nécessité de mettre en place un mécanisme de suivi, de valorisation de comptabilisation des contributions des bénéficiaires en relation avec les responsables techniques et le suivi évaluation inspirés des autres guichets PASADEM et PPI dans une logique dynamique au lieu d'attendre la fin du programme pour prendre cet aspect en compte.
135. **Gestion des missions.** Nos travaux ont consisté principalement à vérifier que toutes les missions effectuées l'ont été dans le cadre des activités du Programme et sont sous – tendues des pièces justificatives probantes. A ce niveau la mission, on note une lenteur dans la justification de quelques missions au niveau des URGP, de la CENAT et de certains partenaires d'exécution. Il est important que le Service Administratif et Financier (SAF) se penche vers l'édition des situations mensuelles par agents et partenaires pour accélérer le système de justification.
136. **Conventions/contrats Partenaires :** pour cette première année des conventions de partenariat ont été signées avec plusieurs opérateurs/partenaires notamment les CRA, AcSSA Afrique verte, les GSC etc. Les dispositions financières contenues dans ces conventions sont conformes aux procédures du programme. Néanmoins la mission note que le délai de justification des avances partenaires devrait se faire sur une base plus rapprochée, par exemple bimensuelle, afin d'éviter d'avoir des

compte d'avances élevés. Aussi cela permettra aux URGP/CENAT, de justifier ces montants conformément aux différents plans trimestriels.

137. **Respect des accords des prêts : Gestion du personnel :** l'effectif du ProDAF est complété par le recrutement de : i) d'un assistant en intégration régionale à Maradi; ii) Assistant administratif à Tahoua ; iii) un ATNJ vétérinaire à la CENAT. Le recrutement du communicateur est en cours. Par ailleurs les postes du responsable de la composante A et de l'Assistant en Mode de Gestion des Infrastructures de Tahoua sont vacants. La mission recommande d'accélérer la procédure de recrutement. Aussi conformément au manuel de procédures et à l'annexe 3 de l'accord de financement, l'évaluation du personnel doit être planifié avec des outils harmonisés pour l'ensemble du programme.
138. **Passation des marchés.** La mission a échangé avec les RPM des URGP autour des points suivants: i) revue de l'opérationnalité des procédures au niveau régional et national après le relèvement des seuils de passation des marchés; ii) les goulots d'étranglements constatés, l'actualisation périodique des PPM pour les adapter aux nouvelles situations (modification seuils, révision PTBA, etc.).
139. La mise en œuvre des PPM reste satisfaisante avec des taux d'exécution de 71% pour l'URGP de Maradi, 65% pour Zinder, 68% pour Tahoua et 45% pour la CENAT. La mission note la mise en place d'un système de jalons permettant d'apprécier et de valoriser les différentes étapes de la procédure de passation. Néanmoins certaines procédures de recrutement de cabinets restent encore longues (jusqu'à 6 mois), d'où la nécessité de mettre en place une planification simple pour anticiper sur ces derniers en N-1 et de valoriser certains DAO existants dans le cadre des anciens projets. En tout état de cause, cette anticipation au quotidien doit être partagée par toutes les équipes techniques et la coordination pour relever les niveaux d'exécution, l'atteinte des objectifs et la performance des URGP.
140. **Audit :** Le processus de recrutement du cabinet chargé de l'audit comptable du ProDAF, a été lancé sous la supervision du Ministère de tutelle (MAGEL). Les différentes étapes ont été déroulées avec l'accord du FIDA (non objection) et le processus est au stade final (adjudication). Le cabinet retenu conduira l'audit sur 3 ans de 2016 à 2018.
141. Pour l'audit interne du programme, le processus de recrutement est au stade de demande de proposition(DP) après la phase d'avis à manifestation d'intérêt qui a permis de recueillir 8 offres.
142. **Etat certifiés des dépenses (ECD).** Avec l'avènement du ProDAF qui a introduit la nouvelle procédure de décaissement dite de « fonds renouvelables », les seuils des Etats Certifiés de Dépenses (ECD) ont été doublés : 100 000 USD pour toutes les catégories, sauf la catégorie 6 « Dons et Subventions » dont le seuil est de 50 000 USD. Vu l'ampleur de ces seuils, l'analyse des ECD a porté sur 45% du montant de la DRF 04 soumis en remboursement au FIDA et qui totalise 1892 opérations. L'échantillonnage réalisé a permis de couvrir les taux suivants sur les montants des catégories: 94% /catégorie 1; 71% /catégorie 2; 44% /catégorie 3; 42% /catégorie 4; 95% /catégorie 5 ; et 30% /catégorie 6. Les éléments passés en revue sous cet échantillon n'appellent pas d'observation particulière. Les dépenses sont en général

supportées par des pièces justificatives adéquates et les dossiers sont bien classés. Par ailleurs, il convient de noter que les vérifications périodiques effectuées par le Contrôleur Interne assurent en aval une bonne qualité aux dossiers. La mission encourage aussi le Programme à sauvegarder une copie Excel de la liste des ECD soumis en DRF pour éviter les saisies manuelles. Investissements initiés par les guichets PPI Ruwanmu et PASADEM et PAMIRTA : ces investissements doivent être surveillés et faire systématiquement l'objet d'un avis de non objection(ANO) au cas où l'éventualité de leur financement.

143. **Mobilisation des fonds (Point sur la soumission des DRF).** La mission a noté que la DRF N°04 soumise récemment par le ProDAF est d'une taille volumineuse (plus de 800 pages). Cette taille s'explique par i) le montant élevé pour compléter les 75% de l'avance au compte désigné) à justifier et qui représente plus de 6 mois de consommation conformément à la procédure de fonds renouvelable; ii) la duplication des documents soumis pour le prêt et le don FIDA financés en pari-pasu. Cette situation a engendré une lourdeur administrative dans le traitement des DRF au niveau du FIDA. La mission réitère ainsi la recommandation du FIDA de soumettre dorénavant un seul lot de documents justificatifs des DRF soit sur le prêt ou sur le don FIDA pour réduire ainsi de moitié la quantité des documents.
144. **Pont des activités PPI ou PASADEM poursuivies par le ProDAF.** Par rapport aux activités financées par le PPI Ruwanmu et le PASADEM qui devront être poursuivies par le ProDAF, les discussions que nous avons eues avec le Suivi-évaluation confirment en principe que toute activité financée par le ProDAF sera comptabilisée à l'actif du ProDAF.
145. Exemple : i) Cas de la convention test de la petite irrigation financée par le PPI, activité comptabilisée pour le PPI. Pour cette activité, il était prévu dans le DCP un total de 7 500 ha dont 2 500 pour le PPI Ruwanmu. Au titre du PTBA 2016 non révisé, il était prévu 360 ha mais seulement 192 ha ont été effectivement financé pour 39 millions. A partir de 2017, les activités seront payées et comptabilisées à l'actif du ProDAF ; ii) champs école paysan
146. En revanche, pour les activités qui concernent l'alphabétisation, dont une partie est financée par le PPI et l'autre partie par le ProDAF, l'affectation à un guichet doit être confiée à une commission technique interne, qui devra statuer au cas par cas cette affectation, en raison de la spécificité de l'activité.
147. PTBA Révisé : une inscription pour les anciens guichets a été faite pour : i) 90 millions pour la finalisation des pistes et : ii) 10 millions F CFA pour les activités d'achèvement et de clôture.
148. La mission a recommandé que toute dépense du ProDAF, concernant ces guichets, même si elle prévue dans le Budget, devra faire l'objet d'un ANO en bonne et due forme.

SITUATION DES ACTIVITES PREVUES SUR PAMIRTA BASCULEES SUR LE GUICHET FIDA AU TITRE DE LA COMPOSANTE ACCES AUX MARCHES DE L'URGP DE TAHOUA					
Code	Désignation des activités	Budget total nécessaire au vu du processus de la passation des marchés en instance	Budget total PTBA 2016 Révisé basculé sur Guichet FIDA	Montant consommé au 17/10/2016	OBSERVATIONS
<b>Aménagement des Pistes Rurales</b>					
B121 011/ B121 020	Etude Technique(APS, APD), EIES et DAO pour l'aménagement de 120 Km de pistes rurales dans les PDE de Badaguichiri et Karofane	187 062 400	78 625 000	7 339 849	Après la signature du marché, le paiement de l'avance de démarrage à lui seul permettra d'atteindre plus de 70% de consommation du budget prévu au PTBA
<b>Infrastructures de marchés</b>					
B111.021	Etude de faisabilité (APS,APD, étude géotechnique,EIES) et DAO pour deux (2) MDG à Badaguichiri et Karofane	153 200 000	58 500 000	3 816 884	Après la signature du marché, le paiement de l'avance de démarrage à lui seul permettra d'atteindre plus de 80% de consommation du budget prévu au PTBA
<b>Animation et support à l'organisation des marchés et appui aux OP</b>					
B 211013 / A221 022/ A221 023/ A221 024/ A221 025/ A221 026/ A221 027/ A221 028/ A221 030	Assistance aux OP (appui aux Fédérés+convention CRA+missions URGF)	PM	86 723 000	34 071 058	Le paiement des engagements fermes (Convention CRA) + les prévisions d'engagements (appui aux OP) en fin novembre permettra d'atteindre plus de 94% de consommation du budget prévu au PTBA
B 211014	Assistance à la gestion des infrastructures de marchés (AcSSA +URGF)	PM	88 138 000	1 746 684	Le paiement des engagements fermes (convention AcSSA+les prévisions d'activités (voyages d'étude) en fin décembre permettra d'atteindre près de 95% de consommation du budget prévu au PTBA
<b>TOTAL COMPOSANTE B</b>		<b>340 262 400</b>	<b>311 986 000</b>	<b>46 974 475</b>	



Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
1. Conformément aux dispositions de l'annexe3 des clauses particulières de l'accord de financement, au manuel de procédures, planifier l'évaluation du personnel du programme avec des outils harmonisés	ATNS/Coordo	31 décembre 2016
2. Accélérer le processus de recrutement des postes vacants au niveau du programme.	URGP Tahoua	31 décembre 2016
3. Mettre en place un mécanisme de suivi, de valorisation et de comptabilisation des contributions de bénéficiaires en relation avec les responsables techniques	RSE/ATN/SE	Immédiat
4. Poursuivre le plaidoyer au niveau des plus hautes autorités pour la mobilisation des fonds de contrepartie afin de ne pas entraver certaines activités du programme.	ATNS/CENAT	Immédiat
5. Procéder à l'ouverture des comptes d'opérations OFID dans les URG	CENAT/URGP	Immédiat
6. Accélérer le processus de recrutement des cabinets pour procéder déjà aux audits trimestriels de l'année en cours. Pour les guichets PASADEM et PPI, recruter les cabinets pour l'audit 2016 et de clôture	CENAT	31 décembre 2016

## F. Durabilité

149. **Durabilité technique.** Le Programme a su développer une dynamique de partenariat héritée des projets PASADEM et du PPI Ruwanmu à travers la mise en place des Groupements d'Appuis Conseils Agricoles Paysans (GACAP) issus des stagiaires des CEP/CEPM pour assurer l'effet tâche d'huile de vulgarisation des techniques/technologies porteuses. Aussi les Comités de gestion des sites récupérés mis en place et formés assureront également une gestion durable des ressources naturelles. Aussi au niveau des tronçons de pistes, les Brigades d'Entretien Routier (BER) et les HG des MDG, au regard des rôles en matière respectivement d'entretien des pistes et de concertations régulières sur la gestion des marchés, ces structures organisationnelles sont à mesure d'asseoir une durabilité technique des investissements réalisés.
150. **Dispositif de gestion et de maintenance des infrastructures économiques.** Les GIE ont désormais une personnalité juridique tout en conservant leur légitimité ancrée dans la société civile organisée en milieu rural qu'ils contribuent à renforcer. La viabilité financière des GIE va dépendre de l'ouverture des marchés. Durant cette période délicate où les GIE devront faire preuve de leur capacité d'action, l'accompagnement professionnel ne doit jamais être de la substitution ; la subvention de fonctionnement accordée au GIE pour les six premiers mois vise à lui permettre de se construire dans l'action.
151. **Durabilité environnementale.** L'appropriation des techniques de récupération des terres et le taux de leur réplique, l'implication des bénéficiaires dans le financement d'actions collectives des COGES, notamment pour le gardiennage, sont autant d'indicateurs de gestion durable des sites. L'implication des collectivités locales dans l'identification de la vocation des sites, la prise en compte de celles-ci dans les plans de développement communaux sont des facteurs de sécurisation des groupes cibles.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Accorder une subvention de fonctionnement aux GIE sur une période de 6 mois dans le cadre du contrat d'assistance URG RC2 professionnelle du partenaire	AcSSA	Décembre 2016

## **G. Conclusion**

152. La mission adresse ses remerciements au Gouvernement de la République du Niger pour l'accueil chaleureux et la disponibilité des autorités aussi bien au niveau central et régional tout au long de la mission.
153. La mission félicite l'équipe du ProDAF pour la capitalisation et consolidation des acquis des projets antérieurs, notamment du PASADEM et PPI Ruwanmu. La mission remercie également le Gouvernement pour ses engagements en ce qui concerne la mobilisation de la contrepartie.
154. La mission félicite également le ProDAF, et à travers le Programme le Gouvernement du Niger, pour les acquis déjà atteints sur le plan des échanges transfrontaliers, et ce par un Programme si jeune.
155. La mission est convaincue que les taux de réalisation tant financière que physiques de 2016 pourront être améliorés dans le prochain PTBA 2017. Le Programme devra toutefois continuer à faire preuve d'anticipation dans la programmation des dossiers relatifs aux infrastructures et dans la mise en œuvre des mesures convenues pour les dossiers accusant des retards sérieux.
156. L'année 2017 sera une année cruciale pour le ProDAF car les premiers Pôles de Développement Economique arriveront à un stade où nous pourrons déjà voir les premiers effets de cette approche novatrice. Ce défi demandera au programme de renforcer son système de suivi-évaluation dans toutes ses dimensions et de s'assurer que tous les outils et méthodologies pour mesurer les effets et impacts sont effectifs.
157. D'ici la fin de l'année 2016, la revue des résultats du COSOP 2013 – 2018 engagée par le Programme pays sera finalisé par la tenue d'un atelier national de partage, l'approbation par le FIDA et l'endossement du gouvernement du Niger.
158. Le FIDA et le Gouvernement du Niger entérinent les conclusions de la mission conjointe de supervision.

## Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du Programme de Développement de l'Agriculture Familiale dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder (ProDAF) et notes attribuées

### Projet 1688 [1100001688] Family Farming Development Programme in Maradi, Tahoua and Zinder Regions -

#### Faits essentiels

Pays	Niger	No. du projet	1688 [1100001688]	No. du prêt/don DSF	2000001115, 2000001116, 2000001117
Projet	Family Farming Development Programme in Maradi, Tahoua and Zinder Regions			Prêt/don DSF suppl.	2000001404, 2000001541, 2000001542
Date de mise à jour	10/11/2016				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	2	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	0		
Dernière Supervision	10/10/2016	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi			

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	22/04/2015			Coût total	173.94	
Accord	25/07/2015	Délai d'entrée en vigueur	5.1	FIDA Total	86.20	
Entrée en vigueur	21/09/2015	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	36.61	10
Premier décaissement	21/12/2015			Don DSF	36.61	10
Examen à mi-parcours		Dernier amendement		Don FIDA		
Achèvement initiale	30/09/2023	Dernier audit		field_asap_grant	12.97	6
Achèvement	30/09/2023			Financement national total	72.74	
Clôture	31/03/2024			Beneficiaries	11.14	0
Nbre de prolongations	0			National Govern	33.40	0
				MAECI-DGCS-ITA	28.20	0
				Cofinancement total externes	15.00	
				OFID	15.00	0
				GEF	7.64	0

## Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	4	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	4	4	2. Exécution du S&E	4	4
3. Fonds de contrepartie	3	3	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	4
4. Conformité à l'accord de financement	3	3	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	4	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	4	4	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	4	4
			8. Prise en climat et environnement	4	5

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. CES (conserva.eau sol)/DRS/OME (Ouvrage Mob eau)	4	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
2. PI (Petite irrigation)	4	4	2. Autonomisation	4	4
3. AC/AP-AC/AI Champs école paysan pluviale/irrigati	4	4	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
4. Appui au petit élevage	4	4	4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
5. Partenariat/RI	4	4	5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
6. Leadership féminin	4	4	6. Possibilité réplique à plus grande échelle	4	4
7. Infrasc.com./Pistes rurales/Gestion durable des inf	4	4			
8. Appui investissements productifs	4	4			
9. Intégration régionale des échanges	4	4			

### B.5 Justification des notes

**Aspects fiduciaires.** 1) ProDAF vient de boucler les financements FIDA par approbation des fonds additionnels de 63.500.000 USD ; processus en cours, aboutira à l'amendement de l'Accord de financement. Programme fonctionne suivant le mécanisme innovant de décaissement basé sur les fonds renouvelables, procédure qui permet au programme de disposer, dès l'approbation de son PTBA, des ressources nécessaires et suffisantes pour sa mise en œuvre 2) Taux global d'exécution financière du PTBA 2015/16 révisé est de 56% au 30 septembre 2016 3) Mobilisation des fonds de contrepartie. Dans le document de conception du projet, il était prévu 33,4 millions de dollars dont 18,6 millions en exonérations et 14,8 millions en numéraires au titre de la contrepartie. En ce qui concerne les exonérations, procédure rythmée par exécution du programme. Pour les fonds en numéraires, sa mobilisation reste une priorité, un plaidoyer au niveau des plus hautes autorités est nécessaire pour la mobilisation afin de ne pas entraver certaines activités du programme. **État d'avancement de l'exécution du projet.** 1) Cette année de tuilage entre PASADEM, PPI Ruwanmu et ProDAF a été cruciale pour que les engagements du passé soient respectés tout en imprimant l'approche PDE qui implique que les différentes activités structurantes soient menées de concert. La recherche de cette synergie se traduit dans le phasage sur lequel le ProDAF a travaillé pendant l'année et qui sera la base du PTBA 2017. 2) Outils pour la mesure des impacts développés et déroulés progressivement (AEF, Impact Environnemental) 3) Les quotas de participation aux activités réservés aux femmes (30%) et aux jeunes (30%) sont largement respectés. Les équipes maîtrisent bien le système de ciblage basé sur la catégorisation des bénéficiaires en termes de vulnérabilité. **Produits et Réalisations.** 1) les réalisations en matière de traitement mécanique et de mise en valeur des bassins versants sont satisfaisantes, et doivent être confortées par le dispositif de suivi-évaluation environnemental en cours de mise en place 2) la maîtrise de l'approche CEP par les partenaires (CERRA, DRA, GSC) impliqués dans les trois régions a contribué à une mise œuvre efficace des CEP/ACAP qui connaissent aussi un grand engouement parmi les cibles du ProDAF. Les premières observations permettent déjà de dégager les effets positifs suivants (augmentation par deux des rendements des variétés améliorées dans les CEP et ACAP *versus* les pratiques paysannes, taux d'adoption relativement fort des techniques/technologies par des non-apprenants) Toutefois, les trois études de référence CEP/CEPM devront comme le guide méthodologique de l'AEF faire l'objet d'une rapide validation afin d'avoir une base de travail solide pour les équipes de la CENAT. 4) Cadre de partenariat stratégique de mise en œuvre des activités de promotion de l'intégration régionale des échanges est effectif. Résultats déjà tangibles tels que la mission de dialogue politique et de sensibilisation/Information des autorités de la zone des corridors de Zinder-Jigawa/Daura-Kano et Tahoua-Sokoto-Zanfara et l'atelier de lancement officiel du Corridor Zinder-Daura-Jigawa-Kano, la forte implication des Gouverneurs des Etats de Jigawa, Kano et Katsina et du Gouverneur de la région de Zinder. **Durabilité.** Ingénierie sociale stratégique et opérationnelle avec partenaires historiques des projets antérieurs (PASADEM, PPI Ruwanmu) pour accompagner dans le temps les organisations de bénéficiaires sur lesquelles repose la durabilité des actions réalisées.

## Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	4
C.2 Sécurité alimentaire	4	4
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4
Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution <b>Sécurité alimentaire.</b> Les kits d'intrants agricoles distribués aux ménages extrêmement vulnérables leur ont permis de faire face à la période d'insécurité alimentaire pré-récolte grâce à la consommation du niébé vert. <b>Avancement globale de l'exécution.</b> Non mobilisation de la contrepartie depuis démarrage ProDAF risque d'affecter programmation de la mise en œuvre des activités dans le très court terme.		
C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
Justification des notes sur les objectifs de développement.		

C.6	<b>Risques</b> Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats	
Aspects fiduciaires	Aspects fiduciaires: le risque de non mobilisation à temps des fonds de contrepartie en numéraires ; risque fiduciaire par rapport aux difficultés des anciens guichets dont les contrats de construction des pistes accusant d'énormes retards et résiliation de contrats ( PPI), la prise en compte sur les fonds FIDA des études et certaines dépenses prévues sur le PAMERTA .	
Avancement de l'exécution du projet	Activités sont programmées dans le dernier trimestre 2016 (aménagement des bassins versants, les Champs Ecoles Paysan Maraîchers CEPM, etc.), et avancées sur les passations de marchés en cours (démarrage construction de maisons du paysans, études techniques et élaboration de Dossier d'Appel d'Offres (DAO) de pistes et de mini barrage, à Zinder, etc.) devraient améliorer performance du Programme d'ici la fin 2016.	
Produits et réalisations	Ingénierie sociale opérationnelle est cruciale pour l'utilisation des nouveaux marchés. Accompagnement des GIE de gestion des marchés doit respecter et favoriser leur "capacité de passage à l'action" tout en les appuyant par une subvention de fonctionnement pour les 6 premiers mois.	
Durabilité	Durabilité requière meilleure synchronisation des activités d'ingénierie sociale et ingénierie civile dans les PDE. Délais dans l'ingénierie civile sur les MDG ne permettent pas encore de voir les GIE à l'œuvre mieux apprécier les fruits de l'ingénierie sociale. L'AEF va désormais intégrer le suivi des résultats des organisations en charge de la gestion des infrastructures économiques qui détermineront la viabilité et donc la durabilité des dispositifs.	

## Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
-------------------	--------------------	--------------------	-------------------

### Observations supplémentaires

La seconde mission de supervision a retenu 8 dossiers prioritaires – dont 6 sur le ProDAF – qui requièrent un suivi rapproché de la part du Programme (CENAT, URGP), du Gouvernement et du FIDA : (i) mobilisation de la contrepartie (ii) finalisation de la planification pluriannuelle des PDE ; (iii) promotion de l'intégration régionale des échanges; (iv) mise en place des partenariats avec les IF pour les mécanismes de financement à coûts partagées ; (v) intégration de la dimension 'mesure des effets et impacts' dans le système de Suivi-Evaluation du ProDAF (AEF, Suivi Environnemental) (vi) établissement de la situation environnementale de référence.

## Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Synthèse/Résultats	Indicateurs clé de performance [1]	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
<b>Objectif principal:</b>			
Contribuer à assurer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et les capacités de résilience aux crises des ménages ruraux des régions de Maradi, Tahoua et Zinder	<input type="checkbox"/> Réduction de l'Indice de pauvreté régionale+ <input type="checkbox"/> Réduction du taux de malnutrition infantile *+ (% enfants en insuffisance pondérale, chroniquement mal nourris et en malnutrition aigüe) (G/F) <input type="checkbox"/> Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ciblés (réduction d'au moins un mois la période de soudure, diversité du régime alimentaire)*+	<input type="checkbox"/> Enquêtes INS, Statistiques nationales <input type="checkbox"/> Rapports UNICEF et PAM <input type="checkbox"/> Enquêtes d'impact SYGRI	Stabilité politique La stratégie d'accélération de l'i3N est opérationnelle et harmonisée avec le PNIA Mécanismes conjoints (Gouvernement du Niger et Partenaires Techniques et Financiers) performants de gestion des crises
<b>Objectif de développement du Programme:</b>			
Augmenter durablement les revenus de 240 000 exploitations agricoles familiales, leur résilience aux chocs extérieurs, dont les changements climatiques, ainsi que leur accès aux marchés locaux, urbains et régionaux des régions de Maradi, Tahoua et Zinder	<input type="checkbox"/> A l'achèvement du programme, 290 000 ménages ont bénéficié des services du programme*+ <input type="checkbox"/> Augmentation en moyenne de 30% de la marge brut additionnelle dans les 190,000 ha de cultures pluviales (mil/niebé de FCFA 36,000/ha à FCFA 46,800/ha) (=) <input type="checkbox"/> Pour l'oignon, une marge brute en moyenne de FCFA 1,7 million/ha dans les 7,500 ha irrigués (=) <input type="checkbox"/> En année 8 du programme, 240 000 producteurs/trices agricoles ont amélioré leur résilience au changement climatique [2]° (=)	<input type="checkbox"/> Rapport INS, i3N <input type="checkbox"/> Enquêtes d'impact SYGRI et complémentaire Effets/impact <input type="checkbox"/> Rapports partenaires et études spécifiques	Les risques éventuels identifiés (baisse des rendements suite à des aléas climatiques ou chocs phytosanitaires et/ou baisse des prix de vente des produits agricoles) restent dans la marge des hypothèses de l'analyse économique et financière
<b>Composante 1: Agriculture familiale durable</b>			
<b>Effet 1:</b> L'émergence d'exploitations agricoles familiales durables permettra aux producteurs ruraux, femmes et jeunes inclus, de diversifier leurs productions, d'augmenter leurs rendements et leurs capacités d'adaptation aux chocs externes, notamment climatiques	<b>Efficacité:</b> <input type="checkbox"/> 240 000 producteurs/trices agricoles ont amélioré la productivité de leurs terres (=) ° <b>(15 519 ménages)</b> <input type="checkbox"/> 30 000 producteurs/trices agricoles bénéficiant d'un accès garanti à l'eau*(=)° <input type="checkbox"/> 30 000 petits éleveurs faisant état d'une augmentation de leur cheptel* (=) <input type="checkbox"/> 1,4 tonne eq CO2/Ha/an séquestrés ou dont l'émission a été évitée° <input type="checkbox"/> 17 500 ménages extrêmement vulnérables ont bénéficié de filets sociaux+ <b>(15519)</b> <input type="checkbox"/> 17 500 ménages extrêmement vulnérables ont amélioré leur accès à des aliments riches et diversifiés	<input type="checkbox"/> Enquêtes d'impact SYGRI et complémentaire Effets/impact <input type="checkbox"/> Rapports partenaires, STD et études spécifiques <input type="checkbox"/> Dispositif analyse économique et financière <input type="checkbox"/> Dispositif EX-ACT de la FAO <input type="checkbox"/> SIG	Conditions climatiques favorables Conditions zoo-phyto-sanitaires favorables Partenariat effectif des différents projets et PTF pour un développement rationnel de la petite irrigation Le système d'alerte précoce au niveau décentralisé est fonctionnel

	<b>Durabilité (après 3 ans):</b> <input type="checkbox"/> 22 groupes d'associations d'usagers de l'eau opérationnels/fonctionnels** <input type="checkbox"/> 3 réseaux régionaux de groupements de femmes MMD sont opérationnels		
<b>Produits:</b>			
1.1 Les aménagements productifs structurants ont accru la gestion rationnelle de l'eau et la fertilité des sols, et ainsi la résilience des exploitations familiales	<input type="checkbox"/> 30 000 ha de bassins versants améliorés par des mesures de préservation des sols et de l'eau** (4590 ha) <input type="checkbox"/> 150 ouvrages de mobilisation des eaux construits/réhabilités+ (par type) (35 seuils de type 1 et 2 + 2 mini barrages en étude) <input type="checkbox"/> 7 500 ha de périmètres d'irrigation aménagés ou remis en état*+ (RAS) <input type="checkbox"/> 2 500 ha d'espaces pastoraux et couloirs de passage aménagés°	<input type="checkbox"/> Rapports prestataires <input type="checkbox"/> Rapports des STD (environnement, hydraulique) <input type="checkbox"/> SIG	Sécurisation foncière préalable aux aménagements et modes de gestion négociés des sites  Capacité d'appliquer les mesures recommandées suite à l'analyse du suivi piézométrique
1.2 Les capacités de production, de post-production et d'organisation des acteurs ruraux sont renforcées	<input type="checkbox"/> 240 000 personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole mieux adaptées au changement climatique** (=) (2169 pers formées sur CEP, 2068 formées sur ACAP et 236 encadrateurs formés CEP + 2362 pers formées sur le CEPD soit 6835 pers au total) <input type="checkbox"/> 190 000 ha ont été aménagés en RNA 900 ha <input type="checkbox"/> 30 000 personnes formées aux méthodes et techniques de production animale (petit élevage) ** (=) 1467 pers formées	<input type="checkbox"/> Rapports des prestataires et des STD partenaires	Accès à des intrants de qualité (engrais, semences) à un prix abordable
1.3 Les femmes sont organisées et leaders pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages	<input type="checkbox"/> 1 350 groupements de femmes (MMD) sont créés/redynamisés <input type="checkbox"/> 100 000 ménages sensibilisés/formés à la sécurité nutritionnelle <input type="checkbox"/> 90 greniers féminins de soudure (GFS) construits/réhabilités+ (RAS) <input type="checkbox"/> 15 360 kits productifs distribués (par type) + (=) (5950 ménages)	<input type="checkbox"/> Rapports des prestataires et des STD partenaires <input type="checkbox"/> SIG	Les GFS sont gérés sans ingérence des communes en charge de la supervision
<b>Composante 2: Accès aux marchés</b>			
<b>Effet 2:</b> Les producteurs valorisent mieux leurs surplus de production agro-sylvo-pastorale en les commercialisant sur des marchés de demi-gros qui approvisionnent les centres de consommation nationaux et marchés transfrontaliers	<b>Efficacité:</b> <input type="checkbox"/> 240 000 producteurs/trices agricoles appuyés utilisent les centres de collecte satellites et/ou marchés de demi-gros aménagés (=) RAS <input type="checkbox"/> 30% d'augmentation des volumes de transaction des produits agricoles sur les 21 marchés réhabilités :	<input type="checkbox"/> SIG <input type="checkbox"/> Bilans des structures de gestion des centres de collecte satellites et des marchés de demi-gros	Echanges commerciaux stables avec les pays de la sous-région dont le Nigéria.  Les institutions financières (SFD, BAGRI, banques commerciales) financent les groupes cibles.

	<input type="checkbox"/> 30% d'augmentation des recettes liées aux marchés perçues par les communes <b>Durabilité (après 3 ans):</b> <input type="checkbox"/> 850 km de routes/pistes rurales en service*+ <input type="checkbox"/> 27 infrastructures de commercialisation, de transformation, de stockage en service* (par type: centres de collecte satellites, marchés de demi-gros)	<input type="checkbox"/> Rapports des prestataires de services <input type="checkbox"/> Analyse économique et financière (suivi des marchés) <input type="checkbox"/> Etudes complémentaires et spécifiques Effets/impact	Les communes assurent la maîtrise d'ouvrage des activités préservant les biens et intérêts communs.
<b>Produits:</b>			
2.1.1 Les plateformes de commercialisation des produits agricoles sont construites dans les zones de concentration des productions	<input type="checkbox"/> 9 plateformes de commercialisation aménagées et/ou remises en état*+ <b>5 plateformes au stade DAO finalisés + 4 MDG dont 2 au stade de DAO finalisés et 2 au stade étude + 5 Maisons de paysans en travaux</b> <input type="checkbox"/> 18 centres de collecte construits/réhabilités + <b>1 centre de collecte au stade DAO</b> <input type="checkbox"/> Valeur des nouvelles constructions qui ont pris en compte les risques climatiques dans leur conception/localisation (Millions Dollars des EU) °	<input type="checkbox"/> SIG <input type="checkbox"/> Rapports des prestataires de services <input type="checkbox"/> PDC/PIA des communes <input type="checkbox"/> Cartes des risques climatiques	Partenariat Public-Privé soutenu par les communes
2.1.2 Les pistes rurales facilitant la circulation dans les PDE (désenclavement des zones de production et accès aux centres de collecte satellites et marchés de demi-gros) sont réhabilitées/ construites	<input type="checkbox"/> 850 km de routes/pistes rurales construites/remises en état*+ <b>55 km en contrat d'étude signé+160 km en signature de contrat d'étude et enregistrement, 120 km en cour de contractualisation et 59 km en phase de présélection du cabinet d'études</b> <input type="checkbox"/> Valeur des infrastructures qui ont pris en compte les risques climatiques dans leur conception/localisation (Millions Dollars des EU) °	<input type="checkbox"/> Rapports des prestataires de services et des STD (DRA/GR) <input type="checkbox"/> SIG <input type="checkbox"/> Cartes des risques climatiques	Fonds d'entretien routier opérationnel
2.2 Les acteurs ruraux (secteur privé et public) utilisent et/ou tirent profit des infrastructures économiques gérées durablement	<input type="checkbox"/> 27 groupes de gestion des infrastructures financées par le programme créés (SARL, Unions de producteurs)* <input type="checkbox"/> 9 réseaux de brigades d'entretien routier liés aux marchés créés et équipés <input type="checkbox"/> 40 groupes de commercialisation créés/consolidés (par type)* <input type="checkbox"/> 4 institutions financières participant au programme* (par type)	<input type="checkbox"/> Rapports des prestataires de services (CRA, CCIAN), des institutions financières et des STD	Une culture d'épargne et de crédit se développe en milieu rural
2.3 Les échanges transfrontaliers sont facilités pour les acteurs des pôles de développement ciblés, pour une plus grande intégration régionale des échanges	<input type="checkbox"/> Un dispositif de suivi des flux transfrontaliers est mis en place <input type="checkbox"/> Un dispositif de suivi des tracasseries routières par corridor est mis en place <input type="checkbox"/> 4 cadres de concertation inter-régionaux et régionaux sont créés/dynamisés	<input type="checkbox"/> Rapports/cartes du CILSS, SIG <input type="checkbox"/> Rapport du prestataire (CCIAN) <input type="checkbox"/> Rapports d'activités des cadres de concertation	Stabilité socio-politique au Nigéria; Absence de crise alimentaire majeure



## Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
Exécution du projet	Inclure dans le PTBA 2017 par anticipation les études pour des URGP travaux prévus en 2018	Lors de l'élaboration du PTBA	Coordonnateurs URGP et partenaires clés.	
	Faire un suivi rapproché du dossier de contrepartie	Immédiat et continu	CENAT	
	Accélérer la validation du document de Planification pluriannuelle et la mise à niveau de tous les cadres du programme	Novembre 2016	ATN/IP	
Produits	Dossiers Prioritaires			
	Opérationnalisation MDG Maradi (PASADEM)			
	Intégration régionale des échanges (AS13)			
	Organiser l'atelier d'échange entre les acteurs du FIDA Niger et Nigéria et identifier les projets partenaires et engager une synergie d'action des deux côtés de la frontière entre le Niger et le Nigéria	20 janvier 2017	CENAT ATN/DP	
	Accélérer la mise en place des dispositifs opérationnels de suivi, CILSS des flux et des pratiques anormales des trois corridors	30 décembre 2017	CENAT ATN/DP	
	Accélérer la mise en place des CTL du corridor Tahoua – Sokoto CMNNC – Zanfara	30 mars 2017	CENAT ATN/DP	
	<b>Mise en place des partenariats avec les IF pour les mécanismes de financement à coûts partagés (ProDAF, AS3 et AS12)</b>			
	Mettre en place un dispositif spécifique pour le financement des MER	Mai 2017	CENAT	
	Renforcer l'implication des URGP dans le suivi des activités de financement à travers les cadres de concertation régionaux (suivi du portefeuille, missions conjointes CRA/RECA, ateliers périodiques, notes de capitalisation)	Mars 2017	Coordo URGP	
	Travailler avec le HCI3N pour s'insérer dans les dispositifs mis en place et participer à leur financement (appuis mutualisés)	Décembre 2016	ATN/FR CENAT	
	Composante A			
	<b>AS1 : Aménagement des bassins versants</b>			
	Capitaliser et disséminer l'expérience de partenariat PAM/FIDA	Immédiat	CENAT/URGP	
	Prévoir un dispositif de mesure des superficies traitées à travers le géo référencement et les outils appropriés	Avril 2017	ATN/SE/RSE	
	Intensifier les travaux de CES/DRS dans les zones qui ont souffert d'une période de sécheresse prolongée	Immédiat	URGP Zinder	

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
	Prendre en compte le regarnis des sites qui n'ont pas un faible taux de reprise des plants			
	Harmoniser le mode de prise en charge du gardiennage dans les trois régions	Immédiat	Trois URGP	
	<b>AS2. Infrastructures de mobilisation des eaux</b>			
	Vérifier l'existence de dossiers d'études au niveau des DRGR et procéder à leur actualisation en vue de permettre la réalisation de seuils courant 2017 dans toutes les régions	Immédiat	Responsables composante A / URGP Tahoua et Maradi	
	Envisager la réalisation de petits périmètres communautaires dans les vallées du Goulbi Kaba, Goulbi Maifarou et du Goulbi Maradi en respectant l'approche PDE	Novembre 2016	Resp comp A / URGP Maradi	
	<b>AS4-AS5</b>			
	Renforcer les activités de sensibilisation/formation dans la lutte intégrée et la gestion des pesticides dans les CEP/CEPM/ACAP	Activité régulière	Resp. Composante A	
	Poursuivre et mettre à l'échelle des activités liées à l'agriculture de conservation dans les CEP/ACAP	Dès la prochaine campagne pluviale	Resp. Composante A /CENAT	
	Valider le rapport de l'étude de référence sur les rendements des spéculations pluviales et irriguées	Décembre 2016	Resp. Composante A/CENAT	
	<b>AS6 : Amélioration du petit élevage et de l'aviculture</b>			
	Mettre au point une note de cadrage plus complète sur les DIPE et la valider à travers un atelier inter URGP regroupant les acteurs clés	Décembre 2016	Resp Comp A, ATN Vet / CENAT	
	Equiper les centres des DIPE en broyeuses et former les bénéficiaires à une meilleure valorisation des fourrages grossiers	Décembre 2016	Resp Comp A, ATN Vet / CENAT	
	Pour le guichet PASADEM, asseoir dans le cadre de l'achèvement, une stratégie de sortie et de durabilité conforme à la note de cadrage pour les 40 DIPE qui seront finalisées	1 <sup>er</sup> trimestre 2017	Resp Comp A – URGP Maradi	
	Prendre les dispositions utiles pour opérationnaliser le SVPP de Matamèye (Région de Zinder) pour la campagne de vaccination 2016 / 2017	Immédiat	Resp Comp A URGP Zinder	
	Instituer un partenariat scientifique opérationnel axé sur (i) l'amélioration de la productivité des races de volailles/petits ruminants ; (ii) sur la connaissance des systèmes de production dans la zone d'intervention du Programme	PTBA 2017	Resp Comp A des URGP	
	<b>AS8 : Leadership féminin et sécurité nutritionnelle</b>			
	Conduire un deuxième cycle d'alphabétisation dans les 20 centres ouverts par le PPI Ruwanmu, en mentionnant clairement les résultats des évaluations de chaque cycle, pour que le résultat 2017 puisse être imputé au ProDAF	Janvier 2017	Assistante LFSA et responsable Composante A URGP Zinder	
	Planifier les ressources pour l'appui aux AGR sur la base : (i) du coût des kits mis en place en 2016 ; et (ii) des coûts de l'activité de formation sur la base de ceux supportés par Swisscontact en 2016, qui en 2017 seront pris en charge par le ProDAF dans le	PTBA 2017	Assistante genre/Responsable Composante A URGP Maradi	

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
	cadre d'une convention avec un opérateur. Dans le cas où un cofinancement sur le modèle de celui avec Swisscontact était possible, le nombre de kits fournis pourra être augmenté			
	Planifier des activités AS12 dans les PDE qui présentent les réseaux MMD les plus mûrs, les informer et accompagner leurs membres qui émergent d'un point de vue économique dans le processus d'accès, gestion et remboursement du crédit	PTBA 2017	Assistante LFSN et responsables de Composante Cdes 3 URGP	
	Mettre en place les kits élevage au profit des ménages vulnérables avant le lancement des DIPE et inclure systématiquement les bénéficiaires des kits parmi les stagiaires.	Premier trimestre 2017	Assistante LFSN, Responsable Composante A	
	Prévoir un suivi des ménages bénéficiaires des kits intrants agricoles par les GACAP	Deuxième trimestre 2017	Assistante LFSN, Responsable Composante A	
	Mener une étude dans les trois régions pour dégager un plan d'action précis pour les activités d'autonomisation des jeunes hommes	Premier trimestre 2017	ATN Sociologue, Assistantes LFSN	
	Composante B			
	<b>AS9. Développement des infrastructures commerciales des PDE</b>			
	Elaborer un dossier de faisabilité de mini AEP pour les MDG de Tessaoua et Sabon Machi et envisager le financement à travers le PTBA 2017 du ProDAF/FIDA	Immédiat	URGP Maradi	
	Prévoir des mini AEP pour les futurs MDG et plateformes dans les cas où il n'est pas possible de les raccorder au réseau d'eau existant	Continue	URGP	
	Assurer la correction des malfaçons sur et autour du hall du MDG de Djirataoua en vue de permettre la réception provisoire dans les meilleurs délais conformément aux conclusions de la rencontre conjointe tenue le 25.10.2016	Immédiat	URGP, bureaux de contrôle, entreprises	
	Renforcer les capacités des URGP et de la CENAT en ressources humaines par le recrutement d'assistants en ingénierie civile	immédiat	MAG/EL - FIDA	
	Prévoir pour les nouveaux MDG la gestion des déchets solides et plastics, ainsi que la gestion des eaux usées	Immédiat	URGP	
	Etudier la possibilité d'utiliser l'énergie solaire comme source d'énergie des MDG, ainsi que la plantation d'arbres dans l'enceinte des MDG	Immédiat	URGP	
	<b>AS10. Construction des pistes rurales</b>			
	Extraire des DAO les tâches de plantation et entretien d'arbres et d'information/sensibilisation sur la sécurité au travail et les confier respectivement aux communautés et aux ONG spécialisées	continu	Bureaux d'études/URGP	
	Intégrer dans les DAO des dispositions contraignantes de sélection et établir une liste des entreprises défaillantes à	continu	MAG/EL et Ministère de l'Equipeement	

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
État d'avancement de l'exécution	écarter des processus de passation des marchés	continu	Bureaux d'études/URGP	
	Tenir compte de la capacité réelle des entreprises pour dimensionner les délais de réalisation des travaux	continu	CENAT/URGP	
	Renforcer le dispositif d'assurance-qualité des études techniques à travers des ateliers de validation des rapports d'étapes des dossiers d'études et des DAO ainsi que la prévision de postes d'homologues représentant le maître d'ouvrage dans les équipes des cabinets chargés des études			
	Pour les nouvelles pistes prévues en zone dunaire, tenir compte de la couche d'assise et la quantifier dans les DAO	continu	Bureaux d'études/URGP	
	<b>AS11 : Gestion des infrastructures commerciales</b>			
	Tenir les réunions mensuelles de coordination des intervenants afin de suivre, par PDE, les interventions et faciliter l'expression des synergies	Immédiat et continu	URGP RC1 et RC2	
	Rapprocher les initiatives de conseil en gestion des CRA (appui du RECA) des suivis effectués avec l'AEF/SE	Janvier 2017	CENAT ATN/SE, ATN/AEF SE URG	
	Fournir un appui technique stratégique en i) GIE et gestion/lancement des marchés (capacités de passage à l'action « <i>agency</i> »); et ii) dispositif et approche d'intervention ( <i>Hadin Gwiwa</i> et autres dynamiques locales : maison du paysan...)	Décembre 2016 - Mars 2017	CENAT ATNS-IP CENAT ATN AEF Resp Comp URG	
	Animer un atelier d'ingénierie sociale avec les partenaires sur la revue des contrats et l'intégration de livrables, détaillant les conséquences pour les URG (rôle respectifs des différents techniciens / composante et des financiers)	15 novembre 2016	CENAT/IP RC1-2	
	Etablir les contrats 2017 (RECA, CRA, AcSSA, fédérations) en tenant compte des livrables par PDE répartis sur un chronogramme	15 décembre 2016	RC1 et 2	
	Prendre en compte les aspects technico-économiques des exploitations agricoles familiales dans les contrats/conventions avec les partenaires (GSC, STD, Fédération...)	Avant l'élaboration du PTBA 2017	3 URG/Composante A	
	Rapprocher le RECA/CRA pour créer une synergie entre le dispositif AEF du ProDAF et le dispositif de Conseil de Gestion à l'Exploitation Familiale (CGEF) appuyés par les autres PTF	Immédiat	ATN-AEF/URGP/CRA	
	Déployer prioritairement le dispositif AEF sur les MDG et	En continue	Resp.Composante B/URGP	

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
Durabilité	les centres de collecte opérationnels afin de disposer de données en temps réel		/ATNAEF/AcSSA et Fédérations	
	Procéder rapidement à une auto-évaluation du dispositif Suivi-Evaluation afin de bien cerner ces insuffisances et proposer des mesures adéquates tant sur le plan stratégique, opérationnel que sur le plan des ressources humaines	Immédiat	ATNSE/RSE	
	Accélérer la formalisation de la convention avec le CNSEE de façon à obtenir la situation de référence à fin 2016	Immédiat	URGP Zinder	
	Charger le CNSEE de renseigner les indicateurs pertinents GRN de l'effet attendu 1 du cadre logique			
	Intégrer dans la convention avec le CNSEE le renforcement de capacités des cadres et opérateurs de mise en œuvre sur le suivi technique des indicateurs	immédiat	CENAT	
	Internaliser le suivi environnemental au sein des URG	En 2017	3 URG	
	Accélérer la réalisation des études de faisabilité technique et schéma d'aménagement des bassins versants	Janv. 2017		
	Commencer le processus de mise en place de l'ACAP dans les villages par un autodiagnostic (établissement de critères locaux de vulnérabilité et division en groupes) ou se référer à l'autodiagnostic déjà mené par les autres partenaires d'exécution du ProDAF	Immédiat et continu	URGP Tahoua Partenaires CEP/ACAP Responsable Composante A	
	Clarifier avec les partenaires d'exécution les destinataires précis de chaque type d'appui à la production agricole et transmettre une information précise dans les villages d'intervention : (i) kits intrants pour les ménages EV ; (ii) ACAP pour les ménages TV ; (iii) CEP sur base volontaire ; (iv) CEP sur base volontaire	Immédiat et continu	Responsable composante A	
	Accorder une subvention de fonctionnement aux GIE sur une période de 6 mois dans le cadre du contrat d'assistance URG RC2 professionnelle du partenaire	Décembre 2016	AcSSA	
Aspects fiduciaires	Conformément aux dispositions de l'annexe3 des clauses particulières de l'accord de financement, au manuel de procédures, planifier l'évaluation du personnel du programme avec des outils harmonisés	31 décembre 2016	ATNS/Coordo	
	Accélérer le processus de recrutement des postes vacants au niveau du programme	31 décembre 2016	URGP Tahoua	
	Mettre en place un mécanisme de suivi, de valorisation et de	Immédiat	RSE/ATN/SE	

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
	comptabilisation des contributions de bénéficiaires en relation avec les responsables techniques			
	Poursuivre le plaidoyer au niveau des plus hautes autorités pour la mobilisation des fonds de contrepartie afin de ne pas entraver certaines activités du programme	Immédiat	ATNS/CENAT	
	Procéder à l'ouverture des comptes d'opérations OFID dans les URGP	Immédiat	CENAT/URGP	
	Accélérer le processus de recrutement des cabinets pour procéder déjà aux audits trimestriels de l'année en cours. Pour les guichets PASADEM et PPI, recruter les cabinets pour l'audit 2016 et de clôture	31 décembre 2016	CENAT	
Autres				

## Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

APPENDICE 4: AVANCEMENT MATERIEL DU PTBA AU 30 SEPTEMBRE 2016								
Activités /Activités structurantes	Indicateurs	Unité	Prévision (PTBA)	Réalisation (PTBA)	TRP* (%)	Cible DCP	Réalisation Cumulée	TRP cumulé (%)
<b>A. Volet Aménagement des Bassins Versants (BV) et mobilisation des eaux</b>								
<b>Activité Structurante (AS) 1: Aménagement BV</b>								
Récupération des terres dégradées	Superficie récupérée	Ha	2604	4 590	176%	9 918	4 590	46%
	H/j mobilisés		1 579 945	1 745 534	110%	6 017 625	1 745 534	29%
	Nbre de conventions signées		8	9	113%	18	9	50%
	Plants produits		345 000	405 498	118%	1 314 021	405 498	31%
	Bénéficiaires touchés		15 250	15 519	102%	58 084	15 519	27%
	Emplois temporaires créés	Nbre	21 944	24 244	110%	83 578	24 244	29%
	Quantité de semences distribuées/épandues		34 054	34 114	100%	129 703	34 114	26%
Traitement des bassins BV contre l'érosion et le ruissèlement	Superficie récupérée	Ha	1184	0	0%	2 500	0	0%
Conception du système de suivi environnemental géo localisé	Nbre de systèmes mis en place	Ff	3	3	100%	3	3	100%
<b>AS2: Infrastructures de mobilisation des eaux</b>								
Mini barrages en études	Nbre	Nbre	2	0	0%	7	0	0%
Seuils d'épandage de type 1 et 2 en Etudes de faisabilités	Nbre	Nbre	35	0	0%	139	0	0%
Réalisation seuils d'épandage type 1 en série	Nbre de seuils réalisés	Nbre	13	0	0%	139	0	0%
<b>B. Volet Aménagement des Bassins de Production (BP): AS3</b>							0	
<b>AS3.1. Petite irrigation</b>								
Microprojets de binômes irrigants liés aux nouveaux bassins de production		Ha	577	332	58%	7 500	332	4%
<b>SC2: Renforcement des capacités des acteurs ruraux</b>								
<b>Volet Amélioration des capacités techniques des Exploitations familiales</b>								

#### APPENDICE 4: AVANCEMENT MATERIEL DU PTBA AU 30 SEPTEMBRE 2016

Activités /Activités structurantes	Indicateurs	Unité	Prévision (PTBA)	Réalisation (PTBA)	TRP* (%)	Cible DCP	Réalisation Cumulée	TRP cumulé (%)
AS4. Adaptation de l'Agriculture pluviale aux changements climatiques								
Mise en place des Champs écoles Paysans (CEP)	Nbre de CEP animés	CEP	74	54	73%	805	54	7%
Mise en place de l'Appui Conseil Agricole Paysan (ACAP)	Superficie faisant objet d'ACAP	Ha	774	900	116%	20 000	900	4%
	kits pour ACAP distribués	Nbre	21 852	22 104	101%	564 651	22 104	4%
AS5. Développement des cultures irriguées							0	
Champs Ecoles Paysans Maraîchers (CEPM)	Nbre de CEMP mis en place	CEPM	249	80	32%	945	80	8%
	Nbre d'apprenants en formation	Nbre	4 249	2 362	56%	28 350	2 362	8%
AS6: Appui au petit élevage								
Mise en place des Démonstrations d'initiative Paysanne en élevage (DIPE)	Nbre de DIPE mis en place	DIPE	95	45	47%	210	45	21%
	Nbre d'apprenants en formation	Nbre	1350	1467	109%	6 300	1 467	23%
AS7: Renforcement organisationnel et institutionnel								
Conventions avec CRA, DRA, COFO et fédérations	Nbre de conventions signées	Nbre	8	10	125%	30	10	33%
AS8: Leadership féminin et amélioration sécurité nutritionnelle								
Appui à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle								
kits semences	Qté de semences distribuées	Kg	15 608	21 220	136%	106 100	21 220	20%
kits engrais	Qté d'engrais distribuée	Kg	48 600	68 800	142%	275 200	68 800	25%
Bénéficiaires touchés	Nbre de ménages touchés	Nbre	5 690	5 950	105%	29 750	5 950	20%
Boutures distribuées	Superficie couverte	Ha	1 645	1 544	94%	6 176	1 544	25%
Alphabétisation des femmes/jeunes	Nbre de centres en animation	Campagne	94	62	66%	360	62	17%
COMPOSANTE 2/ACCES AUX MARCHES								
AS9: Développement des infrastructures commerciales: AS9								
Marchés de Demi-Gros (MDG)	Nbre de MDG construits	Nbre	6	1	17%	16	1	6%
Plateformes de commercialisation	Nbre de plateformes construites	Nbre	5	0	0%	5	0	0%



#### APPENDICE 4: AVANCEMENT MATERIEL DU PTBA AU 30 SEPTEMBRE 2016

Activités /Activités structurantes	Indicateurs	Unité	Prévision (PTBA)	Réalisation (PTBA)	TRP* (%)	Cible DCP	Réalisation Cumulée	TRP cumulé (%)
Centres de collecte (CC)	Nbre de centres de collectes construits	Nbre	1		0%	20	0	0%
Maison du Paysan	Nbre de Maisons de paysans construits	Nbre	9	2	22%	9	2	22%
AS 10: Pistes rurales: AS10							0	
Etude réalisation pistes neuves	linéaire étudié	Km	131	0	0%	773	0	0%
Etude Réhabilitation	linéaire étudié	Km	219	0	0%	264	0	0%
Travaux neufs	linéaire construit	Km	88	0	0%	773	0	0%
Réhabilitation Piste	linéaire réhabilité	Km	28	0	0%	264	0	0%
AS11: Structures de gestion des infrastructures							0	
Conventions avec un prestataire spécialisé pour mise en place structure de gestion (SARL sur MDG)	Nbre de conventions signées	Nbre	3	3	100%	3	3	100%
AS 12: promotion d'activités commerciales au sein des PDE								
Renforcement des capacités des IF		Nbre	3	0	0%	21	0	0%
IF présents dans les PDE	Nbre d'IF disponibles en PDE	Nbre	3	1	33%	21	1	5%
AS13: Intégration régionale des échanges								
Appui à la mise en place de la chambre conjointe		Appui	6	0	0%	11	0	0%
*TRP: Taux de Réalisation Physique								

## Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A : Exécution des obligations de financement par source de financement (en USD) au 30 sept 2016

Source de financement	Approbation (USD)	Décaissements avant DRF/DPD en instance (USD)	% décaissements avant DRF/DPD en instance	DRF/DPD en instance (USD)	Total Décaissements après DRF/DPD en instance (USD)	% décaissements après DRF/DPD en instance
Guichet FIDA 200000001115 & 1116	48 494 855,13	4 670 054,55	9,63%	5 096 809,27	9 766 863,82	20,14%
Don ASAP 20000001117	12 970 527,62	736 726,00	5,68%	662 793,93	1 399 519,93	10,79%
Gouvernement	33 399 650,96	6 807,08	0,02%	-	6 807,08	0,02%
Bénéficiaires	11 138 365,55	-	0,00%	-	-	0,00%
OFID 1683P	15 000 000,00	427 750,00	2,85%	-	427 750,00	2,85%
Guichets supplémentaires FIDA 200001541 & 1542 & suivants					-	
<b>TOTAL</b>	<b>121 003 399,27</b>	<b>5 841 337,63</b>	<b>4,83%</b>	<b>5 759 603,20</b>	<b>11 600 940,83</b>	<b>9,59%</b>

**Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en USD)**

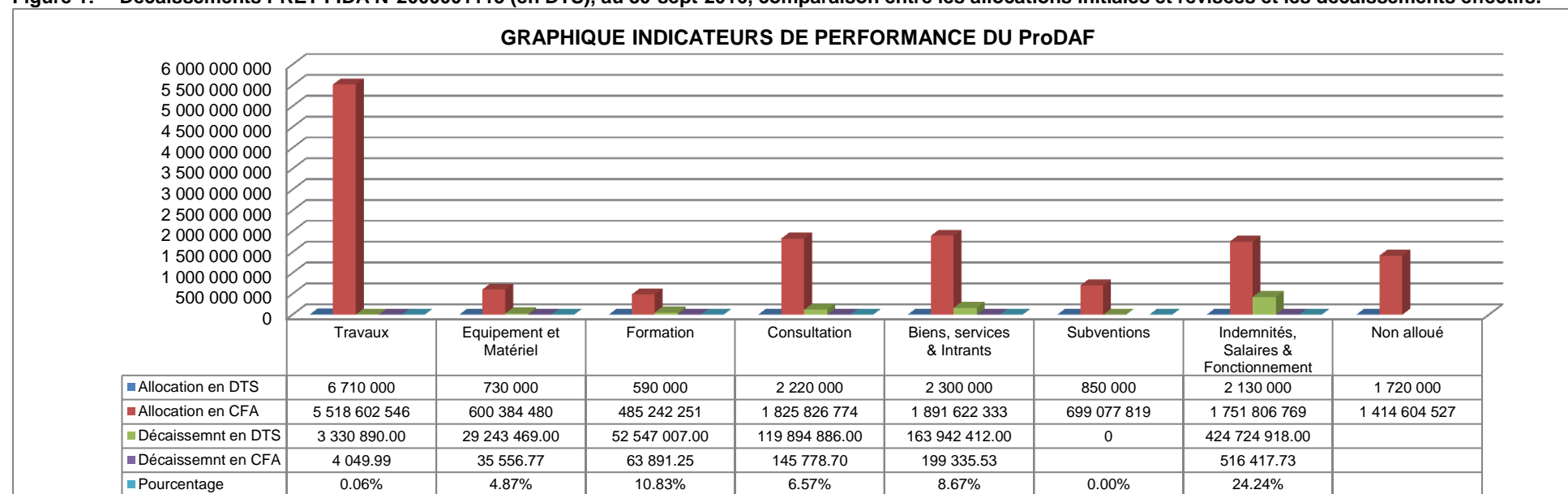
Composantes	FIDA				ASAP				ETAT			
	Montant approuvé (USD)	Montant effectif (CFA)	Montant effectif (USD)	%	Montant approuvé (USD)	Montant effectif (CFA)	Montant effectif (USD)	%	Montant approuvé (USD)	Montant effectif (CFA)	Montant effectif (USD)	%
Compo 1	24 760 455,13	770 559 000	1 541 118	6%	11 487 699,16	327 843 056	655 686	5,71%	14 747 764	-	-	-
Compo 2	17 650 206,40	467 005 454	934 011	5%	-	-	-	-	14 606 531	-	-	-
Compo 3	6 084 193,61	1 097 462 819	2 194 926	36%	1 482 828,46	40 519 928	81 040	5%	4 045 355	3 403 542	6 807	0,2%
<b>Total</b>	<b>48 494 855,13</b>	<b>2 335 027 273</b>	<b>4 670 055</b>	<b>9,63%</b>	<b>12 970 527,62</b>	<b>368 362 984,00</b>	<b>736 726</b>	<b>5,68%</b>	<b>33 399 651,0</b>	<b>3 403 542</b>	<b>6 807</b>	<b>0,02%</b>

OFID				BENEFICIAIRES				TOTAL TOUTES SOURCES DE FINANCEMENT			
Montant approuvé (USD)	Montant effectif (CFA)	Montant effectif (USD)	%	Montant approuvé (USD)	Montant effectif (CFA)	Montant effectif (USD)	%	Montant approuvé (USD)	Montant effectif (CFA)	Montant effectif (USD)	%
-	-	-	-	9 852 407,98	-	-	-	60 848 327	1 098 402 056	2 196 804	3,61%
14 250 000	-	-	-	1 285 958	-	-	-	47 792 695	467 005 454	934 011	1,95%
750 000	250 000 000	427 750	57,03%	-	-	-	-	12 362 377	1 391 386 289	2 710 523	21,93%
<b>15 000 000</b>	<b>250 000 000</b>	<b>427 750</b>	<b>2,85%</b>	<b>11 138 366</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>121 003 399</b>	<b>2 956 793 799</b>	<b>5 841 338</b>	<b>4,83%</b>

**Tableau 5C: Décaissements PRÊT FIDA N°2000001115 (en DTS), au 30 sept 2016**

				Balance							
Cat	Descriptions	Allocations	Allocations	Décaissements	Décaissement	%	En attente		Total	Solde	%
		en DTS	en FCFA	en FCFA au 30/09/2016	en DTS au 30/09/2016		DRF en FCFA	DRF en DTS	En DTS	en DTS	
	Avance de démarrage	-	-	572 151 566,00	696 951,36		1 490 878 294,00	1 812 740,32	2 509 691,68	-	-
1	Travaux	6 710 000	5 518 602 546	3 330 890,00	4 049,99	0,06%	-	-	4 049,99	6 705 950,01	0,06%
2	Equiperment et Matériel	730 000	600 384 480	29 243 469,00	35 556,77	4,87%	-	-	35 556,77	694 443,23	4,87%
3	Formation	590 000	485 242 251	52 547 007,00	63 891,25	10,83%	-	-	63 891,25	526 108,75	10,83%
4	Consultation	2 220 000	1 825 826 774	119 894 886,00	145 778,70	6,57%	-	-	145 778,70	2 074 221,30	6,57%
5	Biens, services & Intrants	2 300 000	1 891 622 333	163 942 412,00	199 335,53	8,67%	-	-	199 335,53	2 100 664,47	8,67%
6	Subventions	850 000	699 077 819	-	-	0,00%	-	-	-	850 000,00	0,00%
7	Indemnités, Salaires & Fonctionnement	2 130 000	1 751 806 769	424 724 918,00	516 417,73	24,24%	-	-	516 417,73	1 613 582,27	24,24%
	Non alloué	1 720 000	1 414 604 527	-	-	-	-	-	-	1 720 000,00	-
<b>TOTAUX</b>		<b>17 250 000</b>	<b>14 187 167 498</b>	<b>1 365 835 148,00</b>	<b>1 660 701,92</b>	<b>9,63%</b>	<b>1 490 878 294,00</b>	<b>1 812 740,32</b>	<b>3 473 442,24</b>	<b>13 776 557,76</b>	<b>20,14%</b>

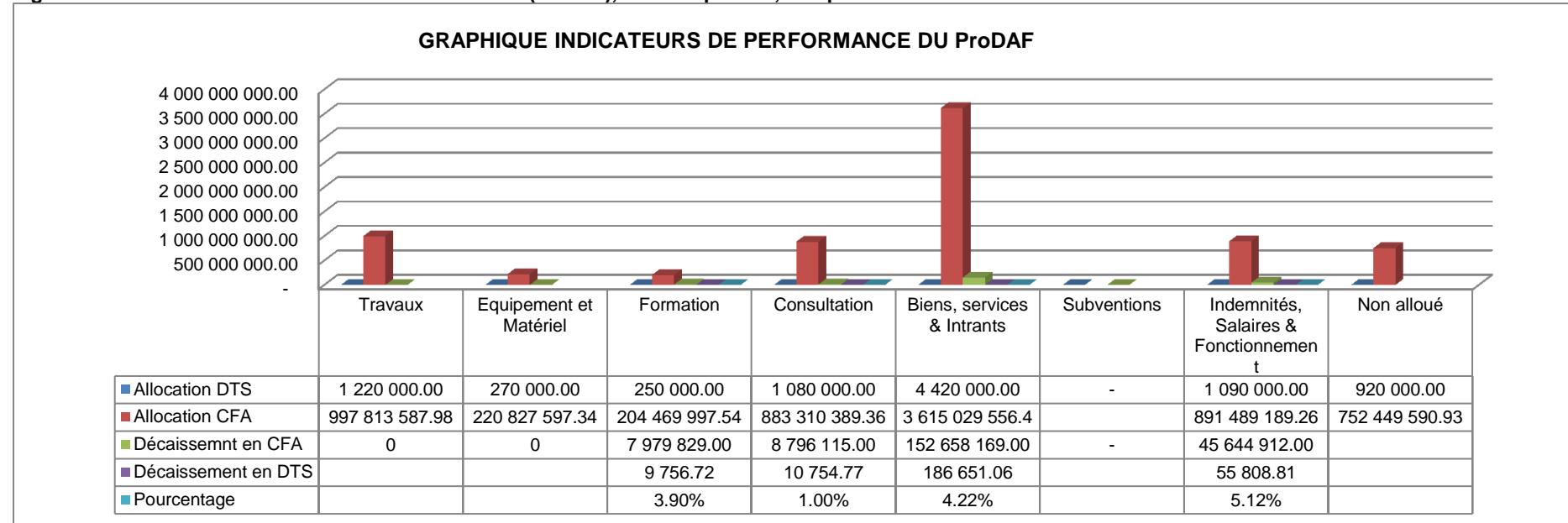
**Figure 1: Décaissements PRÊT FIDA N°2000001115 (en DTS), au 30-sept-2016, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs.**



**Tableau 5C: Décaissements PRÊT FIDA N°2000001117 (en DTS), au 30 sept 2016**

Cat	Description	Balance								
		Allocations	Allocations	Décaissements	Décaissement	%	En attente		Total	Solde
		en DTS	en FCFA	en FCFA au 30/09/2016	en DTS		DRF en FCFA	DRF en DTS	En DTS	en DTS
	Avance démarrage			215 005 875	262 882		386 241 932	472 248	735 130	- 735 130
1	Travaux	1 220 000,00	997 813 587,98	-	-	-	-	-	-	1 220 000
2	Equipement et Matériel	270 000,00	220 827 597,34	-	-	-	-	-	-	270 000
3	Formation	250 000,00	204 469 997,54	7 979 829,00	9 756,72	3,90%	-	0	9 757	240 243
4	Consultation	1 080 000,00	883 310 389,36	8 796 115,00	10 754,77	1,00%	-	0,00	10 755	1 069 245
5	Biens, services & Intrants	4 420 000,00	3 615 029 556,44	152 658 169,00	186 651,06	4,22%	-	0	186 651	4 233 349
6	Subventions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7	Indemnités, Salaires & Fonctionnement	1 090 000,00	891 489 189,26	45 644 912,00	55 808,81	5,12%	-	-	55 809	1 034 191
	Non alloué	920 000,00	752 449 590,93	-	-	-	-	-	-	920 000
<b>TOTAUX</b>		<b>9 250 000,00</b>	<b>7 565 389 909</b>	<b>430 084 900,00</b>	<b>525 853,31</b>	<b>5,68%</b>	<b>386 241 932,00</b>	<b>472 247,69</b>	<b>998 101</b>	<b>8 251 899</b>

**Figure 2: Décaissements DON ASAP N°2000001115 (en DTS), au 30-sept-2016, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs.**



## Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
<b>Section B</b>	i) L'Emprunteur fournit des fonds de contrepartie pour les besoins du projet pour un montant de 33,4 millions de dollars (USD), représentant : i) l'ensemble des droits, impôts et taxes sur les biens et services grevant le Projet pour 18,6 millions ; ii) un montant en numéraires de 14,8 millions ii) L'emprunteur ouvre un compte désigné en F CFA dans une banque acceptable par le FIDA	Démarrage	Fonds de contrepartie au titre des taxes, droits et impôts mis à disposition du projet au fur et à mesure de la validation des demandes d'exonérations. Pour la partie relative à la contribution en numéraires, il n'y a pas eu d'inscription pour le budget 2016	Disposition partiellement respectée
<b>Section C</b>	L'agent principal du Programme est le Ministère de l'Agriculture La date d'achèvement est fixée au huitième anniversaire de la date d'entrée en vigueur			Disposition respectée
<b>Section D</b>	L'accord de financement doit être soumis à la ratification de l'emprunteur	Démarrage	Accord de financement ratifié par l'emprunteur	Disposition respectée
<b>Section 7.02b</b>	L'Emprunteur/le Bénéficiaire ouvre et tient auprès d'une banque ayant l'agrément du Fonds, un ou plusieurs comptes de projet pour les opérations relatives au projet	Démarrage	Un compte désigné à Niamey et 3 sous comptes opérationnels (Maradi, Tahoua et Zinder) ont été ouverts à la BIA Niger	Disposition respectée
<b>Section 7.05</b>	Les marchés de biens, de travaux et de services financés par le financement seront passés conformément aux dispositions de la réglementation de l'Emprunteur/du Bénéficiaire en matière de passation de marchés, dans la mesure où celle-ci est compatible avec les directives du FIDA pour la passation des marchés	Chaque année	Avis Général de Passation des Marchés 2014 transmis au Ministère de l'Agriculture et Plan de Passation des Marchés 2014 et publié au journal Sahel n° 1576 du 24 janvier 2014	Disposition respectée
<b>Section 7.08a</b>	L'Emprunteur/Bénéficiaire ou l'agent principal du projet assure contre les risques l'ensemble des biens et des constructions utilisés dans le cadre du projet selon des montants conformes à de saines pratiques commerciales	Chaque année	Contrats d'assurance tous risques conclus pour les véhicules et le bâtiment utilisé dans le cadre du Projet et assurance maladie pour le personnel du projet	Disposition respectée
<b>Section 7.01.b</b>	La CNC prépare annuellement un programme de travail et de budget transmis au Fonds pour avis de non objection	Chaque année	Le projet du PTBA 2016 a été intégré dans le PTBA consolidé du ProDAF soumis et approuvé en décembre 2014	Disposition respectée
<b>Section 8.03a</b>	Présentation au FIDA, des rapports d'activités (technique et financier) ainsi que le programme d'activités proposé et les progrès escomptés au cours de la période suivante	Trimestriellement	Les rapports trimestriels sont régulièrement envoyés	Disposition respectée
<b>Section 8.03b</b>	Un examen à tiers-parcours doit être réalisé conjointement par l'emprunteur et le FIDA	Non échue		Disposition non échue
<b>Section 9.02</b>	L'Emprunteur remet au Fonds chaque année fiscale des états financiers détaillés des opérations, ressources, et des dépenses relatives au projet	Avril 2017	Les états financiers pour le 1er exercice seront déposés dans les délais convenus	Disposition en cours
<b>Section 9.03</b>	Présentation du rapport d'audit au FIDA	30 juin 2017	Recrutement en cours pour le 1er exercice de 18 mois	Disposition en cours
<b>Section 11</b>	Le projet doit être exempté de tout impôt	Chaque année	Les paiements sont faits nets de tout impôt	Disposition respectée

## **Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation**

### **Processus participatif d'identification des pistes**

Le ProDAF compte réaliser/réhabiliter plus 850 Km de pistes rurales durant les huit ans de vie du programme. Dans le cadre de la réalisation de ces pistes, l'identification des tronçons constitue une phase décisive. Dans ce sens, une démarche participative impliquant tous les acteurs concernés (services techniques, populations bénéficiaires, autorités) qui doit servir d'école a été expérimentée par l'URGP de Zinder. Elle a permis la sélection et la validation de 11 tronçons. Cette démarche est déclinée en 4 étapes suivantes ;

- La réactualisation de la liste des tronçons initialement retenus dans le cadre du schéma directeur régional en 2014 ;
- L'établissement des critères de sélection des tronçons avec l'approche PDE comme référence ;
- L'organisation des missions terrain de vérification des tronçons et leur validation par les populations ;
- Et l'organisation d'un atelier régional de validation des tronçons retenus.

### **La réactualisation de la liste des tronçons retenus par le schéma directeur régional en 2014**

Dans le cadre de la mise en œuvre du Dispositif du Volet Piste Rurale (DVPR) du programme FIDA-Niger, un schéma directeur régional des pistes a été établi en 2014 et qui comporte principalement la plus part des tronçons importants de pistes à réaliser par ledit programme. La liste des tronçons de pistes retenue par ce schéma directeur régional a nécessité une réactualisation du fait de l'évolution de certains facteurs déterminants de la période de leur identification à cette date (situation du terrain et probabilité de financement de certains tronçons par des intervenants de la région).

### **Les PDE au cœur des critères de sélection des tronçons**

Quatre (4) critères pertinents ont été retenus pour sélectionner les tronçons de pistes devant faire l'objet de financement par le ProDAF qui sont les suivants :

- (i) Intérêt et lien au Pôle de Développement Economique;
- (ii) Interconnexion au réseau existant;
- (iii) Faisabilité technique;
- (iv) et appréciation du linéaire.

### **Des missions terrain de réflexion et de vérification avec les acteurs concernés**

Pour vérifier les critères au niveau des tronçons validés à l'issue du schéma directeur régional, des missions sur le terrain ont été conduites par l'équipe de la composante B de l'URGP/Zinder en collaboration avec les représentants des directions régionales du Génie Rural et de l'équipement de Zinder, les représentants des Directions départementales concernées du Génie Rural et l'équipement et les communes bénéficiaires.

Au niveau de chaque commune des séances de travail ont été organisées pour partager les propositions des tronçons et s'assurer de la prise en compte du désenclavement effectif des bassins de production et ainsi que leur connexion aux marchés.

### **Un atelier régional de validation des tronçons**

Enfin un atelier régional (ayant regroupé les principaux acteurs (Gouvernorat, Conseil Régional, projet, Services techniques concernés), a été organisé pour valider ces différents tronçons. A noter que cet atelier fait suite à la tenue par les différentes Mairies concernées par les tronçons des pistes, des sessions extraordinaires des Conseils communaux afin de confirmer officiellement leur adhésion aux sites retenus.

Les Directions régionales et départementales du Génie Rural et de l'Équipement ont été des acteurs clés et actifs du processus d'identification et de vérification des tronçons. Elles ont participé à toutes les étapes du processus, du démarrage avec la mission d'information à la fin avec l'atelier régional.

En résumé le processus participatif d'identification des tronçons à réaliser/réhabiliter impliquant les services techniques de l'État, les autorités régionales, les collectivités territoriales et les communautés bénéficiaires est gage d'une appropriation et pérennisation des ouvrages.

## **Gestion des savoirs, communication et apprentissage**

### **Outils et initiatives développés**

En matière de gestion des connaissances et communication, le ProDAF a développé plusieurs supports, outils et initiatives dont on peut noter entre autres :

- (i) Une communication de haut niveau sur le ProDAF à l'intention des Autorités et des PTF au niveau national
- (ii) Une communication au niveau régional sur ProDAF et l'approche marché de demi gros comme pilier central de l'approche PDE
- (iii) La valorisation des groupements paysans de services formés par le PPI RUWANMU, le PASADEM et d'autres partenaires pour l'encadrement des producteurs vulnérables en matière de vulgarisation des bonnes pratiques agricoles
- (iv) La conception de divers supports de visibilité composés de kakemonos, banderoles, posters valorisés dans le cadre de divers ateliers et fora.

L'équipe du programme a participé au forum régional des projets FIDA à Abuja et au Colloque international sur la préservation et l'utilisation des systèmes oasiens organisé par l'Université de Niamey.

On peut aussi noter l'organisation des séances d'information /sensibilisation au niveau des PDE de la région en partenariat avec la coordination régionale de l'initiative 3 N et les conseils régionaux.

A l'instar de l'URGP de Maradi et pour mieux documenter les interventions des projets FIDA au Niger, les URGPs de Tahoua et de Zinder sont en train d'opérationnaliser leur centre de documentation dans l'enceinte de leur siège. Ces centres devront permettre l'archivage et l'exposition des différents documents produits destinés à la consultation par le public externe, notamment les: jeunes étudiants, lycéens et autres acteurs de développement. Dans ce cadre, une visite d'échange a été effectuée par l'Assistant SE de l'URGP à Maradi ; ce qui a permis d'élaborer un plan d'opérationnalisation de la salle de documentation du ProDAF/ URGPs de Zinder basé sur les leçons apprises de celle de Maradi.



## Appendice 8: Analyse économique et financière

### I. INTRODUCTION

1. **Généralités.** Dans le cadre de la deuxième mission de supervision du ProDAF, mission qui marque la fin de la première année de mise en œuvre du projet, la nécessité de réévaluer l'Analyse Economique et Financière (AEF) faite lors de la conception du projet en réexaminant les hypothèses et modèles mises en avant, s'est imposée. L'objectif de cette appendice est de confronter les hypothèses, résultats et grandes conclusions de l'analyse précédemment faite avec les données réelles liées à la mise en œuvre du projet du point de vue des bénéficiaires (exploitations agricoles et marchés) participant au programme (analyse financière), et au niveau de l'économie nationale dans son ensemble (analyse économique). Etant donné que l'analyse financière au niveau des ménages ruraux bénéficiaires du programme vise à fournir des éléments d'appréciation de l'impact des activités cofinancées par le programme sur les revenus (marges brutes/nettes), la mission a essayé de procéder à l'examen des comptes d'exploitation et de résultats sur les activités de production agricole et de commercialisation de l'année en cours permettant d'évaluer l'impact des activités du programme sur l'amélioration de ces marges après le premier PTBA.
2. **Objectifs de cette analyse.** Initialement, il faut attendre la fin d'un programme avant de confronter l'Analyse Economique et Financière Ex-ante à l'AEF Ex-post du programme. Mais depuis lors le suivi continue des performances économiques et financières est devenue une exigence du FIDA ce qui demande que cette analyse soit systématique à chaque étape de la mise en œuvre du programme.
3. **Démarche méthodologique.** De manière générale la méthodologie adoptée par la mission consiste à confronter d'une part les hypothèses de départ dans le DCP à la réalité et appliquer d'autre part la démarche « sans projet » et « avec projet » sur quelques études de cas afin de dégager les tendances pour bien orienter la mise en œuvre du projet. Il convient de rappeler que les investissements structurants du ProDAF ne sont pas encore opérationnels. Ainsi il paraît évident et clair que pour l'instant l'analyse économique et financière ne pourra se limiter qu'à la vérification des hypothèses. Afin de permettre au ProDAF ainsi que le FIDA à disposer de quelques éléments d'appréciation de la performance économique et financière des exploitations agricoles autour des infrastructures opérationnelles plus ou moins semblables à ce que le projet se propose de faire, quelques cas pratiques ont été identifiés et les données collectées ont permis de faire une esquisse d'analyse. Par ailleurs, en vue d'anticiper sur les éléments à prendre en compte dans la démarche conceptuelle d'AEF pour les OME et pistes rurales, la mission a capitalisé les résultats des investissements similaires (Mini-barrage, seuils) d'autres projets dans la zone d'intervention du ProDAF à Tahoua (Mini-barrage Alibou El hadj, seuil d'épandage de Founkoye et de Sabara dans la commune de Tajae) et Zinder (Mini-barrage avec AHA de Kassama).

### II. ANALYSE FINANCIERE

#### A. Remarques Préliminaires

4. **Dispositif AEF et son intégration dans le Système S&E :** dans le cadre de la systématisation de l'approche AEF dans la dynamique de mise en œuvre du programme, un dispositif de collecte des données censé produire en temps réel des données techniques, économiques et financières sur les investissements réalisés a été lancé au démarrage du ProDAF. La mission de supervision constate que ce dispositif est globalement dans une phase avancée dans sa mise en place avec des degrés différents d'une région à l'autre. Depuis l'atelier de Tahoua de Juin 2016 qui consacre le lancement de ce dispositif, l'assistant technique en charge de ce volet a conduit des formations spécifiques pour permettre aux cadres du ProDAF (au niveau des URGP) et aux partenaires de mieux comprendre le dispositif. Un guide méthodologique a été ensuite élaboré par l'ATN/AEF afin d'aider les différentes parties prenantes à vite intégrer le dispositif dans leur mode de

fonctionnement au quotidien. A Zinder, l'état de mise en place est avancé parce que non seulement le partage d'outils et les formations ont été faits mais aussi les 400 exploitants qui doivent faire l'objet de suivi continu tout au long de la mise en œuvre du programme sont identifiés et les enquêtes auprès de ces exploitants pour établir la situation de référence de leur marge sont faites et actuellement les données sont en cours de compilation. A Maradi et Tahoua, le dispositif est mis en place, l'établissement de la situation de référence comme souhaité n'a pas encore été faite ni les enquêtes, les préparatifs sont en cours pour la réalisation de ces enquêtes. Nonobstant le travail louable déjà fait, il faut souligner que des efforts complémentaires sont nécessaires pour opérationnaliser le dispositif et l'intégrer de façon systématique dans les cahiers de charges tous les acteurs (ProDAF : URGAP/CENAT, Partenaires de mise en œuvre : AcSSA Afrique Verte, CRA, GSC, Fédérations, etc.).

5. **Les revenus des ménages ruraux de la zone du ProDAF en situation de référence.** La situation de référence établie autour des 1200 exploitants agricoles est en cours de réalisation dans les trois régions couvertes par le ProDAF. Ainsi les données du DCP relatives aux revenus des ménages, restent valables à cette étape de la mise en œuvre du projet. Il faut rappeler que lors de la conception du programme, les données issues des enquêtes du projet PASADEM concernant les revenus ont servi de base pour les estimations. A cause du fait qu'aucune situation de référence n'a été établie pour le PASADEM, ces données peuvent avoir quelques biais. Néanmoins, sur un échantillon de 300 ménages, des tendances sur les revenus annuels qu'auraient dégagés les bénéficiaires du PASADEM en 2013-2014, sont: (i) 39 416 FCFA en moyenne pour l'ensemble des ménages, (ii) 9 920 FCFA pour les ménages « extrêmement vulnérables », (iii) 10 930 FCFA pour les ménages « très vulnérables », (iv) 37 625 FCFA pour les ménages « moyennement vulnérables » et, (v) 62 540 FCFA pour les ménages « peu vulnérables ».

## **B. Activités Agricoles**

6. **La rentabilité financière des exploitations agricoles.** L'analyse faite dans le DCP reste d'actualité à cette étape de sa mise en œuvre du ProDAF car la première campagne qui fait suite aux appuis du projet n'a pas encore été évaluée.
7. **Les prix financiers.** Ces prix relatifs aux intrants agricoles, à la main d'œuvre et aux produits agricoles restent quand même stables globalement. En effet tout au long de cette première campagne agricole, aucun choc exogène de nature à créer des déséquilibres conjoncturels n'a été constaté. Ainsi donc la loi du marché (offre et la demande) reste le seul maître du jeu en matière de la fixation des prix.
8. **Le rendement des cultures.** En termes d'appui-conseil agricole aux paysans (ACAP), environ 2 068 paysans bénéficiaires (36% de femmes) ont été suivis par 236 encadrants GACAP eux-mêmes formés par les DRA<sup>8</sup>. Ce dispositif basé sur la formation-visite a permis l'installation de petites parcelles représentant une superficie totale de 900 ha conduites selon le modèle des bonnes pratiques agricoles (BPA). Si les effets sont réels grâce aux visites des sites, de façon chiffrée et quantitative, aucune donnée précise ne pourra à cet instant permettre un test objectif des hypothèses de rendement des cultures avancées dans le DCP afin de réviser les modèles. Actuellement, Une étude de référence sur la situation des rendements des principales spéculations agricoles concernant les trois zones d'intervention du programme a été réalisée dont le rapport n'a pas encore fait l'objet d'une validation
9. **Les indicateurs du cadre logique.** Ces indicateurs liés à la mesure de l'impact financier et économique des exploitants bénéficiaires des investissements sont imbriqués les uns avec les autres. Le taux de rendement conditionne le revenu brut et la donc la marge nette des exploitants.

Compte tenu de la difficulté de disposer des données réelles relativement au rendement des cultures parce qu'il paraît trop tôt étant donné l'étape de mise en œuvre du projet. L'hypothèse des 30% d'accroissement est toujours valable.

---

<sup>8</sup> Tiré de l'aide-mémoire de la deuxième supervision du ProDAF 10-28 Octobre 2016.

Tableau1 : Hypothèse d'accroissement de rendement

Cultures	Rendement (Kg/ha)			Augmentation
	"Sans Projet"	"Avec projet"		
		Estimation	Réelle (fin 2016)	
Céréales				
Mil en culture pure	385	501	N/A	30%
Mil en association	336	437	N/A	30%
Sorgho en association	162	211	N/A	30%
Légumineuses				
Niébé en association	137	178	N/A	30%
Arachide en association	252	328	N/A	30%
Maraîchage (Cultures irriguées, nouveaux AHA)				
Tomates	N/A	18 800	N/A	*
Choux	N/A	12 100	N/A	*
Patates douces	N/A	18 100	N/A	*
Cannes à sucre	N/A	28 100	N/A	*
Oignon (irrigué)	N/A	24 100	N/A	*

10. **Budget pour les cultures pluviales et maraîchères.** Le dispositif AEF qui a été déployé au niveau des acteurs ne permet pas au passage de la mission d'avoir les données nécessaires pour établir cette situation. Ainsi dans le dispositif, **Le produit brut** est la valeur de la production totale à l'hectare valorisée au prix au producteur en vigueur dans les zones de production, **Les charges d'exploitation** correspondent aux dépenses effectuées par l'exploitant pour l'acquisition des intrants (semences, engrais, produits phytosanitaires) et le fonctionnement des équipements d'irrigation pour le maraîchage. Les amortissements n'ont pas été pris en compte dans les budgets de culture. La main d'œuvre familiale et salariée a été considérée dans les charges d'exploitation; **la marge brute (ou revenu brut)** d'exploitation est calculée à partir de la valeur de la production (le produit brut) moins les charges d'exploitation.
11. **Les résultats par catégorie de ménages.** A défaut d'une enquête visant à mesurer l'impact du projet au niveau de ces ménages catégorisés en fonction de leur vulnérabilité, on ne pourra véritablement avancer des chiffres étant donné qu'on est à 13% à peu près de parcours dans la mise en œuvre du programme et que les premiers comptes d'exploitation réels n'ont pas encore été faits. Ainsi les revenus des ménages tels que contenus dans le DCP sont valables.
12. **Les indicateurs de rentabilité.** Les analyses du DCP sont toujours valables. Les taux de rentabilité interne (TRI) et les valeurs actuelles nettes (VAN) calculés en intégrant l'investissement montrent que les modèles sont rentables avec des VAN positives et des TRI situés entre 12% et 22%. Les modèles les plus diversifiés (mil/sorgho/niébé) apparaissent comme étant les moins rentables sur le plan financier mais répondent davantage à une stratégie de gestion du risque de la part des petits producteurs.
13. **Le cas du maraîchage.** Dans le DCP, sur les 2 465 ha de sites aménagés dans les vallées (295 ha aménagés autour des 7 mini-barrages et 100 ha autour des 4 mares) et les 2 500 ha additionnels équipés (micro-projets de PI additionnels), les ménages dégageront une marge brute située entre 267 500 et 433 500 FCFA (sur la base d'une hypothèse de 0,25 hectare par ménage et d'une augmentation progressive des rendements). Ces résultats montrent que le ménage pourra faire face aux charges supplémentaires requises pour la mise en œuvre des itinéraires techniques améliorés et dégager un revenu additionnel significatif pour subvenir à d'autres dépenses courantes. Le ProDAF a programmé appuyé les exploitants pour les cultures de contre-

saisons de la campagne 2016, donc il faut la fin de cette campagne pour pouvoir se prononcer sur ces hypothèse et résultats estimatifs du DCP.

### C. Autres Micro-projets

14. **Eleavage caprin et volaille.** En effet dans le DCP, les prévisions ont été faites par rapport au petit élevage comme une source génératrice de revenu. Dans le réel quelques actions sont en cours et n'ont pas atteints le seuil nécessaire pour qu'on mesure la variation de revenu. En ce qui concerne les Démonstrations d'Innovation Paysannes en Elevage (DIPE), Le ProDAF a assuré la mise en place et l'opérationnalisation de (i) 45 nouveaux DIPE dans les trois régions pour 100% de réalisation physique sur le PTBA. En ce qui concerne les Démonstrations d'Innovation Paysannes en Elevage (DIPE), Le ProDAF a assuré la mise en place et l'opérationnalisation de 45 nouveaux DIPE dans les trois régions pour 100% de réalisation physique sur le PTBA<sup>9</sup>.
15. **Services Vétérinaire Privé de Proximité (SVPP).** Concernant la mise en place des SVPP dans le cadre du ProDAF, une note de cadrage stratégique a été élaborée par le Programme et en cour de finalisation et les dispositions sont en cours pour l'installation d'un SVPP à Zinder dans le PDE de Doungou et renforcer les capacités de ceux existants dans la région de Maradi. Par conséquent, il paraît très tôt de se prononcer sur les compte d'exploitation.

Rubriques	Unité	Montant	
		Prévision (DCP)	Réel (2016)
Investissements	FCFA	2 545 000	N/A
Charges totales	FCFA	31 158 102	N/A
Total recettes	FCFA	48 326 428	N/A
<b>Marges brute/an</b>	<b>FCFA</b>	<b>17 168 326</b>	<b>N/A</b>

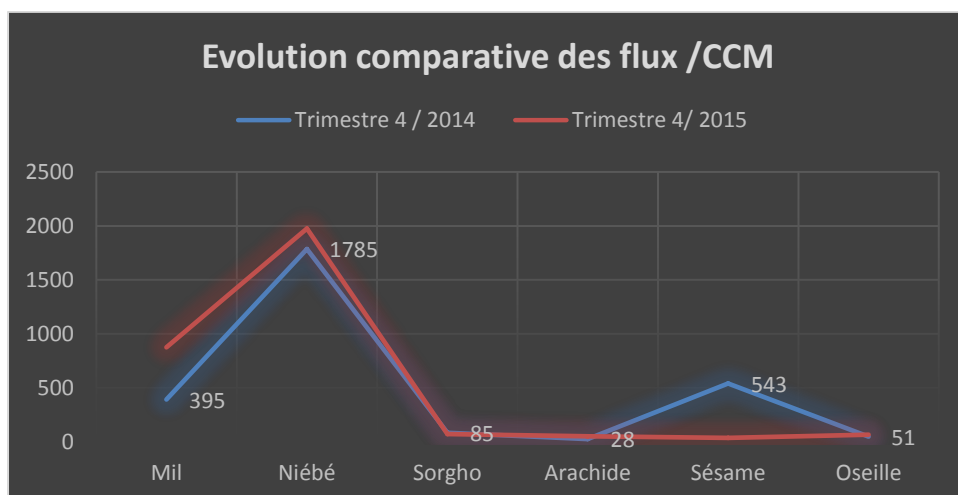
### D. Commercialisation

16. **Remarques préliminaires.** Les infrastructures de commercialisation sont effectivement déterminantes dans la réussite du ProDAF. La deuxième mission de supervision note que l'ingénierie sociale stratégique conduite par les CRA avec un appui stratégique du RECA a repris tous les sites (en phase 2 en 2016) sur lesquels les projets PASADEM et Ruwanmu avaient initié ce processus autour des *Hadin Gwiwa*. Dans les sites (8) identifiés pour passer en phase 3 en 2017 (lancement de l'ingénierie civile), l'ingénierie sociale opérationnelle a été initiée par l'ONG AcSSA. Des voyages d'études des parties prenantes des PDE de Zinder et Tahoua sur les PDE de Maradi ont permis de tirer profit de l'expérience acquise : plan des marchés, émergence des GIE, PPP local mairie-GIE.
17. **La source des données.** Dans le but de réactualiser les données du DCP qui sont en lien avec les infrastructures de commercialisation et leur fonctionnement, la mission constate qu'en dehors des centres de collecte satellite de la région de Maradi financé sous le guichet PASADEM, les autres tels que les marchés demi-gros et bien d'autres ne sont pas encore en phase opérationnelle. Sur les trois (03) marchés demi-gros qui ont été construits, celui de Djiratawa qui est pratiquement en phase d'opérationnalisation, et les deux autres (Sabon Machi et Tessaoua) sont en cours de construction. Les infrastructures pour le MDG de Djiratawa sont en place et le système de gestion en cours d'installation mais les opérations ne sont pas encore effectives sur ce marché. Les données collectées lors des échanges d'AcSSA Afrique Verte avec les acteurs partie prenante du marché (Hadin Gwiwa/GIE, les autorités municipales...) ont permis d'établir un compte d'exploitation prévisionnel du GIE (structure de gestion du marché). Les comptes d'exploitation financiers des différentes parties prenantes du PDE (producteurs, collecteurs, manutentionnaires, commerçants/ demi-grossistes,...) ne peuvent dès lors être construits sur la base des données réelles. Les volumes échangés sur le marché dans les scénarii « avec » et « sans » projet qui ont été évalués sur la base du nombre de camions, petits véhicules et charrettes chargés et déchargés dans le DCP reste valable parce qu'on ne peut pas le confronter à la

<sup>9</sup> Tiré de l'aide-mémoire de la deuxième supervision du ProDAF 10-28 Octobre 2016.

réalité. Ainsi, la rentabilité financière attendue de 4 marchés « types » dans lequel le programme investira dans les régions de Zinder (marché de Bandé, pour la canne à sucre; marché de Guidimouni pour les productions maraîchères), Tahoua (marché de Dogueraoua pour les tomates) et Maradi (marché de demi-gros de Tessaoua) ne peut pas être réévalué à ce jour. Il faut rappeler que la situation de référence des différents marchés en vue est en cours de réalisation.

18. **Etude de cas du marché de Djiratawa.** Pour l'heure étant donné, le non effectivité de la situation de référence dans la zone d'implantation de ce marché, il sera difficile d'aborder l'analyse dans le sens de tous les acteurs du marché. En revanche, dans le DCP, il est prévu que la structure de gestion du marché soit une SARL avec la participation des autorités municipales. Mais les dernières évolutions depuis le début de la mise en œuvre du projet prouvent que la formule finalement retenue est un GIE. Sur la base des données collectées sur le terrain à travers les échanges avec les structures chargés de suivre ces investissements (AcSSA Afrique Verte).
19. Le compte d'exploitation établi sur une base prévisionnelle montre que le GIE du marché de demi-gros de Djiratawa dégagera un résultat net variant de 23 300 571 FCFA en 2017 à 45 918 704 FCFA en 2019. En considérant le coût de construction du marché sans terrassement, qui est de 452 487 692 FCFA, le taux de rentabilité économique (TRE) moyen sur les trois ans est de 11% ce qui veut dire de toute évidence, que 100 F investi dans le marché de Djiratawa génère 11F. Ce taux est supérieur au taux de rémunération de l'épargne dans les banques commerciales au Niger qui tourne généralement autour de 3,5 à 4%.
20. **Etude de cas d'un centre de collecte satellite.** Le centre de collecte de Majirgui a été construit par le guichet PASADEM (FIDA) en 2014. D'un coût global de 30 millions, ce site couvre 1 ha de superficie et est constitué par un magasin de stockage de produits agricole d'environ 50 tonnes, d'un magasin de stockage de semences, 1 magasin des produits phytosanitaires, 1 hangar de transaction, deux aires de conditionnement, et deux blocs sanitaires. Le centre est opérationnel depuis 2014. Une analyse comparative des flux entre le dernier trimestre de 2014 et le dernier trimestre de 2015 montre une **augmentation de 26% en moyenne**. Il faut noter que cette variation dépend du type de spéculation et d'autres paramètres endogènes à la production.



- Gestion du centre. Le site est géré par l'Union d'OP Innouwa appuyée par la fédération Albichirinku Manoma de Tessaoua. Ce site a été construit avec comme perspective d'alimenter le marché de demi-gros de Tessaoua mais actuellement, seulement 60% des flux atteignent Tessaoua les autres destinations étant Niamey et Tahoua. Les principales spéculations sont : le mil, le niébé, le sorgho, l'arachide, le sésame et l'oseille.
- Le Hadin Gwiwa et les parties prenantes ont bien joué leur rôle notamment en matière de négociation avec les commerçants pour une transparence des prix sur le marché. La diffusion des prix du marché local comporte plusieurs avantages pour tous les producteurs. Cette

transparence des prix améliore de façon significative la capacité des producteurs à négocier un juste prix pour leurs produits, et à bien répartir leurs ventes dans le temps pour optimiser leur mise en marché ».

- ProDAF va consolider à travers le même dispositif, ce qui va permettre de faire des analyses pour mieux comprendre la dynamique du marché local, connaître les valeurs de vente à long terme et, par l'entremise d'historiques, suivre l'évolution des prix et des bases de prix. Les producteurs ont ainsi la possibilité d'être bien informés sur les conditions locales avant de prendre de décisions de vente.
- Les acteurs du centre :

<b><u>Acteurs</u></b>	<b><u>Nombre</u></b>	<b><u>Avantages économiques du centre/acteur</u></b>
<b><u>Les producteurs</u></b>	Ils sont au nombre de 418 repartis en 22 OP	Le centre de collecte a créé un effet multiplicateur sur l'activité des producteurs qui demeurent les premiers bénéficiaires du projet (l'intensification et la diversification de la production...). En effet grâce au centre de collecte, les producteurs ont amélioré leur capacité de négociation et arrive à avoir un prix plus rémunérateur pour leur produit. A titre d'exemple si on considère un village de la commune où il n'y a pas le centre le prix de la tia du mil varie de de 300à 325 F alors qu'au niveau du centre le prix varie entre 400 et 410F. Du coup <b><u>les producteurs améliorent leur revenu de 23% grâce au centre.</u></b> Les informations sur les prix circulent normalement ce qui permet aux producteurs de ne plus être victimes d'asymétrie d'information.
<b><u>Les intermédiaires</u></b>	NA	Les intermédiaires sur le centre de collecte gagnent entre 300 et 500 F/sac pour le niébé et 200 F/sac pour les autres céréales. Si tous les 40 450 sacs de niébé et 63 973 sacs des autres céréales qui ont transité à travers le centre de collecte en 2015, ont été collectés par les intermédiaires, ces derniers auraient dégagé une marge totale d'un peu moins de 29 millions de FCFA.
<b><u>Les dockers/Charretiers</u></b>	NA	Les dockers gagnent 50 F sur chaque sac de céréales. Les charretiers quant à eux perçoivent 100F pour chaque sac transporté du village jusqu'au centre.
<b><u>Les transporteurs</u></b>	NA	?
<b><u>Les commerçants</u></b>	15	Généralement les commerçants stockent les céréales soit pour le vendre à des prix rémunérateurs ailleurs. S'ils vendent au marché de Tessaoua situé à 25 km du centre de collecte, la marge moyenne est de 25F/tia.
<b><u>La Mairie</u></b>	1	La mairie perçoit sur chaque sac vendu dans le centre de collecte 50F. Ces percepteurs viennent sur les lieux les jours de marché pour collecter cette redevance. En 2015, le montant global de ces prélèvements s'élève à 5 221 150 FCFA.

21. **Structure de gestion du CCS.** Sur la base des données primaires collectées auprès d'acteurs qui animent le centre de collecte, nous constatons que le centre produit effectivement de la richesse c'est ce que traduit le Valeur Ajoutée qui est de plus de trois (3) millions soit 95% des recettes. A cause du volume faible des charges salariales, l'EBITDA ou le « Gros Operating Surplus » est élevé. En posant l'hypothèse selon laquelle l'infrastructure s'amortira en 25 ans on aura théoriquement une dotation annuelle aux amortissements de 1,2 millions ce qui ramène le résultat net à 1,67 millions. Le Cash-Flow du centre devra permettre un fonctionnement normal.
- Il faut souligner que l'autre aspect très positif c'est la diversification des sources de revenus du centre, ce facteur clé de succès s'il est renforcé pourra permettre d'assurer la durabilité et la pérennité des investissements.
  - L'autre élément à souligner c'est la relation entre la Marie et le centre de collecte. L'union qui gère le centre est certes en bon terme avec la mairie ce qui fait que la municipalité leur a confié la gestion du magasin de stock de sécurité alimentaire de plus de 70 tonnes ainsi que le magasin de la CAIMA. Néanmoins, les prélèvements qui représentent quatre (4) fois les gains du centre ne sont pas institutionnalisés et pour le moment aucun texte ne clarifie les rapports.

### III. ANALYSE ECONOMIQUE

#### A. Remarques Préliminaires

22. **Dans le contexte actuel** des choses, l'analyse économique du projet qui considère l'intérêt national et porte sur le programme dans son ensemble afin de calculer la rentabilité globale des investissements affectés aux infrastructures rurales et à l'amélioration durable de la production agricole et animale ne pourra être effective vu le niveau de mise en œuvre des activités du projet. Ainsi, l'analyse économique dans le DCP qui a été effectuée sur la base du calcul du cash-flow additionnel en considérant la situation sans programme et la situation avec programme sur une période de 20 ans ; reste d'actualité.

#### B. Bénéfices économiques liées à la réhabilitation et la construction des pistes

23. **Constats.** La deuxième mission de supervision révèle que la réalisation des pistes rurales n'est qu'à la phase d'étude. Ainsi, les études de pistes concernent : (i) 160 km sur guichet OFID/ProDAF dans les 3 régions, (ii) 120 km sur guichet ProDAF/FIDA dans la région de Tahoua (initialement prévu sur PAMIRTA) et (iii) 114 km dans la région de Zinder sur guichet ProDAF/FIDA. Les niveaux d'avancement de ces projets sont : (i) signature et enregistrement du contrat pour les 160 km, (ii) contractualisation en cours pour les 120 km et (iii) contrat signé pour le dossier de 55 km et phase de présélection du cabinet en cours pour les 59 km. On ne peut que garder les modèles de départ prévus dans le DCP.
24. **Hypothèses de modélisation.** Selon la démarche du FIDA, trois (3) éléments doivent être considérés dans l'analyse économique des pistes rurales : (i) Les coûts de réduction de transport et de l'entretien des véhicules, (ii) Augmentation du volume des produits agricoles transportés à la vente, (iii) Réduction des pertes après récolte grâce à un meilleur accès aux points de vente. Les hypothèses posées dans le DCP s'insère dans cette logique.
25. **Les résultats :** Le bénéfice additionnel de 7 513 127 FCFA par kilomètre de piste réhabilité est toujours maintenu avec le TRI et la VAN dégagé dans le DCP.

#### C. Bénéfices économiques des aménagements structurants et productifs

26. **Hypothèses de modélisation.** Parmi les éléments de modélisation qui ont été pris en compte dans l'analyse économique nous retenons celle relative aux systèmes de production autour et en aval des mini-barrages: système de production 50% oignon, 30% tomate et 20% choux *en aval* (100 hectares d'aménagements hydroagricoles) et *en amont/ autour* (200 hectares équipés avec un kit motopompe, un réseau d'irrigation et un forage) d'un mini-barrage. Cependant il faut rappeler que les constats faits sur les aménagements pareils financés par d'autres bailleurs dans

la zone d'intervention du ProDAF permettent d'attirer l'attention des uns et des autres pour que cette hypothèse liée au taux d'occupation soit relativisée.

27. **Les résultats** du DCP sont maintenus.

- Compte d'exploitation du GIE de Djiratawa

Le compte d'exploitation sur les trois années à venir se présente comme suit :

ANNEE	2017	2018	2019
<b>PRODUITS</b>			
Redevance Commerçants/producteurs	52 399 500	62 879 400	75 455 280
Redevance transporteurs	10 800 000	12 960 000	14 256 000
Stockage	698 660	768 526	845 379
Subvention d'exploitation	-	-	-
A. Produits d'exploitation	63 898 160	76 607 926	90 556 659
<b>CHARGES</b>			
<b>Charges variables</b>			
Achats fourniture d'entretien	120 000	126 000	132 300
Achat de petits matériels	240 000	252 000	264 600
Achat de fournitures diverses	36 000	37 800	39 690
<b>Charges externes</b>			
Electricité & Eau	420 000	441 000	463 050
Fourniture de bureau	180 000	189 000	198 450
Sous-traitance	100 000	105 000	110 250
Sécurité (forfait)	1 200 000	1 200 000	1 200 000
Propreté (forfait)	300 000	300 000	300 000
Maintenance	120 000	126 000	132 300
Primes d'assurance	350 000	367 500	385 875
Affranchissements	30 000	31 500	33 075
Téléphone	180 000	189 000	198 450
Internet	340 000	357 000	374 850
Publicité	200 000	210 000	220 500
Frais de transport, déplacement et mission	360 000	378 000	396 900
Frais d'entretien piste rurale	200 000	210 000	220 500
Contribution au fonctionnement HG	180 000	189 000	198 450
Rémunération intermédiaires et honoraires	160 000	168 000	176 400
Divers	260 000	273 000	286 650
Taxes diverses	310 000	325 500	341 775
1. TOTAL	5 286 000	5 475 300	5 674 065
B. Valeur ajoutée = A - 1	58 612 160	71 132 626	84 882 594
<b>2. charges salariales</b>	5 400 000	5 940 000	6 534 000
Coût salarial Directeur	3 000 000	3 300 000	3 630 000
Coût salarial Comptable	2 400 000	2 640 000	2 904 000
C. Excédent brut d'exploitation = B - 2	53 212 160	65 192 626	78 348 594
3. Dotations aux amortissements	18 099 508	18 099 508	18 099 508
D. Résultat d'exploitation = C - 3	35 112 652	47 093 118	60 249 086



4. Frais financiers	335 680	386 032	443 937
<b>E. Résultat net avant impôts = D - 4</b>	<b>34 776 972</b>	<b>46 707 086</b>	<b>59 805 149</b>
Impôts sur résultat	11 476 401	12 624 041	13 886 445
<b>F. Résultat net (bénéfice) (B.net)</b>	<b>23 300 571</b>	<b>34 083 045</b>	<b>45 918 704</b>
<b>Cash flow (B. net + Amort. =(Fi))</b>	<b>41 400 079</b>	<b>52 182 553</b>	<b>64 018 212</b>
Capacité d'autofin. (Fi+frais financiers = Ci)	41 735 759	52 568 585	64 462 149
Coeff. d'actualisation à 10% = $(1+i)^{-n}$	0,909	0,826	0,751
<b>Capacité d'autofin. actualisée=Ci (1+i)<sup>-n</sup></b>	<b>37 937 805</b>	<b>43 421 651</b>	<b>48 411 074</b>

#### Rentabilité du GIE du marché de Djiratawa

Année	2017	2018	2019
Chiffre d'Affaire (CA)	63 898 160	76 607 926	90 556 659
Résultat d'Exploitation (RE)	35 112 652	47 093 118	60 249 086
Fonds Propres FP	452 487 692	452 487 692	452 487 692
Total Actifs	452 487 692	429 863 307	407 238 923
Rentabilité Commerciale (Rcom)	55,0	61,5	66,5
Rotation des Actifs	0,1	0,2	0,2
<b>Rentabilité Economique (Réco)</b>	<b>8%</b>	<b>11%</b>	<b>15%</b>
<b>Rentabilité Financière (Réf)</b>	<b>8%</b>	<b>10%</b>	<b>13%</b>

- Le compte d'exploitation du CCS de Maidjirgui est le suivant :

RUBRIQUE	MONTANT
<b>PRODUITS</b>	<b>2 015</b>
Location magasin & hangar	100 000
Utilisation des blocs sanitaires	51 360
Revenu du BI	219 072
Revenu des Transactions (20F/sacs)	2 088 460
Location-vente charrette	750 000
Autres (location petits matériels prestations aux producteurs)	7 000
<b>TOTAL PRODUITS (A)</b>	<b>3 215 892</b>
<b>CHARGE</b>	
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	
<b>Charges externes</b>	
Entretien des locaux	150 000
Téléphone	26 000
<b>TOTAL</b>	<b>176 000</b>
<b>Valeur Ajoutée (VA)</b>	<b>3 039 892</b>
<b>Main d'œuvre</b>	
Gestionnaire du centre	60 000
Gestionnaire du BI	43 815
Gardien	65 722
Total MO	169 537
<b>Excédent Brut d'Exploitation (EBE)</b>	<b>2 870 355</b>
<b>Autres charges externes</b>	
Dotations aux amortissements	1 200 000

<b>Résultat Brut d'Exploitation (RBE)</b>	<b>1 670 355</b>
Taxes & impôts	-
<b>RESULTAT NET</b>	<b>1 670 355</b>
Cash flow (B. net + Amort. =(Fi))	2 870 355
<b>Capacité d'autofin</b>	<b>2 870 355</b>

- Compte d'exploitation prévisionnel GIE MDG « Sabon Machi »

ANNEE	2017	2018	2019
<b>PRODUITS</b>			
Redevance Commerçants/producteurs	37 935 000	45 522 000	54 626 400
Redevance transporteurs	14 300 000	15 015 000	15 765 750
Stockage	260 000	273 000	286 650
Subvention d'exploitation	-	-	-
A. Produits d'exploitation	52 495 000	60 810 000	70 678 800
<b>CHARGES</b>			
<b>Charges variables</b>			
Achats fourniture d'entretien	120 000	132 000	145 200
Achat de petits matériels	240 000	360 000	540 000
Achat de fournitures diverses	36 000	54 000	81 000
<b>Charges externes</b>			
Electricité & Eau	600 000	660 000	759 000
Fourniture de bureau	486 000	534 600	614 790
Sous-traitance	100 000	110 000	126 500
Sécurité (forfait)	1 200 000	1 200 000	1 200 000
Propreté (forfait)	600 000	600 000	600 000
Maintenance	120 000	126 000	132 300
Primes d'assurance	350 000	367 500	385 875
Affranchissements	30 000	31 500	33 075
Téléphone	180 000	189 000	198 450
Internet	540 000	567 000	595 350
Publicité	200 000	210 000	220 500
Frais de transport, déplacement et mission	360 000	378 000	396 900
Frais d'entretien piste rurale	200 000	210 000	220 500
Contribution au fonctionnement HG	180 000	189 000	198 450
Rémunération intermédiaires et honoraires	160 000	168 000	176 400
Divers	360 000	378 000	396 900
Taxes diverses	310 000	325 500	341 775
1. TOTAL	6 372 000	6 790 100	7 362 965
B. Valeur ajoutée = A - 1	46 123 000	54 019 900	63 315 835
<b>2. charges salariales</b>	5 400 000	5 940 000	6 534 000
Coût salarial Directeur	3 000 000	3 300 000	3 630 000
Coût salarial Comptable	2 400 000	2 640 000	2 904 000
C. Excédent brut d'exploitation = B - 2	40 723 000	48 079 900	56 781 835
3. Dotations aux amortissements	18 668 267	18 668 267	18 668 267
D. Résultat d'exploitation = C - 3	22 054 733	29 411 633	38 113 568
4. Frais financiers	335 680	386 032	443 937
E. Résultat net avant impôts = D - 4	21 719 053	29 025 601	37 669 631

Impôts sur résultat	7 167 287	7 884 016	8 672 418
<b>F. Résultat net (bénéfice) (B.net)</b>	<b>14 551 765</b>	<b>21 141 585</b>	<b>28 997 213</b>
<b>Cash flow (B. net + Amort. =(Fi))</b>	<b>33 220 033</b>	<b>39 809 852</b>	<b>47 665 480</b>
Capacité d'autofin. (Fi+frais financiers = Ci)	33 555 713	40 195 884	48 109 417
Coeff. d'actualisation à 10% = $(1+i)^{-n}$	0,909	0,826	0,751
<b>Capacité d'autofin. actualisée=Ci <math>(1+i)^{-n}</math></b>	<b>30 502 143</b>	<b>33 201 800</b>	<b>36 130 172</b>

- Rentabilité GIE MDG « Sabon Machi »

Année	2016	2017	2018
Chiffre d'Affaire (CA)	52 495 000	60 810 000	70 678 800
Résultat d'Exploitation (RE)	22 054 733	29 411 633	38 113 568
Fonds Propres FP	466 706 684	490 042 018	514 544 119
Total Actifs	466 706 684	443 371 350	420 036 016
Rentabilité Commerciale (Rcom)	42,0	48,4	53,9
Rotation des Actifs	0,1	0,1	0,2
<b>Rentabilité Economique (Réco)</b>	<b>5%</b>	<b>7%</b>	<b>9%</b>
<b>Rentabilité Financière (Réf)</b>	<b>5%</b>	<b>6%</b>	<b>7%</b>

- Compte d'exploitation prévisionnel GIE MDG « Tessaoua »

ANNEE	2017	2018	2019
<b>PRODUITS</b>			
Redevance Commerçants/producteurs	57 200 000	68 640 000	82 368 000
Redevance transporteurs	19 500 000	23 400 000	28 080 000
Stockage	71 500	85 800	102 960
Subvention d'exploitation	-	-	-
A. Produits d'exploitation	76 771 500	92 125 800	110 550 960
<b>CHARGES</b>			
<b>Charges variables</b>			
Achats fourniture d'entretien	120 000	132 000	145 200
Achat de petits matériels	240 000	360 000	540 000
Achat de fournitures diverses	36 000	54 000	81 000
<b>Charges externes</b>			
Electricité & Eau	600 000	660 000	759 000
Fourniture de bureau	486 000	534 600	614 790
Sous-traitance	100 000	110 000	126 500
Sécurité (forfait)	1 200 000	1 200 000	1 200 000
Propreté (forfait)	600 000	600 000	600 000
Maintenance	120 000	126 000	132 300
Primes d'assurance	350 000	367 500	385 875
Affranchissements	30 000	31 500	33 075
Téléphone	180 000	189 000	198 450
Internet	540 000	567 000	595 350
Publicité	200 000	210 000	220 500
Frais de transport, déplacement et mission	360 000	378 000	396 900

Frais d'entretien piste rurale	200 000	210 000	220 500
Contribution au fonctionnement HG	180 000	189 000	198 450
Rémunération intermédiaires et honoraires	160 000	168 000	176 400
Divers	360 000	378 000	396 900
Taxes diverses	310 000	325 500	341 775
<b>1. TOTAL</b>	<b>6 372 000</b>	<b>6 790 100</b>	<b>7 362 965</b>
<b>B. Valeur ajoutée = A - 1</b>	<b>70 399 500</b>	<b>85 335 700</b>	<b>103 187 995</b>
<b>2. charges salariales</b>	<b>5 400 000</b>	<b>5 940 000</b>	<b>6 534 000</b>
Coût salarial Directeur	3 000 000	3 300 000	3 630 000
Coût salarial Comptable	2 400 000	2 640 000	2 904 000
<b>C. Excédent brut d'exploitation = B - 2</b>	<b>64 999 500</b>	<b>79 395 700</b>	<b>96 653 995</b>
3. Dotations aux amortissements	20 136 462	20 136 462	20 136 462
<b>D. Résultat d'exploitation = C - 3</b>	<b>44 863 038</b>	<b>59 259 238</b>	<b>76 517 533</b>
4. Frais financiers	335 680	386 032	443 937
<b>E. Résultat net avant impôts = D - 4</b>	<b>44 527 358</b>	<b>58 873 206</b>	<b>76 073 596</b>
Impôts sur resultat	14 694 028	16 163 431	17 779 774
<b>F. Résultat net (bénéfice) (B.net)</b>	<b>29 833 330</b>	<b>42 709 775</b>	<b>58 293 822</b>
<b>Cash flow (B. net + Amort. =(Fi))</b>	<b>49 969 792</b>	<b>62 846 237</b>	<b>78 430 284</b>
Capacité d'autofin. (Fi+frais financiers = Ci)	50 305 472	63 232 269	78 874 221
Coeff. d'actualisation à 10% = $(1+i)^{-n}$	0,909	0,826	0,751
<b>Capacité d'autofin. actualisée=Ci <math>(1+i)^{-n}</math></b>	<b>45 727 674</b>	<b>52 229 854</b>	<b>59 234 540</b>

- Rentabilité GIE MDG « Tessaoua »

Année	2017	2018	2019
Chiffre d'Affaire (CA)	76 771 500	92 125 800	110 550 960
Résultat d'Exploitation (RE)	44 863 038	59 259 238	76 517 533
Fonds Propres FP	503 411 562	528 582 140	555 011 247
Total Actifs	503 411 562	478 240 984	453 070 406
Rentabilité Commerciale (Rcom)	58,4	64,3	69,2
Rotation des Actifs	0,2	0,2	0,2
<b>Rentabilité Economique (Réco)</b>	<b>9%</b>	<b>12%</b>	<b>17%</b>
<b>Rentabilité Financière (Réf)</b>	<b>9%</b>	<b>11%</b>	<b>14%</b>